

LES INFORMATIONS ADMINISTRATIVES ET JURIDIQUES

# INDEX THÉMATIQUE DES ARTICLES

Supplément au numéro de janvier 2024

Actualisé au 1<sup>er</sup> janvier

2024



**Centre interdépartemental de gestion  
de la petite couronne de la région  
Île-de-France**

1, rue Lucienne Gérard 93698 Pantin CEDEX

01 56 96 80 80

info@cig929394.fr

[www.cig929394.fr](http://www.cig929394.fr)

**DIRECTEUR DE LA PUBLICATION**

Jacques Alain Benisti

**CONCEPTION, RÉDACTION, DOCUMENTATION  
ET MISE EN PAGES**

Direction de la diffusion statutaire,  
de la documentation et des affaires juridiques

© CIG petite couronne 2023

ISSN 1152-5908



*« Le code de la propriété intellectuelle et artistique n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article L. 122-5, d'une part, que les "copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective" et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, "toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite" (alinéa 1<sup>er</sup> de l'article L. 122-4). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du code de la propriété intellectuelle ».*

# SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>ACCÈS À LA FONCTION PUBLIQUE</b>	<b>5</b>	<b>9</b>	<b>DROITS ET OBLIGATIONS</b>	<b>37</b>
1.1	Concours	5	9.1	Droits et garanties	37
1.2	Ressortissants communautaires ou étrangers	5	9.2	Obligations et responsabilité	40
1.3	Dispositifs spécifiques d'accès ou d'intégration	6	<b>10</b>	<b>EMPLOIS FONCTIONNELS</b>	<b>42</b>
1.4	Transferts de personnels	7	10.1	Recrutement et carrière	42
1.5	Conditions de recrutement	7	10.2	Fin de fonctions	43
<b>2</b>	<b>AGENTS CONTRACTUELS</b>	<b>9</b>	<b>11</b>	<b>FORMATION</b>	<b>44</b>
2.1	Recrutement	9	<b>12</b>	<b>GESTION DES EMPLOIS</b>	<b>45</b>
2.2	Conditions d'emploi	10	<b>13</b>	<b>INDISPONIBILITÉ PHYSIQUE</b>	<b>46</b>
2.3	Fin de fonctions	12	<b>14</b>	<b>ORGANISATION ET ORGANES DE LA FONCTION PUBLIQUE</b>	<b>49</b>
2.4	Dispositifs d'intégration	13	14.1	Les employeurs de la fonction publique territoriale	49
2.5	Reprise d'une activité privée	14	14.2	Organisation et fonctionnement internes des collectivités	49
<b>3</b>	<b>CADRES D'EMPLOIS • MÉTIERS TERRITORIAUX</b>	<b>15</b>	14.3	CAP • CCP • Conseils de discipline	50
3.1	Filière administrative	15	14.4	Comités sociaux territoriaux	50
3.2	Filière technique	16	14.5	Conseils médicaux	51
3.3	Filière police municipale	17	14.6	Centres de gestion et CNFPT	52
3.4	Sapeurs-pompiers professionnels	18	14.7	Conseils supérieurs	52
3.5	Filière culturelle	19	14.8	Transferts de personnels	52
3.6	Filière sportive	19	<b>15</b>	<b>POSITIONS</b>	<b>54</b>
3.7	Filière animation	20	15.1	Activité	54
3.8	Filière médico-sociale	20	15.2	Détachement	56
3.9	Fonctions particulières	22	15.3	Disponibilité	57
<b>4</b>	<b>CARRIÈRE</b>	<b>23</b>	15.4	Autres positions	58
4.1	Avancement et promotion interne	23	<b>16</b>	<b>PROTECTION SOCIALE • ACTION SOCIALE</b>	<b>59</b>
4.2	Notation et évaluation	24	16.1	Maladie • Invalidité • Décès • Maternité	59
4.3	Classement, reprise de services et structure des cadres d'emplois	25	16.2	Chômage	60
4.4	Mutation	26	16.3	Retraite	60
4.5	Gestion des emplois	26	16.4	Action sociale	61
4.6	Seuils démographiques	26	<b>17</b>	<b>RÉGIME DES ACTES • CONTRÔLE DE LÉGALITÉ PROCÉDURE CONTENTIEUSE</b>	<b>62</b>
4.7	Incidents de carrière	27	17.1	Régime des actes	62
<b>5</b>	<b>CESSATION DE FONCTIONS</b>	<b>28</b>	17.2	Contrôle de légalité • Procédure contentieuse	63
5.1	Retraite	28	<b>18</b>	<b>RÉMUNÉRATION • INDEMNISATION • AVANTAGES EN NATURE</b>	<b>65</b>
5.2	Licenciement	28	18.1	Éléments obligatoires de rémunération	65
5.3	Démission	29	18.2	Nouvelle bonification indiciaire (NBI)	66
5.4	Abandon de poste	29	18.3	Primes et indemnités	66
5.5	Prise en charge	29	18.4	Avantages en nature • Frais de déplacement	68
5.6	Perte d'une condition générale	30	18.5	Cotisations	69
5.7	Divers	30	18.6	Règles comptables	70
<b>6</b>	<b>COMPTABILITÉ PUBLIQUE</b>	<b>32</b>	<b>19</b>	<b>PERSONNEL DE DROIT PRIVÉ</b>	<b>71</b>
<b>7</b>	<b>CONDITIONS ET DURÉE DU TRAVAIL</b>	<b>33</b>			
<b>8</b>	<b>DISCIPLINE</b>	<b>35</b>			



## 1.1 CONCOURS

Police municipale et filière médico-sociale : quelques nouveautés en matière de recrutement	mars 2023
Le concours externe spécial d'accès à certaines écoles de la haute fonction publique	avril 2021
Mesures relatives aux personnes en situation de handicap	sept. 2020
La protection des agents contre le harcèlement	juil./août 2020
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Les listes d'aptitude dans la FPT	mars 2018
Loi égalité et citoyenneté : les dispositions relatives à la fonction publique	mars 2017
Lauréats de concours : durée d'inscription sur liste d'aptitude et modalités de suivi	nov./déc. 2016
La loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 <sup>e</sup> partie)	juil. 2016
Loi « déontologie, droits et obligations » : l'essentiel des dispositions	mai 2016
Protocole d'accord relatif à la modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations	nov. 2015
La notion d'« ancienneté de services publics » valable pour la promotion interne ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	nov. 2014
Conditions générales de recrutement et d'avancement de grade : le nouveau décret	sept. 2013
Limite d'âge et admission à concourir ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juin 2013
Les autorités chargées de l'organisation des concours ( <i>MÉMO STATUT</i> )	mars 2013
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
Équivalence de diplômes pour l'accès aux concours : l'appréciation des conditions par le Conseil d'État ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	déc. 2010
Les différents modes d'accès aux cadres d'emplois territoriaux ( <i>POINT BREF</i> )	oct. 2010
La FPT entre deux logiques : carrière et emploi <i>par K. Douedar et A. Lebh</i>	oct. 2009
Le bulletin n° 2 du casier judiciaire ( <i>MÉMO STATUT</i> )	sept. 2008
Les nouvelles conditions d'équivalence aux diplômes requis pour se présenter aux concours	août 2007
La loi du 19 février 2007 relative à la FPT et sa circulaire d'application du 16 avril 2007	avril 2007
L'ordonnance du 2 août 2005 relative aux conditions d'âge et au PACTE	août 2005
Les listes d'aptitude dans la FPT	déc. 2003
La troisième voie d'accès par concours aux cadres d'emplois	juin 2002
Les règles d'organisation des concours dans la FPT	juin 2001
Les modifications apportées au décret du 20 novembre 1985 relatif aux conditions générales de recrutement	sept. 2000
Le décret du 26 octobre 1999 portant modification de certaines dispositions relatives à la FPT	oct. 1999
Le décret du 2 février 1998 portant modifications de certaines dispositions relatives à la FPT	févr. 1998
Les décrets d'application de la loi du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire	janv. 1997
L'exécution des décisions de justice : l'annulation d'un concours	juin 1996
Recrutement : modification du décret du 20 novembre 1985	oct. 1995
La loi du 27 décembre 1994 modifiant certaines dispositions relatives à la FPT	janv. 1995
<b>1.2 RESSORTISSANTS COMMUNAUTAIRES OU ÉTRANGERS</b>	
Police municipale : les conditions de recrutement	août 2018
Les différents modes d'accès aux cadres d'emplois territoriaux ( <i>MÉMO STATUT</i> )	oct. 2010
Recrutement et accueil des ressortissants européens dans les cadres d'emplois territoriaux : les nouvelles dispositions réglementaires	avril 2010
La circulaire du 19 novembre 2009 relative aux modalités d'application de la loi du 3 août 2009	déc. 2009
La FPT entre deux logiques : carrière et emploi <i>par K. Douedar et A. Lebh</i>	oct. 2009

Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique : analyse de la loi du 3 août 2009	août 2009
La loi du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique	août 2005
L'adaptation de la fonction publique française au droit communautaire : le rapport Lemoine de Forges	août 2004
Élargissement de l'Union européenne : les conditions d'emploi des ressortissants des nouveaux pays membres	avril 2004
Les incidences de la loi du 26 novembre 2003 sur les conditions d'emploi des ressortissants étrangers	déc. 2003
Les dispositions réglementaires relatives à la mise en œuvre de l'accès des ressortissants communautaires à la FPT	août 2003
L'emploi de ressortissants étrangers dans la FPT	nov. 2002
L'emploi des ressortissants de l'Union européenne dans la FPT	juil. 2002
Le décret du 2 février 1998 portant modifications de certaines dispositions relatives à la FPT	févr. 1998
Droit communautaire et fonction publique par <i>T. Larzul</i>	déc. 1996
La libre circulation des agents publics en Europe	juil. 1995
L'ouverture des cadres d'emplois territoriaux aux ressortissants de la communauté européenne	mars 1994
<b>1.3 DISPOSITIFS SPÉCIFIQUES D'ACCÈS OU D'INTÉGRATION</b>	
Handicap : le contrat en vue de la titularisation	avril 2022
Le concours externe spécial d'accès à certaines écoles de la haute fonction publique	avril 2021
Mesures relatives aux personnes en situation de handicap	sept. 2020
Le dispositif expérimental de titularisation des apprentis en situation de handicap : le décret du 5 mai 2020	juin 2020
Reconversion des militaires dans la FPT : les dernières précisions réglementaires	janv. 2020
Reconversion des militaires : Le dispositif simplifié d'accès à la fonction publique territoriale	déc. 2019
Obligation d'emploi des travailleurs handicapés : les nouvelles dispositions applicables dans la fonction publique	oct. 2019
Loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel : les dispositions applicables à la fonction publique	oct. 2018
La mise en œuvre des nouveaux dispositifs de diversification des recrutements	janv. 2018
Loi égalité et citoyenneté : les dispositions relatives à la fonction publique	mars 2017
Fonctionnaires de La Poste : prolongation du dispositif d'intégration	nov./déc. 2016
Jeunes en formation professionnelle dans la FPT : les dérogations aux travaux interdits	oct. 2016
Loi « déontologie » et protocole PPCR : les nouveaux décrets d'application	sept. 2016
La loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 <sup>e</sup> partie)	juil. 2016
Loi « déontologie, droits et obligations » : l'essentiel des dispositions	mai 2016
Dispositif d'accès à l'emploi titulaire et conditions de diplôme ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	août 2015
L'accès des militaires à la FPT	déc. 2014
La circulaire du 12 décembre 2012 relative à la mise en œuvre du dispositif d'accès à l'emploi titulaire	févr. 2013
Recrutements réservés pour l'accès à l'emploi titulaire : le dispositif réglementaire	déc. 2012
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
L'accueil des stagiaires étudiants dans la FPT	avril 2011
Les différents modes d'accès aux cadres d'emplois territoriaux ( <i>MÉMO STATUT</i> )	oct. 2010
Agent handicapé recruté au titre du recrutement direct : conditions du refus de titularisation ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juil./août 2010
Réforme des emplois réservés : le dispositif réglementaire	juil. 2009
Intégration des titulaires d'un emploi spécifique : une circulaire du 18 mai 2009	juin 2009
Le dispositif d'intégration des fonctionnaires titulaires d'emplois spécifiques de catégorie A	avril 2009
Emplois réservés : le nouveau dispositif de la loi du 26 mai 2008	juil. 2008
L'intégration des fonctionnaires de La Poste dans la FPT : le dispositif réglementaire	févr. 2008
La loi du 19 février 2007 relative à la FPT et sa circulaire d'application du 16 avril 2007	avril 2007
Le détachement et le classement des militaires lauréats d'un concours d'accès à la fonction publique civile	févr. 2006
Les nouvelles règles de recrutement direct des handicapés : les précisions réglementaires	févr. 2006

La seconde carrière des personnels enseignants dans la FPT	sept. 2005
L'ordonnance du 2 août 2005 relative aux conditions d'âge et au PACTE	août 2005
Les conditions d'accès à la fonction publique civile prévues par le nouveau statut des militaires	avril 2005
Les mesures nouvelles en faveur des handicapés dans la fonction publique	févr. 2005
Le dispositif d'intégration des fonctionnaires de France Télécom dans la FPT	sept. 2004
L'intégration des agents de l'Imprimerie nationale dans la fonction publique	sept. 2004
Les dispositions réglementaires relatives au reclassement des ouvriers de GIAT Industrie	mai 2004
L'accès des travailleurs handicapés à la FPT	oct. 2001
Le décret du 28 septembre 2001 relatif à la résorption de l'emploi précaire dans la FPT	oct. 2001
Le décret du 20 juin 2001 modifiant certaines dispositions relatives à la FPT	juin 2001
Les conditions d'emploi des sportifs de haut niveau dans la FPT	avril 2001
Résorption de l'emploi précaire, modernisation du recrutement et temps de travail dans la FPT : la loi du 3 janvier 2001	janv. 2001
Le décret du 2 février 1998 portant modifications de certaines dispositions relatives à la FPT	févr. 1998
Les décrets d'application de la loi du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire	janv. 1997
Le recrutement des travailleurs handicapés	janv. 1997
La loi du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire	déc. 1996
<b>1.4 TRANSFERTS DE PERSONNELS</b>	
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
La loi « NOTRE » du 7 août 2015 et ses incidences sur les personnels	oct. 2015
Transfert de personnel à un EPCI : fonctionnaire en congé de maladie ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	nov. 2014
L'intégration des ouvriers des parcs et ateliers dans les cadres d'emplois de la FPT	juin 2014
Affirmation des métropoles : la loi du 27 janvier 2014	mars 2014
Retrait d'une commune d'un EPCI : la situation des fonctionnaires ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	sept. 2013
Le transfert aux départements des personnels des parcs de l'équipement	déc. 2009
Transfert de personnels de l'État dans la FPT : les compléments apportés par le décret du 30 décembre 2008	janv. 2009
Transferts de personnels de l'État : les précisions relatives aux cadres d'emplois d'accueil et à la durée du travail	juin 2007
La loi du 19 février 2007 relative à la FPT et sa circulaire d'application du 16 avril 2007	avril 2007
Transfert des personnels de l'État : les précisions relatives au droit d'option, à l'intégration et au détachement sans limitation de durée	janv. 2006
Les incidences statutaires de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales	sept. 2004
Les dispositions statutaires de la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité	mars 2002
<b>1.5 CONDITIONS DE RECRUTEMENT</b>	
L'agrément des assistants familiaux et des assistants maternels	déc. 2023
La communication aux agents publics des informations et règles essentielles relatives à l'exercice de leurs fonctions	oct. 2023
Les nouvelles obligations en faveur de la parité dans la fonction publique	sept. 2023
Le principe de non-discrimination dans le cadre du recrutement	juil./août 2023
Police municipale et filière médico-sociale : quelques nouveautés en matière de recrutement	mars 2023
Le contrôle des antécédents judiciaires des agents publics	févr. 2023
Fonctionnaires territoriaux à temps non complet : le décret du 17 février 2020	mai 2020
Le décret relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique	mars 2020
Refus de titularisation à l'issue du stage d'un agent en congé de maladie ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mars 2020
Absence de décision expresse à l'issue du stage ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juin 2019
La mise en œuvre de l'obligation de publicité des emplois vacants sur l'espace numérique commun	janv. 2019
Nomination : la nécessité d'une décision expresse ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	sept. 2018
Police municipale : les conditions de recrutement	août 2018

La vacance d'emploi, déclaration et publicité	mai 2018
Les listes d'aptitude dans la FPT	mars 2018
Accueil des enfants : dispositions applicables en matière de personnel	sept. 2016
Protocole d'accord relatif à la modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations	nov. 2015
Les conditions générales de recrutement	sept. 2015
Dispositif d'accès à l'emploi titulaire et conditions de diplôme ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	août 2015
Conditions générales de recrutement et d'avancement de grade : le nouveau décret	sept. 2013
Prise en compte des mentions portées au bulletin n°2 du casier judiciaire ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juil. 2013
Limite d'âge et admission à concourir ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juin 2013
Prise en compte des activités professionnelles antérieures lors du classement en catégorie A ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mars 2013
La durée du stage dans la FPT	mars 2013
Retrait ou suspension d'agrément des agents de police municipale - Absence de droit au reclassement ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	janv. 2013
Égalité entre hommes et femmes dans l'accès aux emplois supérieurs : le décret d'application	mai 2012
L'illégalité d'un refus de titularisation prématuré ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	avril 2012
Le décret du 17 mai 2011 modifiant certaines dispositions relatives au recrutement et aux positions des fonctionnaires territoriaux	juin 2011
Condamnation pénale à la perte des droits civiques et radiation des cadres ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mai 2011
L'accueil des stagiaires étudiants dans la FPT	avril 2011
Police municipale : les dispositions issues de la LOPPSI 2	avril 2011
Perte des droits civiques : inconstitutionnalité de l'article L. 7 du code électoral ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juil./août 2010
Exercice d'un mandat électif : inéligibilités et incompatibilités applicables aux agents territoriaux ( <i>POINT BREF</i> )	mars 2010
La circulaire du 19 novembre 2009 relative aux modalités d'application de la loi du 3 août 2009	déc. 2009
Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique : analyse de la loi du 3 août 2009	août 2009
Les dispositions liées à l'âge dans la FPT	juin 2009
Les conséquences de la privation des droits civiques ( <i>POINT BREF</i> )	févr. 2009
Le bulletin n° 2 du casier judiciaire ( <i>POINT BREF</i> )	sept. 2008
Le détachement et le classement des militaires lauréats d'un concours d'accès à la fonction publique civile	févr. 2006
La position régulière au regard du code du service national	déc. 2005
Le recrutement d'un lauréat de concours en qualité d'agent non titulaire ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	nov. 2005
L'ordonnance du 2 août 2005 relative aux conditions d'âge et au PACTE	août 2005
Les listes d'aptitude dans la FPT	déc. 2003
Le recrutement des fonctionnaires dans des emplois à temps non complet	juin 2003
L'agrément des agents territoriaux	mars 2003
Opérations de recrutement et collecte d'informations nominatives : une délibération de la CNIL	juil. 2002
La perte d'une condition générale de recrutement	avril 2002
Les dispositions statutaires de la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité	mars 2002
Le décret du 28 septembre 2001 relatif à la résorption de l'emploi précaire dans la FPT	oct. 2001
La gestion individualisée du personnel dans la FPT	juil. 2000
Le décret du 2 février 1998 portant modifications de certaines dispositions relatives à la FPT	févr. 1998
L'exécution des décisions de justice : l'annulation d'une nomination	févr. 1997
Recrutement : modification du décret du 20 novembre 1985	oct. 1995
L'encadrement juridique des opérations de recrutement	mai 1995
La loi du 27 décembre 1994 modifiant certaines dispositions relatives à la FPT	janv. 1995
Agrément et assermentation des agents territoriaux	févr. 1994



## 2.1 RECRUTEMENT

L'agrément des assistants familiaux et des assistants maternels	déc. 2023
La communication aux agents publics des informations et règles essentielles relatives à l'exercice de leurs fonctions	oct. 2023
Les nouvelles obligations en faveur de la parité dans la fonction publique	sept. 2023
Le principe de non-discrimination dans le cadre du recrutement	juil./août 2023
Le contrôle des antécédents judiciaires des agents publics	févr. 2023
L'actualisation des dispositions relatives aux agents contractuels territoriaux	oct. 2022
Handicap : le contrat en vue de la titularisation	avril 2022
La période d'essai	mai 2021
Agents contractuels dans la fonction publique : les recommandations de la Cour des Comptes	déc. 2020
Recrutement direct dans les emplois fonctionnels de direction : le décret du 13 mars 2020	mai 2020
Critère du besoin permanent et distinction entre agents contractuels et vacataires (JURISPRUDENCE)	avril 2020
Le contrat de projet	avril 2020
Le décret relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique	mars 2020
Procédure de recrutement des agents contractuels sur emploi permanent	févr. 2020
CDI sation d'un agent contractuel : prise en considération des fonctions réellement exercées (JURISPRUDENCE)	oct. 2019
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Le projet de loi de transformation de la fonction publique	mai 2019
Les cas de recrutement des agents contractuels de droit public (MÉMO STATUT)	févr. 2018
La mise en œuvre des nouveaux dispositifs de diversification des recrutements	janv. 2018
Cabinet de l'autorité territoriale : l'emploi des membres de la famille	déc. 2017
Accueil des enfants : dispositions applicables en matière de personnel	sept. 2016
La loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 <sup>e</sup> partie)	juil. 2016
Les nouvelles dispositions applicables aux agents contractuels (2) : Les conditions d'emploi et de gestion	mars 2016
Les nouvelles dispositions applicables aux agents contractuels (1) : Le recrutement et la fin de fonctions	févr. 2016
Recrutement direct dans l'emploi fonctionnel : procédure et durée de l'engagement préjudice (JURISPRUDENCE)	oct. 2015
Agent non titulaire : nouveau contrat substantiellement différent et réparation du préjudice (JURISPRUDENCE)	sept. 2015
Les conditions générales de recrutement	sept. 2015
Le contrat à durée indéterminée dans la FPT	oct. 2014
Agents sous CDI : un nouveau droit au reclassement (JURISPRUDENCE)	nov. 2013
Les collaborateurs des élus locaux	juin 2013
Agents non titulaires : période d'essai et renouvellement de contrat (JURISPRUDENCE)	févr. 2013
Égalité entre hommes et femmes dans l'accès aux emplois supérieurs : le décret d'application	mai 2012
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
Emploi des agents non titulaires : le contenu du projet de loi	oct. 2011
L'accueil des stagiaires étudiants dans la FPT	avril 2011
Emplois de cabinet des autorités locales - Nature des fonctions (JURISPRUDENCE)	mars 2011
Modernisation des conditions d'emploi des agents non titulaires : un projet de loi attendu au printemps	mars 2011
Les obligations de l'employeur en cas de suspension du contrat d'un agent non titulaire par le juge des référés (JURISPRUDENCE)	janv. 2011
L'intérim dans la FPT : la circulaire du 3 août 2010	oct. 2010
Les accueillants familiaux : une catégorie d'agents publics particulière	sept. 2010

Agent handicapé recruté au titre du recrutement direct : conditions du refus de titularisation ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juil./août 2010
Les cas de recrutement d'agents non titulaires de droit public dans la FPT ( <i>MÉMO STATUT</i> )	févr. 2010
Les vacataires dans la FPT	févr. 2010
La circulaire du 19 novembre 2009 relative aux modalités d'application de la loi du 3 août 2009	déc. 2009
La FPT entre deux logiques : carrière et emploi <i>par K. Douedar et A. Lebh</i>	oct. 2009
Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique : analyse de la loi du 3 août 2009	août 2009
Les nouvelles dispositions relatives aux agents non titulaires	janv. 2008
La loi du 19 février 2007 relative à la FPT et sa circulaire d'application du 16 avril 2007	avril 2007
Les nouvelles règles de recrutement direct des handicapés : les précisions réglementaires	févr. 2006
Le recrutement d'un lauréat de concours en qualité d'agent non titulaire : un arrêt de la CAA de Paris du 24 janvier 2005	nov. 2005
La loi du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique	août 2005
Le projet d'introduction des contrats à durée indéterminée dans le statut de la FPT	déc. 2004
L'adaptation de la fonction publique française au droit communautaire : le rapport Lemoyne de Forges	août 2004
Les dispositions réglementaires relatives au reclassement des ouvriers de GIAT Industrie	mai 2004
La création des emplois d'assistant d'éducation	juin 2003
Le dispositif de reclassement des ouvriers de GIAT Industrie	juin 2003
Les cas de recrutement d'agents non titulaires par les collectivités territoriales	sept. 2002
Les assistants des élus locaux	sept. 2000
Les dispositions statutaires de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (notion d'agent public)	avril 2000
Le recrutement des agents non titulaires et la déclaration de la vacance d'emploi	nov. 1997
Les assistantes maternelles	nov. 1994
<b>2.2 CONDITIONS D'EMPLOI</b>	
Les nouvelles dispositions en faveur des agents confrontés à des événements familiaux	oct. 2023
Les congés liés à l'arrivée et à l'éducation d'un enfant ( <i>MÉMO STATUT</i> )	avril 2023
Les sanctions disciplinaires ( <i>MÉMO STATUT</i> )	nov./déc. 2022
L'actualisation des dispositions relatives aux agents contractuels territoriaux	oct. 2022
Handicap : le contrat en vue de la titularisation	avril 2022
Le congé parental	juil./août 2021
La période d'essai	mai 2021
Agents contractuels dans la fonction publique : les recommandations de la Cour des Comptes	déc. 2020
Recrutement direct dans les emplois fonctionnels de direction : le décret du 13 mars 2020	mai 2020
Critère du besoin permanent et distinction entre agents contractuels et vacataires ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	avril 2020
Le contrat de projet	avril 2020
Le décret relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique	mars 2020
Principe de non-discrimination des agents en CDD : précisions de la CJUE concernant leurs conditions de rémunération ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	nov. 2019
CDIisation d'un agent contractuel : prise en considération des fonctions réellement exercées ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	oct. 2019
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
La rémunération des agents contractuels territoriaux	juin 2019
Le projet de loi de transformation de la fonction publique	mai 2019
Principe de non-discrimination des agents en CDD : précisions de la CJUE concernant leurs conditions de rémunération ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	nov. 2019
CDIisation d'un agent contractuel : prise en considération des fonctions réellement exercées ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	oct. 2019
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
La rémunération des agents contractuels territoriaux	juin 2019
Le projet de loi de transformation de la fonction publique	mai 2019

Les garanties accordées aux agents publics exerçant une activité syndicale	févr. 2018
Cabinet de l'autorité territoriale : l'emploi des membres de la famille	déc. 2017
Accueil des enfants : dispositions applicables en matière de personnel	sept. 2016
La loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 <sup>e</sup> partie)	juil. 2016
Les nouvelles dispositions applicables aux agents contractuels (2) : Les conditions d'emploi et de gestion	mars 2016
Les nouvelles dispositions applicables aux agents contractuels (1) : Le recrutement et la fin de fonctions	févr. 2016
Recrutement direct dans l'emploi fonctionnel : procédure et durée de l'engagement préjudice ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	oct. 2015
Agent non titulaire : nouveau contrat substantiellement différent et réparation du préjudice ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	sept. 2015
Les conditions générales de recrutement	sept. 2015
Le contrat à durée indéterminée dans la FPT	oct. 2014
Agents sous CDI : un nouveau droit au reclassement ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	nov. 2013
Les collaborateurs des élus locaux	juin 2013
Agents non titulaires : période d'essai et renouvellement de contrat ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	févr. 2013
Égalité entre hommes et femmes dans l'accès aux emplois supérieurs : le décret d'application	mai 2012
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
Emploi des agents non titulaires : le contenu du projet de loi	oct. 2011
L'accueil des stagiaires étudiants dans la FPT	avril 2011
Emplois de cabinet des autorités locales - Nature des fonctions ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mars 2011
Modernisation des conditions d'emploi des agents non titulaires : un projet de loi attendu au printemps	mars 2011
Les obligations de l'employeur en cas de suspension du contrat d'un agent non titulaire par le juge des référés ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	janv. 2011
L'intérim dans la FPT : la circulaire du 3 août 2010	oct. 2010
Les accueillants familiaux : une catégorie d'agents publics particulière	sept. 2010
Agent handicapé recruté au titre du recrutement direct : conditions du refus de titularisation ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juil./août 2010
Les cas de recrutement d'agents non titulaires de droit public dans la FPT ( <i>MÉMO STATUT</i> )	févr. 2010
Les vacataires dans la FPT	févr. 2010
La circulaire du 19 novembre 2009 relative aux modalités d'application de la loi du 3 août 2009	déc. 2009
La FPT entre deux logiques : carrière et emploi <i>par K. Douedar et A. Lebh</i>	oct. 2009
Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique : analyse de la loi du 3 août 2009	août 2009
Les nouvelles dispositions relatives aux agents non titulaires	janv. 2008
La loi du 19 février 2007 relative à la FPT et sa circulaire d'application du 16 avril 2007	avril 2007
Les nouvelles règles de recrutement direct des handicapés : les précisions réglementaires	févr. 2006
Le recrutement d'un lauréat de concours en qualité d'agent non titulaire : un arrêt de la CAA de Paris du 24 janvier 2005	nov. 2005
La loi du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique	août 2005
Le projet d'introduction des contrats à durée indéterminée dans le statut de la FPT	déc. 2004
L'adaptation de la fonction publique française au droit communautaire : le rapport Lemoyne de Forges	août 2004
Les dispositions réglementaires relatives au reclassement des ouvriers de GIAT Industrie	mai 2004
La création des emplois d'assistant d'éducation	juin 2003
Le dispositif de reclassement des ouvriers de GIAT Industrie	juin 2003
Les cas de recrutement d'agents non titulaires par les collectivités territoriales	sept. 2002
Les assistants des élus locaux	sept. 2000
Les dispositions statutaires de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (notion d'agent public)	avril 2000
Le recrutement des agents non titulaires et la déclaration de la vacance d'emploi	nov. 1997
Les assistantes maternelles	nov. 1994

<b>2.3 FIN DE FONCTIONS</b>	
L'agrément des assistants familiaux et des assistants maternels	déc. 2023
Le contrôle des antécédents judiciaires des agents publics	févr. 2023
L'indemnité de licenciement des agents contractuels territoriaux	mars 2023
Loi de finances et loi de financement de la sécurité sociale pour 2023 : les principales dispositions applicables aux agents territoriaux	janv. 2023
Le licenciement des agents contractuels territoriaux	nov./déc. 2022
L'actualisation des dispositions relatives aux agents contractuels territoriaux	oct. 2022
Handicap : le contrat en vue de la titularisation	avril 2022
Licenciement d'un agent contractuel : conséquences du non-respect du délai de préavis ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mars 2022
Les modalités d'attribution de l'indemnité de fin de contrat : le décret du 23 octobre 2020	janv. 2021
La période d'essai	mai 2021
Assistance du fonctionnaire durant une rupture conventionnelle : la décision du Conseil constitutionnel du 15 octobre 2020 ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	déc. 2020
Agents contractuels dans la fonction publique : les recommandations de la Cour des Comptes	déc. 2020
Assurance chômage : le régime spécifique applicable à certains agents publics et salariés du secteur public	nov. 2020
Recrutement direct dans les emplois fonctionnels de direction : le décret du 13 mars 2020	mai 2020
Le contrat de projet	avril 2020
Le décret relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique	mars 2020
Mise en œuvre de la rupture conventionnelle dans la fonction publique	févr. 2020
Refus de transformation d'un CDD en CDI et privation involontaire d'emploi ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	févr. 2020
Loi de finances et loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 : les dispositions applicables à la fonction publique	janv. 2020
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Le projet de loi de transformation de la fonction publique	mai 2019
Transfert d'un salarié protégé à un employeur public et compétence de l'inspecteur du travail ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	août 2018
Cabinet de l'autorité territoriale : l'emploi des membres de la famille	déc. 2017
Agent contractuel : possibilité de régularisation unilatérale d'un contrat illégal ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	nov. 2017
La convention du 14 avril 2017 relative à l'assurance chômage	nov. 2017
Les commissions consultatives paritaires : compétences et fonctionnement	oct. 2017
Agent contractuel : licenciement pour compétence managériale insuffisante ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	sept. 2016
CDI sation d'un agent contractuel : prise en considération des fonctions réellement exercées ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	oct. 2019
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Le projet de loi de transformation de la fonction publique	mai 2019
Transfert d'un salarié protégé à un employeur public et compétence de l'inspecteur du travail ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	août 2018
Cabinet de l'autorité territoriale : l'emploi des membres de la famille	déc. 2017
Agent contractuel : possibilité de régularisation unilatérale d'un contrat illégal ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	nov. 2017
La convention du 14 avril 2017 relative à l'assurance chômage	nov. 2017
Les commissions consultatives paritaires : compétences et fonctionnement	oct. 2017
Agent contractuel : licenciement pour compétence managériale insuffisante ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	sept. 2016
Les nouvelles dispositions applicables aux agents contractuels (2 <sup>e</sup> partie) : Les conditions d'emploi et de gestion	mars 2016
Les nouvelles dispositions applicables aux agents contractuels (1 <sup>re</sup> partie) : Le recrutement et la fin de fonctions	févr. 2016
Agent non titulaire : nouveau contrat substantiellement différent et réparation du préjudice ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	sept. 2015
La suppression d'emploi dans la FPT	avril 2015
Assurance chômage : la convention du 14 mai 2014	oct. 2014
Le contrat à durée indéterminée dans la FPT	oct. 2014

Agents publics illégalement évincés : évaluation de l'indemnité ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	janv. 2014
Agents sous CDI : un nouveau droit au reclassement ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	nov. 2013
Non-renouvellement d'un CDD : décompte du délai de préavis ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	oct. 2013
Non-renouvellement d'un CDD en CDI : conséquence de l'absence d'entretien préalable ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juil. 2013
Les collaborateurs des élus locaux	juin 2013
Licenciement d'un agent non titulaire : durée du préavis ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mars 2013
Agents non titulaires : période d'essai et renouvellement de contrat ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	févr. 2013
Fin de la relation de travail et droit aux congés annuels non pris en raison de la maladie ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	oct. 2012
Reprise d'une entité privée par une personne publique : conservation de l'ancienneté acquise par le salarié ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	août 2012
Application des nouveaux âges de la retraite : l'accélération du calendrier	janv. 2012
La protection des agents non titulaires en état de grossesse	déc. 2010
Exercice d'une activité privée et commission de déontologie : le décret d'application de la loi du 3 août 2009	oct. 2010
Agent handicapé recruté au titre du recrutement direct : conditions du refus de titularisation ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juil./août 2010
Les vacataires dans la FPT	févr. 2010
Le décret du 18 décembre 2009 instituant une indemnité de départ volontaire dans la FPT	janv. 2010
Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique : analyse de la loi du 3 août 2009	août 2009
Non-renouvellement du CDD et communication du dossier ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mars 2009
La transaction en cas d'éviction illégale d'un agent public	oct. 2008
Assistante maternelle - Retrait d'agrément ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mars 2008
Les conditions de la démission et ses effets	févr. 2008
Les nouvelles dispositions relatives aux agents non titulaires	janv. 2008
Licenciement et protection des agents en état de grossesse ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	déc. 2007
Le non-renouvellement du contrat à durée déterminée des agents territoriaux	mars 2006
La loi du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique	août 2005
Le projet d'introduction des contrats à durée indéterminée dans le statut de la FPT	déc. 2004
Les assistants des élus locaux	sept. 2000
Le licenciement des agents non titulaire	mars 2000
Fin de contrat à durée déterminée, refus d'emploi et allocations de chômage	janv. 1999
<b>2.4 DISPOSITIFS D'INTÉGRATION</b>	
Agents contractuels dans la fonction publique : les recommandations de la Cour des Comptes	déc. 2020
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Le projet de loi de transformation de la fonction publique	mai 2019
Transfert d'un salarié protégé à un employeur public et compétence de l'inspecteur du travail ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	août 2018
Cabinet de l'autorité territoriale : l'emploi des membres de la famille	déc. 2017
Agent contractuel : possibilité de régularisation unilatérale d'un contrat illégal ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	nov. 2017
La convention du 14 avril 2017 relative à l'assurance chômage	nov. 2017
Les commissions consultatives paritaires : compétences et fonctionnement	oct. 2017
Agent contractuel : licenciement pour compétence managériale insuffisante ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	sept. 2016
Modernisation des conditions d'emploi des agents non titulaires : un projet de loi attendu au printemps	mars 2011
L'ordonnance du 2 août 2005 relative aux conditions d'âge et au PACTE	août 2005
Résorption de l'emploi précaire : le dispositif de reconnaissance de l'expérience professionnelle	avril 2002
Le décret du 28 septembre 2001 relatif à la résorption de l'emploi précaire dans la FPT	oct. 2001
Le décret du 2 février 1998 portant modifications de certaines dispositions relatives à la FPT	févr. 1998

Les décrets d'application de la loi du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire	janv. 1997
La loi du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire	déc. 1996
<b>2.5 REPRISE D'UNE ACTIVITÉ PRIVÉE</b>	
Transfert d'un salarié protégé à un employeur public et compétence de l'inspecteur du travail ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	août 2018
Les cas de recrutement des agents contractuels de droit public ( <i>MÉMO STATUT</i> )	févr. 2018
Le contrat à durée indéterminée dans la FPT	oct. 2014
Reprise d'une entité privée par une personne publique : conservation de l'ancienneté acquise par le salarié ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	août 2012
La circulaire du 19 novembre 2009 relative aux modalités d'application de la loi du 3 août 2009	déc. 2009
Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique : analyse de la loi du 3 août 2009	août 2009
Rémunération des personnels transférés dans le cadre de la reprise d'une activité privée ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juil. 2007
La loi du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique	août 2005
La reprise d'une activité privée par une collectivité territoriale et maintien des contrats de travail	mars 2005

## 3.1 FILIÈRE ADMINISTRATIVE

La nouvelle organisation des carrières en catégorie B au 1 <sup>er</sup> septembre 2022	sept. 2022
Revalorisation des carrières et des rémunérations des fonctionnaires de catégorie C	janv. 2022
Le décret du 4 octobre 2018 portant diverses modifications statutaires	nov. 2018
Report de la mise en œuvre du PPCR	janv. 2018
Point d'étape sur le PPCR	août 2017
Catégorie A + : la mise en œuvre du PPCR au 1 <sup>er</sup> janvier 2017	août 2017
La mise en œuvre du PPCR en catégorie A au 1 <sup>er</sup> janvier 2017 : attachés, conseillers des APS et secrétaires de mairie	févr. 2017
Focus sur le PPCR	nov./déc. 2016
La mise en œuvre du PPCR en catégorie C au 1 <sup>er</sup> janvier 2017	nov./déc. 2016
Protocole PPCR : l'organisation des carrières en catégorie C au 1 <sup>er</sup> janvier 2017	août 2016
Protocole PPCR : les cadres d'emplois revalorisés au 1 <sup>er</sup> janvier 2016	juin 2016
La revalorisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C	févr. 2014
La réforme du statut particulier des administrateurs territoriaux	sept. 2013
Échelle 6 : de l'échelon spécial à un 8 <sup>e</sup> échelon	août 2013
Promotion interne et notion de services effectifs ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juil. 2013
Les cadres d'emplois bénéficiant d'un régime indemnitaire lié aux fonctions et aux résultats individuels	nov. 2012
Le nouveau statut particulier des rédacteurs territoriaux	août 2012
Le décret du 23 avril 2012 relatif à l'échelon spécial de la catégorie C de la FPT	mai 2012
L'application de la PFR aux cadres d'emplois des attachés et des secrétaires de mairie	mars 2011
La réforme des catégories B : les décrets du 22 mars 2010	avril 2010
Le décret du 29 décembre 2009 modifiant divers décrets portant statut particulier de cadres d'emplois des catégories B et C de la FPT	janv. 2010
La prime de fonctions et de résultats des administrateurs	nov. 2009
La revalorisation des échelles de rémunération pour la catégorie C	janv. 2009
Régime indemnitaire et statuts particuliers : le décret du 26 février 2008	mars 2008
Les nouvelles dispositions relatives aux fonctionnaires de catégorie A et de catégorie B	févr. 2007
La réforme des carrières des fonctionnaires de catégorie C	janv. 2007
Le décret du 28 novembre 2006 relatif à la promotion interne des fonctionnaires territoriaux	déc. 2006
Les nouvelles dispositions applicables au cadre d'emplois des attachés territoriaux	déc. 2006
L'actualisation de certaines dispositions relatives à la catégorie C	août 2006
Les nouvelles dispositions relatives à la catégorie C	nov. 2005
Avancement de grade des rédacteurs : l'assouplissement du calcul du ratio	sept. 2005
L'arrêté du 4 avril 2005 fixant les ratios d'avancement de grade dans le cadre d'emplois des rédacteurs	avril 2005
Le décret du 6 janvier 2005 relatif à la promotion interne dans le cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux	janv. 2005
Les modifications apportées au cadre d'emplois des attachés et aux emplois administratifs de direction	janv. 2005
Les nouvelles dispositions en matière de promotion interne et d'avancement de grade dans le cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux	janv. 2005
La spécialité « urbanisme » dans le cadre d'emplois des attachés territoriaux	janv. 2004
La revalorisation de la carrière des administrateurs territoriaux	août 2003
La modification de la promotion interne dans le cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux	juil. 2003
L'intégration dans le cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux de certains secrétaires médico-sociaux départementaux	janv. 2003

L'intégration des secrétaires de mairie dans le cadre d'emplois des attachés territoriaux	déc. 2001
La modification du statut particulier des administrateurs territoriaux	juin 2000
La spécialité « animation » dans le cadre d'emplois des attachés	déc. 1998
Le décret du 29 août 1996 portant modifications de certaines dispositions relatives à la FPT	sept. 1996
Le décret du 6 février 1996 portant modifications de certaines dispositions relatives à la FPT	févr. 1996
<b>3.2 FILIÈRE TECHNIQUE</b>	
La nouvelle organisation des carrières en catégorie B au 1 <sup>er</sup> septembre 2022	sept. 2022
Revalorisation des carrières et des rémunérations des fonctionnaires de catégorie C	janv. 2022
Le décret du 4 octobre 2018 portant diverses modifications statutaires	nov. 2018
Report de la mise en œuvre du PPCR	janv. 2018
Point d'étape sur le PPCR	août 2017
Catégorie A + : la mise en œuvre du PPCR au 1 <sup>er</sup> janvier 2017	août 2017
Poursuite du PPCR : filières technique, police municipale et sapeurs-pompiers professionnels	avril. 2017
Focus sur le PPCR	nov./déc. 2016
La mise en œuvre du PPCR en catégorie C au 1 <sup>er</sup> janvier 2017	nov./déc. 2016
Protocole PPCR : l'organisation des carrières en catégorie C au 1 <sup>er</sup> janvier 2017	août 2016
Protocole PPCR : les cadres d'emplois revalorisés au 1 <sup>er</sup> janvier 2016	juin 2016
La réforme du statut des ingénieurs territoriaux	avril 2016
Astreintes et permanences des agents de la filière technique	juin 2015
La revalorisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C	févr. 2014
Échelle 6 : de l'échelon spécial à un 8 <sup>e</sup> échelon	août 2013
Le décret du 23 avril 2012 relatif à l'échelon spécial de la catégorie C de la FPT	mai 2012
Équivalence de diplômes pour l'accès aux concours : l'appréciation des conditions par le Conseil d'État ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	déc. 2010
Le nouveau statut particulier des techniciens territoriaux	déc. 2010
Le décret du 6 février 1996 portant modifications de certaines dispositions statutaires relatives à la FPT	févr. 1996
La réforme des catégories B : les décrets du 22 mars 2010	avril 2010
Le décret du 29 décembre 2009 modifiant divers décrets portant statut particulier de cadres d'emplois des catégories B et C de la FPT	janv. 2010
Filière technique : la nouvelle base juridique de la prime de service et de rendement	janv. 2010
La revalorisation des échelles de rémunération pour la catégorie C	janv. 2009
La conduite de véhicule et d'engins de travail par les agents territoriaux ( <i>POINT BREF</i> )	oct. 2008
Régime indemnitaire et statuts particuliers : le décret du 26 février 2008	mars 2008
Le nouveau cadre d'emplois des adjoints techniques des établissements d'enseignement	juin 2007
Les nouvelles dispositions relatives aux fonctionnaires de catégorie A et de catégorie B	févr. 2007
La réforme des carrières des fonctionnaires de catégorie C	janv. 2007
Le décret du 28 novembre 2006 relatif à la promotion interne des fonctionnaires territoriaux	déc. 2006
L'actualisation de certaines dispositions relatives à la catégorie C	août 2006
Le régime indemnitaire des cadres d'emplois techniques des établissements d'enseignement	mai 2006
Le décret du 26 avril 2006 modifiant certaines dispositions relatives à la FPT	avril 2006
Les nouveaux cadres d'emplois techniques des établissements d'enseignement	déc. 2005
Les nouvelles dispositions relatives à la catégorie C	nov. 2005
La modification du statut particulier du cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux	mars 2004
La modification du statut particulier des contrôleurs territoriaux de travaux	févr. 2004
Les nouvelles dispositions relatives au cadre d'emplois des ingénieurs et aux emplois fonctionnels de directeur général et directeur des services techniques	nov. 2003



La modification du statut particulier du cadre d'emplois des techniciens territoriaux	mars 2003
La création du cadre d'emplois des gardiens territoriaux d'immeuble	mai 1999
Le décret du 29 août 1996 portant modifications de certaines dispositions relatives à la FPT	sept. 1996
Les coordonnateurs de sécurité sur les chantiers	juin 1996
Le décret du 6 février 1996 portant modifications de certaines dispositions relatives à la FPT	févr. 1996
La création du cadre d'emplois des contrôleurs de travaux	sept. 1995
<b>3.3 FILIÈRE POLICE MUNICIPALE</b>	
Police municipale : la revalorisation des carrières et des rémunérations	déc. 2023
Police municipale et filière médico-sociale : quelques nouveautés en matière de recrutement	mars 2023
La nouvelle organisation des carrières en catégorie B au 1 <sup>er</sup> septembre 2022	sept. 2022
L'engagement de servir dans la police municipale	févr. 2022
Revalorisation des carrières et des rémunérations des fonctionnaires de catégorie C	janv. 2022
Polices municipales : dispositions issues de la loi pour une sécurité global	juil./août 2021
Loi relative à l'engagement dans la vie locale : dispositions intéressant la FPT	janv. 2020
Police municipale : aménagement de la formation et reconnaissance de l'engagement professionnel	déc. 2020
L'assermentation des agents territoriaux ( <i>POINT BREF</i> )	déc. 2018
Le décret du 4 octobre 2018 portant diverses modifications statutaires	nov. 2018
Police municipale : les conditions de recrutement	août 2018
Report de la mise en œuvre du PPCR	janv. 2018
Point d'étape sur le PPCR	août 2017
Poursuite du PPCR : filières technique, police municipale et sapeurs-pompiers professionnels	avril 2017
Focus sur le PPCR	nov./déc. 2016
La mise en œuvre du PPCR en catégorie C au 1 <sup>er</sup> janvier 2017	nov./déc. 2016
Protocole PPCR : l'organisation des carrières en catégorie C au 1 <sup>er</sup> janvier 2017	août 2016
Protocole PPCR : les cadres d'emplois revalorisés au 1 <sup>er</sup> janvier 2016	juin 2016
Revalorisation de la carrière des agents et directeurs de police municipale	févr. 2015
Inéligibilité des gardes champêtres communs à plusieurs communes ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	févr. 2015
La revalorisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C	févr. 2014
Échelle 6 : de l'échelon spécial à un 8 <sup>e</sup> échelon	août 2013
Retrait ou suspension d'agrément des agents de police municipale - Absence de droit au reclassement ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	janv. 2013
Le décret du 23 avril 2012 relatif à l'échelon spécial de la catégorie C de la FPT	mai 2012
Le nouveau statut particulier du cadre d'emplois des chefs de service de police municipale	mai 2011
Police municipale : les dispositions issues de la LOPPSI 2	avril 2011
Police municipale : les conditions du transfert de charges de l'État aux communes ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	nov. 2010
La réforme des catégories B : les décrets du 22 mars 2010	avril 2010
Police municipale : vers une nouvelle qualification judiciaire des directeurs de service	avril 2010
La revalorisation des échelles de rémunération pour la catégorie C	janv. 2009
Régime indemnitaire et statuts particuliers : le décret du 26 février 2008	mars 2008
Les nouvelles dispositions relatives aux fonctionnaires de catégorie A et de catégorie B	févr. 2007
La réforme des carrières des fonctionnaires de catégorie C	janv. 2007
La création du cadre d'emplois de directeur de police municipale et modifications apportées aux autres cadres d'emplois de police municipale	déc. 2006
Le décret du 28 novembre 2006 relatif à la promotion interne des fonctionnaires territoriaux	déc. 2006
L'actualisation de certaines dispositions relatives à la catégorie C	août 2006

Les nouvelles dispositions relatives à la catégorie C	nov. 2005
La création d'un troisième grade dans le cadre d'emplois des gardes champêtres	févr. 2004
Le code de déontologie de la police municipale	sept. 2003
Les conditions des agents de police municipale et des gardes champêtres recrutés par les EPCI	mars 2003
La loi du 15 avril 1999 relative aux polices municipales	avril 1999
Le régime indemnitaire des cadres d'emplois de la police municipale	juin 1997
Le décret du 6 février 1996 portant modifications de certaines dispositions relatives à la FPT	févr. 1996
Filière police municipale : statuts particuliers	sept. 1994
<b>3.4 SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS</b>	
Évolutions des conditions d'avancement et de rémunération des sapeurs-pompiers	sept. 2023
La promotion à titre exceptionnel des sapeurs-pompiers	juin 2023
La nouvelle organisation des carrières en catégorie B au 1 <sup>er</sup> septembre 2022	sept. 2022
Revalorisation des carrières et des rémunérations des fonctionnaires de catégorie C	janv. 2022
Les modifications statutaires relatives aux sapeurs-pompiers professionnels	janv. 2019
Report de la mise en œuvre du PPCR	janv. 2018
Point d'étape sur le PPCR	août 2017
Poursuite du PPCR : filières technique, police municipale et sapeurs-pompiers professionnels	avril 2017
La réforme de l'encadrement supérieur des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS)	févr. 2017
Focus sur le PPCR	nov./déc. 2016
La mise en œuvre du PPCR en catégorie C au 1 <sup>er</sup> janvier 2017	nov./déc. 2016
Sapeurs-pompiers professionnels : la revalorisation du cadre d'emplois des médecins et pharmaciens	nov./déc. 2016
Sapeurs-pompiers professionnels : les nouveaux cadres d'emplois des cadres de santé et des infirmiers	oct. 2016
Protocole PPCR : l'organisation des carrières en catégorie C au 1 <sup>er</sup> janvier 2017	août 2016
Protocole PPCR : les cadres d'emplois revalorisés au 1 <sup>er</sup> janvier 2016	juin 2016
L'aménagement des dispositions statutaires relatives aux sapeurs-pompiers professionnels	mars 2016
Revalorisation de la carrière des sous-officiers de sapeurs-pompiers professionnels	juil. 2014
La revalorisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C	févr. 2014
Le nouveau dispositif de formation des sapeurs-pompiers professionnels	nov. 2013
Échelle 6 : de l'échelon spécial à un 8 <sup>e</sup> échelon	août 2013
Nouveau cadre d'emplois des sous-officiers de sapeurs-pompiers professionnels (rectificatif)	sept. 2012
La réforme des cadres d'emplois de sapeurs-pompiers professionnels (2 <sup>e</sup> partie) : les modifications relatives aux catégories B et A	juil. 2012
La réforme des cadres d'emplois de sapeurs-pompiers professionnels (1 <sup>re</sup> partie) : les nouveaux cadres d'emplois de catégorie C	juin 2012
La réforme des catégories B : les décrets du 22 mars 2010	avril 2010
Retenue sur traitement pour faits de grève et périodes de garde des sapeurs-pompiers ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	août 2009
La revalorisation des échelles de rémunération pour la catégorie C	janv. 2009
Les nouvelles dispositions relatives au détachement des militaires dans les cadres d'emplois de sapeurs-pompiers professionnels	déc. 2007
La modification des statuts particuliers des sapeurs-pompiers professionnels	juil. 2007
Le cadre d'emplois des infirmiers d'encadrement de sapeurs-pompiers professionnels	mai 2007
La réforme des carrières des fonctionnaires de catégorie C	janv. 2007
Les nouvelles dispositions relatives à la catégorie C	nov. 2005
Les sapeurs-pompiers professionnels	oct. 2005
Le projet de fin de carrière des sapeurs-pompiers professionnels	juin 2005
Les modifications relatives au statut des sapeurs-pompiers professionnels	janv. 2004
Le temps de travail des sapeurs-pompiers professionnels	janv. 2002

La création des cadres d'emplois des médecins et pharmaciens de sapeurs-pompiers professionnels et des infirmiers de sapeurs-pompiers professionnels	nov. 2000
Le régime indemnitaire des sapeurs-pompiers professionnels	août 1998
Le personnel des services d'incendie et de secours	févr. 1998
<b>3.5 FILIÈRE CULTURELLE</b>	
La nouvelle organisation des carrières en catégorie B au 1 <sup>er</sup> septembre 2022	sept. 2022
Revalorisation des carrières et des rémunérations des fonctionnaires de catégorie C	janv. 2022
Report de la mise en œuvre du PPCR	janv. 2018
Point d'étape sur le PPCR	août 2017
Catégorie A + : la mise en œuvre du PPCR au 1 <sup>er</sup> janvier 2017	août 2017
Focus sur le PPCR	nov./déc. 2016
La mise en œuvre du PPCR en catégorie C au 1 <sup>er</sup> janvier 2017	nov./déc. 2016
Protocole PPCR : l'organisation des carrières en catégorie C au 1 <sup>er</sup> janvier 2017	août 2016
Protocole PPCR : les cadres d'emplois revalorisés au 1 <sup>er</sup> janvier 2016	juin 2016
Les heures supplémentaires des personnels d'enseignement artistique	sept. 2015
La revalorisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C	févr. 2014
Échelle 6 : de l'échelon spécial à un 8 <sup>e</sup> échelon	août 2013
Les cadres d'emplois bénéficiant d'un régime indemnitaire lié aux fonctions et aux résultats individuels	nov. 2012
Le nouveau statut particulier des assistants territoriaux d'enseignement artistique	mai 2012
Le nouveau statut particulier des assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques	déc. 2011
Professeurs d'enseignement artistique : précisions concernant le régime des obligations de service	juin 2010
La réforme des catégories B : les décrets du 22 mars 2010	avril 2010
Le décret du 29 décembre 2009 modifiant divers décrets portant statut particulier de cadres d'emplois des catégories B et C de la FPT	janv. 2010
Filière culturelle : les modifications apportées à certains cadres d'emplois de catégorie A	janv. 2010
La revalorisation des échelles de rémunération pour la catégorie C	janv. 2009
Les décrets du 27 mars 2008 relatifs au cadre d'emplois des conservateurs territoriaux du patrimoine	avril 2008
Régime indemnitaire et statuts particuliers : le décret du 26 février 2008	mars 2008
Les nouvelles dispositions relatives aux fonctionnaires de catégorie A et de catégorie B	févr. 2007
La réforme des carrières des fonctionnaires de catégorie C	janv. 2007
Le décret du 28 novembre 2006 relatif à la promotion interne des fonctionnaires territoriaux	déc. 2006
L'actualisation de certaines dispositions relatives à la catégorie C	août 2006
Les nouvelles dispositions relatives à la catégorie C	nov. 2005
Le décret du 29 août 1996 portant modifications de certaines dispositions relatives à la FPT	févr. 1996
<b>3.6 FILIÈRE SPORTIVE</b>	
La nouvelle organisation des carrières en catégorie B au 1 <sup>er</sup> septembre 2022	sept. 2022
Revalorisation des carrières et des rémunérations des fonctionnaires de catégorie C	janv. 2022
Report de la mise en œuvre du PPCR	janv. 2018
Point d'étape sur le PPCR	août 2017
La mise en œuvre du PPCR en catégorie A au 1 <sup>er</sup> janvier 2017 : attachés, conseillers des APS et secrétaires de mairie	févr. 2017
Focus sur le PPCR	nov./déc. 2016
La mise en œuvre du PPCR en catégorie C au 1 <sup>er</sup> janvier 2017	nov./déc. 2016
Protocole PPCR : l'organisation des carrières en catégorie C au 1 <sup>er</sup> janvier 2017	août 2016
Protocole PPCR : les cadres d'emplois revalorisés au 1 <sup>er</sup> janvier 2016	juin 2016
La revalorisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C	févr. 2014
Échelle 6 : de l'échelon spécial à un 8 <sup>e</sup> échelon	août 2013

Le décret du 23 avril 2012 relatif à l'échelon spécial de la catégorie C de la FPT	mai 2012
Le nouveau statut particulier des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives	juil. 2011
La réforme des catégories B : les décrets du 22 mars 2010	avril 2010
La revalorisation des échelles de rémunération pour la catégorie C	janv. 2009
Régime indemnitaire et statuts particuliers : le décret du 26 février 2008	mars 2008
Les nouvelles dispositions relatives aux fonctionnaires de catégorie A et de catégorie B	févr. 2007
La réforme des carrières des fonctionnaires de catégorie C	janv. 2007
Le décret du 28 novembre 2006 relatif à la promotion interne des fonctionnaires territoriaux	déc. 2006
Le dispositif exceptionnel d'accès au cadre d'emplois des éducateurs des activités physiques et sportives	sept. 2006
L'actualisation de certaines dispositions relatives à la catégorie C	août 2006
Les nouvelles dispositions relatives à la catégorie C	nov. 2005
Le décret du 6 février 1996 portant modifications de certaines dispositions relatives à la FPT	févr. 1996
<b>3.7 FILIÈRE ANIMATION</b>	
La nouvelle organisation des carrières en catégorie B au 1 <sup>er</sup> septembre 2022	sept. 2022
Revalorisation des carrières et des rémunérations des fonctionnaires de catégorie C	janv. 2022
Report de la mise en œuvre du PPCR	janv. 2018
Focus sur le PPCR	nov./déc. 2016
La mise en œuvre du PPCR en catégorie C au 1 <sup>er</sup> janvier 2017	nov./déc. 2016
Accueil des enfants : dispositions applicables en matière de personnel	sept. 2016
Protocole PPCR : l'organisation des carrières en catégorie C au 1 <sup>er</sup> janvier 2017	août 2016
Protocole PPCR : les cadres d'emplois revalorisés au 1 <sup>er</sup> janvier 2016	juin 2016
La revalorisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C	févr. 2014
Échelle 6 : de l'échelon spécial à un 8 <sup>e</sup> échelon	août 2013
Le décret du 23 avril 2012 relatif à l'échelon spécial de la catégorie C de la FPT	mai 2012
Le nouveau statut particulier du cadre d'emplois des animateurs territoriaux	juin 2011
La réforme des catégories B : les décrets du 22 mars 2010	avril 2010
Le décret du 29 décembre 2009 modifiant divers décrets portant statut particulier de cadres d'emplois des catégories B et C de la FPT	janv. 2010
La revalorisation des échelles de rémunération pour la catégorie C	janv. 2009
Régime indemnitaire et statuts particuliers : le décret du 26 février 2008	mars 2008
Les nouvelles dispositions relatives aux fonctionnaires de catégorie A et de catégorie B	févr. 2007
La réforme des carrières des fonctionnaires de catégorie C	janv. 2007
Le décret du 28 novembre 2006 relatif à la promotion interne des fonctionnaires territoriaux	déc. 2006
L'actualisation de certaines dispositions relatives à la catégorie C	août 2006
Les nouvelles dispositions relatives à la catégorie C	nov. 2005
Filière animation : les décrets relatifs aux concours et à la formation	mai 1998
Les cadres d'emplois de la filière animation	juin 1997
<b>3.8 FILIÈRE MÉDICO-SOCIALE</b>	
Les concours réservés de la filière médico-sociale	avril 2023
Mesures récentes relatives à la rémunération des agents territoriaux	janv. 2023
Police municipale et filière médico-sociale : quelques nouveautés en matière de recrutement	mars 2023
La nouvelle organisation des carrières en catégorie B au 1 <sup>er</sup> septembre 2022	sept. 2022
Filière médico-sociale : les nouvelles revalorisations	mai 2022
La revalorisation de la filière médico-sociale au 1 <sup>er</sup> janvier 2022	févr. 2022
Revalorisation des carrières et des rémunérations des fonctionnaires de catégorie C	janv. 2022

Filière médico-sociale : les nouveaux cadres d'emplois paramédicaux de catégorie A	<b>nov. 2020</b>
Le décret du 4 octobre 2018 portant diverses modifications statutaires	<b>nov. 2018</b>
La réforme du statut des ATSEM	<b>avril 2018</b>
Report de la mise en œuvre du PPCR	<b>janv. 2018</b>
PPCR : la revalorisation du cadre d'emplois des sages-femmes	<b>nov. 2017</b>
Assistants socio-éducatifs et éducateurs de jeunes enfants : le classement en catégorie A	<b>oct. 2017</b>
Point d'étape sur le PPCR	<b>août 2017</b>
Focus sur le PPCR	<b>nov./déc. 2016</b>
La mise en œuvre du PPCR en catégorie C au 1 <sup>er</sup> janvier 2017	<b>nov./déc. 2016</b>
Accueil des enfants : dispositions applicables en matière de personnel	<b>sept. 2016</b>
Protocole PPCR : l'organisation des carrières en catégorie C au 1 <sup>er</sup> janvier 2017	<b>août 2016</b>
Protocole PPCR : les cadres d'emplois revalorisés au 1 <sup>er</sup> janvier 2016	<b>juin 2016</b>
Le nouveau statut des cadres de santé paramédicaux	<b>mai 2016</b>
Entretien professionnel : le champ d'application ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	<b>févr. 2016</b>
Filière médico-sociale (suite de la réforme) : le cadre d'emplois des médecins territoriaux et le nouveau statut particulier des puéricultrices territoriales	<b>sept. 2014</b>
La revalorisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C	<b>févr. 2014</b>
La réforme des cadres d'emplois sociaux de catégorie B	<b>août 2013</b>
Échelle 6 : de l'échelon spécial à un 8 <sup>e</sup> échelon	<b>août 2013</b>
Le nouveau statut particulier des conseillers socio-éducatifs	<b>juil. 2013</b>
Le nouveau statut particulier des techniciens paramédicaux territoriaux	<b>mai 2013</b>
Le nouveau cadre d'emplois des infirmiers en soins généraux	<b>janv. 2013</b>
Le décret du 23 avril 2012 relatif à l'échelon spécial de la catégorie C de la FPT	<b>mai 2012</b>
Les conséquences de la réforme du statut des infirmiers hospitaliers sur leur mobilité au sein de la FPT	<b>févr. 2012</b>
Biologistes, vétérinaires et pharmaciens territoriaux : la modification du statut particulier	<b>janv. 2012</b>
La loi du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique	<b>juil./août 2010</b>
La réforme des catégories B : les décrets du 22 mars 2010	<b>avril 2010</b>
Le décret du 29 décembre 2009 modifiant divers décrets portant statut particulier de cadres d'emplois des catégories B et C de la FPT	<b>janv. 2010</b>
Décision du Conseil d'État sur la reprise des services dans le cadre d'emplois des biologistes, vétérinaires et pharmaciens territoriaux	<b>janv. 2010</b>
La revalorisation des échelles de rémunération pour la catégorie C	<b>janv. 2009</b>
La création d'une nouvelle indemnité en faveur des agents sociaux territoriaux	<b>août 2008</b>
Régime indemnitaire et statuts particuliers : le décret du 26 février 2008	<b>mars 2008</b>
Les nouvelles dispositions relatives aux fonctionnaires de catégorie A et de catégorie B	<b>févr. 2007</b>
La réforme des carrières des fonctionnaires de catégorie C	<b>janv. 2007</b>
Le décret du 28 novembre 2006 relatif à la promotion interne des fonctionnaires territoriaux	<b>déc. 2006</b>
L'actualisation de certaines dispositions relatives à la catégorie C	<b>août 2006</b>
Les nouvelles dispositions relatives à la catégorie C	<b>nov. 2005</b>
Le dispositif de reconversion vers la médecine professionnelle et préventive	<b>juillet 2005</b>
La jurisprudence relative au classement de certains emplois d'infirmiers territoriaux en catégorie active pour la retraite	<b>oct. 2003</b>
Les modalités d'accès et d'organisation des concours pour le recrutement des cadres de santé de la filière médico-sociale	<b>sept. 2003</b>
Les nouvelles dispositions statutaires relatives à la filière médico-sociale	<b>août 2003</b>
Le décret du 29 août 1996 portant modifications de certaines dispositions relatives à la FPT	<b>sept. 1996</b>

<b>3.9 FONCTIONS PARTICULIÈRES</b>	
La loi confortant le respect des principes de la République : dispositions applicables à la fonction publique	<b>nov. 2021</b>
Candidature des agents occupant un emploi fonctionnel aux élections des représentants du personnel ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	<b>mai 2021</b>
Les missions du référent déontologue	<b>juil./août 2019</b>
L'assermentation des agents territoriaux ( <i>POINT BREF</i> )	<b>déc. 2018</b>
Le référent déontologue dans la fonction publique territoriale : conseiller sans contrôler <i>par Didier Jean-Pierre</i>	<b>juin 2017</b>
Accueil des enfants : dispositions applicables en matière de personnel	<b>sept. 2016</b>
Police municipale : vers une nouvelle qualification judiciaire des directeurs de service	<b>avril 2010</b>
Les régies comptables des collectivités territoriales	<b>juil. 2009</b>
Les sapeurs-pompiers volontaires	<b>août 2000</b>
Le référent déontologue dans la fonction publique territoriale : conseiller sans contrôler <i>par Didier Jean-Pierre</i>	<b>juin 2017</b>
Les agents territoriaux chargés du gardiennage des bâtiments	<b>mars 1997</b>
Les secrétaires de mairie - instituteurs	<b>janv. 1996</b>
Régisseurs d'avances et de recettes	<b>juil. 1994</b>

**4.1 AVANCEMENT ET PROMOTION INTERNE**

Catégorie B : évolution du dispositif transitoire d'avancement de grade	nov. 2023
Services d'agent contractuel et condition de services effectifs exigée pour la promotion interne (JURISPRUDENCE)	mai 2023
La prise en compte de l'activité syndicale pour l'avancement dans un grade à accès fonctionnel (JURISPRUDENCE)	févr. 2023
Le rapport social unique et la base de données sociales	mars 2021
Congé parental et disponibilité pour élever un enfant : maintien des droits à l'avancement et autres évolutions	sept. 2020
Mesures relatives aux personnes en situation de handicap	sept. 2020
Lignes directrices de gestion et évolution des attributions des CAP	janv. 2020
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Disponibilité et conservation des droits à l'avancement : les pièces justificatives	juil./août 2019
Le projet de loi de transformation de la fonction publique	mai 2019
Le décret du 27 mars 2019 : les évolutions du régime de la disponibilité	avril 2019
Loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel : les dispositions applicables à la fonction publique	oct. 20 18
Les listes d'aptitude dans la FPT	mars. 2018
Les garanties accordées aux agents publics exerçant une activité syndicale	févr. 2018
Report de la mise en œuvre du PPCR	janv. 2018
Catégorie A + : la mise en œuvre du PPCR au 1 <sup>er</sup> janvier 2017	août 2017
Amélioration de la mobilité dans la fonction publique : l'ordonnance du 13 avril 2017	juin 2017
Loi égalité et citoyenneté : les dispositions relatives à la fonction publique	mars 2017
Focus sur le PPCR	nov./déc. 2016
La mise en œuvre du PPCR en catégorie C au 1 <sup>er</sup> janvier 2017	nov./déc. 2016
Protocole PPCR : l'organisation des carrières en catégorie C au 1 <sup>er</sup> janvier 2017	août 2016
La loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 <sup>e</sup> partie)	juil. 2016
Protocole PPCR : les cadres d'emplois revalorisés au 1 <sup>er</sup> janvier 2016	juin 2016
Loi de finances pour 2016 : les dispositions applicables à la fonction publique	janv. 2016
Protocole d'accord relatif à la modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations	nov. 2015
Avancement de grade au choix : prise en compte de la nature des fonctions (JURISPRUDENCE)	mars 2015
La notion d'« ancienneté de services publics » valable pour la promotion interne (JURISPRUDENCE)	nov. 2014
Le détachement des fonctionnaires territoriaux (2 <sup>e</sup> partie) : la situation du fonctionnaire	nov. 2014
Consultation des CAP sur les projets de listes d'aptitude au titre de la promotion interne (JURISPRUDENCE)	mars 2014
Les autorités chargées de l'organisation des examens professionnels (MÉMO STATUT)	oct. 2013
Conditions générales de recrutement et d'avancement de grade : le nouveau décret	sept. 2013
Échelle 6 : de l'échelon spécial à un 8 <sup>e</sup> échelon	août 2013
Promotion interne et notion de services effectifs fonctionnaire (JURISPRUDENCE)	juil. 2013
Retrait d'un avancement d'échelon accordé par erreur (JURISPRUDENCE)	avril 2013
Décharge de service pour mandat syndical et avancement de grade (JURISPRUDENCE)	déc. 2012
Le nouveau régime du congé parental	oct. 2012
Promotion interne : le Conseil d'État précise les conditions d'application des quotas (JURISPRUDENCE)	juin 2012
Le décret du 23 avril 2012 relatif à l'échelon spécial de la catégorie C de la FPT	mai 2012
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012

Service national effectué par les objecteurs de conscience : une décision du Conseil constitutionnel ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	nov. 2011
Le décret du 17 mai 2011 modifiant certaines dispositions relatives au recrutement et aux positions des fonctionnaires territoriaux	juin 2011
Notion de services effectifs et services d'agent non titulaire ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mars 2011
Les différents modes d'accès aux cadres d'emplois territoriaux ( <i>MÉMO STATUT</i> )	oct. 2010
La loi du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique	juil./août 2010
Le décret du 29 décembre 2009 modifiant divers décrets portant statut particulier de cadres d'emplois des catégories B et C de la FPT	janv. 2010
La circulaire du 19 novembre 2009 relative aux modalités d'application de la loi du 3 août 2009	déc. 2009
La promotion interne dans la FPT	nov. 2009
De l'arrêt Cadot au principe de parité <i>par Didier Jean-Pierre</i>	oct. 2009
La FPT entre deux logiques : carrière et emploi <i>par K. Douedar et A. Lebh</i>	oct. 2009
Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique : analyse de la loi du 3 août 2009	août 2009
Les dispositions liées à l'âge dans la FPT	juin 2009
L'avancement de grade dans la FPT	déc. 2008
Avancement d'échelon, notation et CAP ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	oct. 2008
La loi du 19 février 2007 relative à la FPT et sa circulaire d'application du 16 avril 2007	avril 2007
Le décret du 28 novembre 2006 relatif à la promotion interne des fonctionnaires territoriaux	déc. 2006
La généralisation des ratios d'avancement de grade dans la FPE	sept. 2005
Les mesures nouvelles en faveur des handicapés dans la fonction publique	févr. 2005
L'avancement d'échelon du fonctionnaire territorial	janv. 2005
L'adaptation de la fonction publique française au droit communautaire : le rapport Lemoyne de Forges	août 2004
La carrière et la cessation de fonctions des fonctionnaires territoriaux à temps non complet	juin 2004
Les listes d'aptitude dans la FPT	déc. 2003
Avancement de grade et détachement sur un emploi fonctionnel : une décision du Conseil d'État du 17 janvier 2001	févr. 2001
Les dispositions législatives relatives aux fonctionnaires employés par les OPAC	janv. 2001
La gestion individualisée du personnel dans la FPT	juil. 2000
La promotion interne	nov. 1999
Le décret du 26 octobre 1999 portant modification de certaines dispositions relatives à la FPT	oct. 1999
L'avancement de grade dans la FPT	sept. 1999
La décision Cottrel : les conséquences sur les nominations antérieures (Conseil d'État, 3 avril 1998)	sept. 1998
Emplois fonctionnels et avancement de grade : l'annulation des possibilités de promotion sur place par le Conseil d'État (arrêt Cottrel, 3 avril 1998)	mai 1998
Droit communautaire et fonction publique <i>par T. Larzul</i>	déc. 1996
Quotas de promotion interne : des précisions jurisprudentielles	avril 1996
La loi du 27 décembre 1994 modifiant certaines dispositions relatives à la FPT	janv. 1995
Présentation du décret du 28 décembre 1994 portant modifications de certaines dispositions relatives à la FPT	déc. 1994
<b>4.2 NOTATION ET ÉVALUATION</b>	
La nouvelle organisation des carrières en catégorie B au 1 <sup>er</sup> septembre 2022	sept. 2022
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Les garanties accordées aux agents publics exerçant une activité syndicale	févr. 2018
Entretien professionnel : le champ d'application ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	févr. 2016
Refus de titularisation et information du stagiaire ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	nov. 2015
Pérennisation de l'entretien professionnel : le décret du 16 décembre 2014	janv. 2015
Le détachement des fonctionnaires territoriaux (2 <sup>e</sup> partie) : la situation du fonctionnaire	nov. 2014
La durée du stage dans la FPT	mars 2013
L'illégalité d'un refus de titularisation prématuré ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	avril 2012



Le décret du 17 mai 2011 modifiant certaines dispositions relatives au recrutement et aux positions des fonctionnaires territoriaux	juin 2011
La loi du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique	juil./août 2010
Expérimentation des entretiens professionnels : le dispositif réglementaire	juin 2010
La circulaire du 19 novembre 2009 relative aux modalités d'application de la loi du 3 août 2009	déc. 2009
Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique : analyse de la loi du 3 août 2009	août 2009
Avancement d'échelon, notation et CAP ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	oct. 2008
Notation et absence de longue durée ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	sept. 2007
La fin de stage et l'aptitude professionnelle	avril 2006
La gestion individualisée du personnel dans la FPT	juil. 2000
La notation des fonctionnaires territoriaux	mai 1996
<b>4.3 CLASSEMENT, REPRISE DE SERVICES ET STRUCTURE DES CADRES D'EMPLOIS</b>	
Services d'agent contractuel et condition de services effectifs exigée pour la promotion interne ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mai 2023
Filière médico-sociale : les nouvelles revalorisations	mai 2022
La revalorisation de la filière médico-sociale au 1 <sup>er</sup> janvier 2022	févr. 2022
Revalorisation des carrières et des rémunérations des fonctionnaires de catégorie C	janv. 2022
Report de la mise en œuvre du PPCR	janv. 2018
PPCR : la revalorisation du cadre d'emplois des sages-femmes	nov. 2017
Catégorie A + : la mise en œuvre du PPCR au 1 <sup>er</sup> janvier 2017	août 2017
Poursuite du PPCR : filières technique, police municipale et sapeurs-pompiers professionnels	avril. 2017
Loi égalité et citoyenneté : les dispositions relatives à la fonction publique	mars 2017
La mise en œuvre du PPCR en catégorie A au 1 <sup>er</sup> janvier 2017 : attachés, conseillers des APS et secrétaires de mairie	févr. 2017
La réforme de l'encadrement supérieur des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS)	févr. 2017
Focus sur le PPCR	nov./déc. 2016
La mise en œuvre du PPCR en catégorie C au 1 <sup>er</sup> janvier 2017	nov./déc. 2016
Loi « déontologie » et protocole PPCR : les nouveaux décrets d'application	sept. 2016
Protocole PPCR : l'organisation des carrières en catégorie C au 1 <sup>er</sup> janvier 2017	août 2016
Protocole PPCR : les cadres d'emplois revalorisés au 1 <sup>er</sup> janvier 2016	juin 2016
Protocole d'accord relatif à la modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations	nov. 2015
La revalorisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C	févr. 2014
Prise en compte des activités professionnelles antérieures lors du classement en catégorie A ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mars 2013
Le décret du 23 avril 2012 relatif à l'échelon spécial de la catégorie C de la FPT	mai 2012
Service national effectué par les objecteurs de conscience : une décision du Conseil constitutionnel ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	nov. 2011
Recrutement et accueil des ressortissants européens dans les cadres d'emplois territoriaux : les nouvelles dispositions réglementaires	avril 2010
La réforme des catégories B : les décrets du 22 mars 2010	avril 2010
Les nouvelles dispositions relatives aux fonctionnaires de catégorie A et de catégorie B	févr. 2007
La réforme des carrières des fonctionnaires de catégorie C	janv. 2007
L'actualisation de certaines dispositions relatives à la catégorie C	août 2006
Les nouvelles dispositions relatives à la catégorie C	nov. 2005
L'adaptation de la fonction publique française au droit communautaire : le rapport Lemoyne de Forges	août 2004
Les dispositions réglementaires relatives à la mise en œuvre de l'accès des ressortissants communautaires à la FPT	août 2003
Les nouvelles dispositions relatives à la carrière prévues par les décrets du 3 mai 2002	juin 2002
Reclassement dans les cadres d'emplois de catégorie « B-type » : exemples	mars 1998
Droit communautaire et fonction publique <i>par T. Larzul</i>	déc. 1996
Protocole d'accord : les cadres d'emplois « B – type »	janv. 1995

Protocole d'accord : mesures prenant effet au 1 <sup>er</sup> août 1995	avril 1995
<b>4.4 MUTATION</b>	
L'engagement de servir dans la police municipale	févr. 2022
Lignes directrices de gestion et évolution des attributions des CAP	janv. 2020
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Nomination : la nécessité d'une décision expresse ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	sept. 2018
Mutation d'office : modalités de communication du dossier ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	févr. 2018
La mutation interne	sept. 2017
La mutation externe	oct. 2015
L'indemnité de mobilité dans la FPT : les décrets du 30 juillet 2015	août 2015
Mesures d'ordre intérieur et discrimination ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juin 2015
Exclusion temporaire de fonctions et mutation ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	avril 2013
Mutation des fonctionnaires récemment titularisés : les précisions du Conseil d'État relatives à l'indemnité représentative de formation ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mai 2012
La notion de sanction déguisée	sept. 2011
La circulaire du 19 novembre 2009 relative aux modalités d'application de la loi du 3 août 2009	déc. 2009
Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique : analyse de la loi du 3 août 2009	août 2009
Les mesures nouvelles en faveur des handicapés dans la fonction publique	février 2005
La mutation interne des fonctionnaires territoriaux	avril 2004
La mutation externe des fonctionnaires territoriaux	oct. 2003
Les procédures de mutation externe et interne	oct. 1994
<b>4.5 GESTION DES EMPLOIS</b>	
Fonctionnaires territoriaux à temps non complet : le décret du 17 février 2020	mai 2020
Publicité de la vacance de poste ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juin 2019
La vacance d'emploi, déclaration et publicité	mai 2018
La mutation interne	sept. 2017
Amélioration de la mobilité dans la fonction publique : l'ordonnance du 13 avril 2017	juin 2017
Accueil des enfants : dispositions applicables en matière de personnel	sept. 2016
Emplois fonctionnels de direction : les décrets du 13 juillet 2015	août 2015
La prise en charge du fonctionnaire territorial	juin 2015
La suppression d'emploi dans la FPT	avril 2015
Retrait d'une commune d'un EPCI : la situation des fonctionnaires ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	sept. 2013
La circulaire du 19 novembre 2009 relative aux modalités d'application de la loi du 3 août 2009	déc. 2009
De l'arrêt Cadot au principe de parité <i>par Didier Jean-Pierre</i>	oct. 2009
La FPT entre deux logiques : carrière et emploi <i>par K. Douedar et A. Lebh</i>	oct. 2009
Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique : analyse de la loi du 3 août 2009	août 2009
La vacance d'emploi et sa déclaration dans la FPT	févr. 2005
Les conséquences du refus de poste par le fonctionnaire territorial	nov. 2004
Les conditions de la suppression d'emplois	févr. 2003
La gestion des emplois territoriaux	avril 1997
<b>4.6 SEUILS DÉMOGRAPHIQUES</b>	
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Emplois fonctionnels de direction : les décrets du 13 juillet 2015	août 2015
La loi du 19 février 2007 relative à la FPT et sa circulaire d'application du 16 avril 2007	avril 2007
Le surclassement démographique des communes et des EPCI comportant des zones urbaines sensibles	juil. 2004

Un nouveau cas de surclassement démographique	sept. 2003
Les établissements publics locaux et la création de certains grades : le décret du 22 septembre 2000	oct. 2000
L'annulation du décret du 17 décembre 1997 relatif au surclassement démographique	déc. 1998
La décision Cottrel : les conséquences sur les nominations antérieures (Conseil d'État, 3 avril 1998)	sept. 1998
Emplois fonctionnels et avancement de grade : l'annulation des possibilités de promotion sur place par le Conseil d'État (arrêt Cottrel, 3 avril 1998)	mai 1998
Surclassement démographique : le décret du 10 décembre 1997	déc. 1997
<b>4.7 INCIDENTS DE CARRIÈRE</b>	
Fonctionnaires territoriaux à temps non complet : le décret du 17 février 2020	mai 2020
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Loi « déontologie, droits et obligations » : l'essentiel des dispositions	mai 2016
La prise en charge du fonctionnaire territorial	juin 2015
La suppression d'emploi dans la FPT	avril 2015
Fin de détachement dans l'emploi fonctionnel : la question de la compétence de la CAP ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	déc. 2014
Retrait d'une commune d'un EPCI : la situation des fonctionnaires ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	sept. 2013
Retrait ou suspension d'agrément des agents de police municipale - Absence de droit au reclassement ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	janv. 2013
La circulaire du 19 novembre 2009 relative aux modalités d'application de la loi du 3 août 2009	déc. 2009
La promotion interne dans la FPT	nov. 2009
La FPT entre deux logiques : carrière et emploi <i>par K. Douedar et A. Lebh</i>	oct. 2009
De l'arrêt Cadot au principe de parité <i>par Didier Jean-Pierre</i>	oct. 2009
Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique : analyse de la loi du 3 août 2009	août 2009
Les cas de prise en charge ( <i>MÉMO STATUT</i> )	sept. 2008
Les conséquences du refus de poste par le fonctionnaire territorial	nov. 2004
Les conditions de la suppression d'emploi	févr. 2003
Les incidences statutaires des poursuites pénales	janv. 1998
La prise en charge du fonctionnaire territorial	févr. 1997
La loi du 27 décembre 1994 modifiant certaines dispositions relatives à la FPT	janv. 1995

## 5

## Cessation de fonctions

<b>5.1 RETRAITE</b>	
La retraite progressive dans la FPT	oct. 2023
La réforme des retraites et ses principales mesures applicables aux agents territoriaux	juin 2023
Conformité au droit européen des avantages de pension liés aux enfants ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mai 2015
Le détachement des fonctionnaires territoriaux (2 <sup>e</sup> partie) : la situation du fonctionnaire	nov. 2014
La loi du 20 janvier 2014 portant réforme des retraites	févr. 2014
Fin de la relation de travail et droit aux congés annuels non pris en raison de la maladie ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	oct. 2012
Fonctionnaires ayant la qualité de travailleur handicapé : départ à la retraite anticipée et majoration de pension	oct. 2012
Départ en retraite anticipée : le décret du 2 juillet 2012 modifiant le régime des carrières longues	août 2012
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
Pension de réversion et pension d'invalidité : les modifications issues de la loi de finances pour 2012	mars 2012
Application des nouveaux âges de la retraite : l'accélération du calendrier	janv. 2012
Recul de la limite d'âge pour motif d'ordre familial et prolongation d'activité ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	janv. 2012
Réforme des retraites : les mesures d'application relatives aux conditions d'âge et à certaines durées de services	août 2011
Les incidences de la loi du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites	janv. 2011
Retraite : le traitement servant au calcul des pensions ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	sept. 2010
La loi du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique	juil./août 2010
Retraite des agents territoriaux : les grands principes actuellement applicables	mai 2010
Prolongation d'activité au-delà de la limite d'âge : le décret d'application	janv. 2010
Les droits liés aux enfants en matière de retraite ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	sept. 2009
Les dispositions liées à l'âge dans la FPT	juin 2009
L'admission à la retraite pour invalidité ( <i>POINT BREF</i> )	mai 2009
Frais de transport et retraite : les incidences de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2009	janv. 2009
La limite d'âge applicable à la catégorie active ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	oct. 2008
Le cumul d'une pension et d'une rémunération d'activité	sept. 2006
Le droit à l'information des assurés en matière de retraite	juil. 2006
L'application des nouvelles règles de départ à la retraite sans condition d'âge : l'avis du Conseil d'État du 27 mai 2005	août 2005
Départ à la retraite sans condition d'âge : les précisions relatives à la condition d'interruption d'activité pour enfant	mai 2005
L'extension aux pères des possibilités de départ à la retraite sans condition d'âge	janv. 2005
L'abaissement de l'âge de la retraite pour les « carrières longues »	déc. 2004
L'arrêté du 26 nov. 2004 portant application du décret du 18 juin 2004 relatif à la retraite additionnelle de la fonction publique	déc. 2004
L'attribution de la pension de réversion au conjoint survivant de l'agent relevant du régime général	sept. 2004
La mise en place du régime de retraite additionnelle de la fonction publique	juin 2004
Les mesures d'application de la réforme des retraites aux fonctionnaires territoriaux	janv. 2004
La jurisprudence relative au classement de certains emplois d'infirmiers territoriaux en catégorie active pour la retraite (Conseil d'État, 21 mai 2003, Caisse des dépôts et consignations)	oct. 2003
La réforme de la retraite des fonctionnaires	sept. 2003
les conditions d'admission à la retraite des fonctionnaires territoriaux	oct. 2000
Le décret du 25 octobre 1999 relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la CNRACL	oct. 1999
Retraite et emplois fonctionnels	avril 1998
<b>5.2 LICENCIEMENT</b>	
Les nouvelles dispositions en faveur des agents confrontés à des événements familiaux	oct. 2023
L'indemnité de licenciement des agents contractuels territoriaux	mars 2023
Le licenciement des agents contractuels territoriaux	nov./déc. 2022

Licenciement pour insuffisance professionnelle : appréciation du motif ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	nov. 2021
Assurance chômage : le régime spécifique applicable à certains agents publics et salariés du secteur public	nov. 2020
Fonctionnaires territoriaux à temps non complet : le décret du 17 février 2020	mai 2020
Transfert d'un salarié protégé à un employeur public et compétence de l'inspecteur du travail ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	août 2018
Agent contractuel : licenciement pour compétence managériale insuffisante	sept. 2016
La suppression d'emploi dans la FPT	avril 2015
Fin de fonctions dans l'emploi fonctionnel et allocations d'assurance chômage ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	déc. 2013
Le licenciement pour insuffisance professionnelle	sept. 2012
L'illégalité d'un refus de titularisation prématuré ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	avril 2012
La protection des agents non titulaires en état de grossesse	déc. 2010
La transaction en cas d'éviction illégale d'un agent public	oct. 2008
Licenciement et protection des agents en état de grossesse ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	déc. 2007
Le licenciement pour inaptitude physique dans la fonction publique	juil. 2005
Le licenciement pour insuffisance professionnelle du fonctionnaire	juil. 1999
<b>5.3 DÉMISSION</b>	
Assurance chômage : le régime spécifique applicable à certains agents publics et salariés du secteur public	nov. 2020
Loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel : les dispositions applicables à la fonction	oct. 2018
Démission : effet de l'absence de décision de l'administration dans le délai prescrit ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juin 2011
Le décret du 18 décembre 2009 instituant une indemnité de départ volontaire dans la FPT	janv. 2010
Les conditions de la démission et ses effets	févr. 2008
La démission du fonctionnaire	avril 1995
<b>5.4 ABANDON DE POSTE</b>	
Assurance chômage : le régime spécifique applicable à certains agents publics et salariés du secteur public	nov. 2020
La radiation des cadres pour abandon de poste	juil./août 2019
Radiation des cadres pour abandon de poste d'un fonctionnaire en congé de maladie ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	janv. 2019
L'abandon de poste	avril 2009
Radiation des cadres pour abandon de poste et envoi d'un certificat médical ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	oct. 2007
La mise en demeure préalable à la radiation des cadres pour abandon de poste ( <i>POINT BREF</i> )	juil. 2007
L'abandon de poste	avril 1994
<b>5.5 PRISE EN CHARGE</b>	
Fonctionnaires territoriaux à temps non complet : le décret du 17 février 2020	mai 2020
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
La mise en œuvre de l'obligation de publicité des emplois vacants sur l'espace numérique commun	déc. 2018
La loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 <sup>e</sup> partie)	juil. 2016
Loi « déontologie, droits et obligations » : l'essentiel des dispositions	mai 2016
La prise en charge du fonctionnaire territorial	juin 2015
La suppression d'emploi dans la FPT	avril 2015
La circulaire du 19 novembre 2009 relative aux modalités d'application de la loi du 3 août 2009	déc. 2009
Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique: analyse de la loi du 3 août 2009	août 2009
Les cas de prise en charge ( <i>MÉMO STATUT</i> )	sept. 2008
Prise en charge et régime indemnitaire : une décision du Conseil d'État du 8 septembre 1999, M. Clavez	sept. 1999
La procédure de prise en charge : deux jugements du tribunal administratif de Dijon	mars 1999
La prise en charge du fonctionnaire territorial	févr. 1997
La loi du 27 décembre 1994 modifiant certaines dispositions relatives à la FPT	janv. 1995

<b>5.6 PERTE D'UNE CONDITION GÉNÉRALE</b>	
Le contrôle des antécédents judiciaires des agents publics	févr. 2023
Les conditions générales de recrutement	sept. 2015
Prise en compte des mentions portées au bulletin n°2 du casier judiciaire ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juil. 2013
Condamnation pénale à la perte des droits civiques et radiation des cadres ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mai 2011
Perte des droits civiques : inconstitutionnalité de l'article L. 7 du code électoral ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juil./août 2010
Les conséquences de la privation des droits civiques ( <i>POINT BREF</i> )	févr. 2009
La perte d'une condition générale de recrutement	avril 2002
Les incidences statutaires des poursuites pénales	janv. 1998
La loi du 19 janvier 1995 relative au financement de la vie publique	févr. 1995
Réforme du code pénal et droits civiques	févr. 1994
<b>5.7 DIVERS</b>	
L'agrément des assistants familiaux et des assistants maternels	déc. 2023
Assurance chômage : l'essentiel des évolutions 2023 applicables aux agents territoriaux	avril 2023
Le contrôle des antécédents judiciaires des agents publics	févr. 2023
La condition d'aptitude à l'emploi pour le versement de l'allocation chômage ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juil./août 2021
Capital décès : les modalités provisoires de calcul	mars 2021
Assistance du fonctionnaire durant une rupture conventionnelle : la décision du Conseil constitutionnel du 15 octobre 2020 ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	déc. 2020
Assurance chômage : le régime spécifique applicable à certains agents publics et salariés du secteur public	nov. 2020
Assurance chômage et crise sanitaire : les mesures d'urgence	juil./août 2020
Refus de titularisation à l'issue du stage d'un agent en congé de maladie ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mars 2020
Mise en œuvre de la rupture conventionnelle dans la fonction publique	févr. 2020
Loi de finances et loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 : les dispositions applicables à la fonction publique	janv. 2020
Le projet de loi de transformation de la fonction publique	mai 2019
La convention du 14 avril 2017 relative à l'assurance chômage	nov. 2017
La mise en œuvre de la cessation anticipée d'activité « amiante »	juin 2017
Fin anticipée de détachement : compétence de l'autorité de nomination ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	janv. 2017
Le capital décès	déc. 2015
Refus de titularisation et information du stagiaire ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	nov. 2015
Fin de détachement dans l'emploi fonctionnel : la question de la compétence de la CAP ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	déc. 2014
Assurance chômage : la convention du 14 mai 2014	oct. 2014
Agents publics illégalement évincés : évaluation de l'indemnité ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	janv. 2014
Retrait ou suspension d'agrément des agents de police municipale - Absence de droit au reclassement ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	janv. 2013
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
Les modifications relatives au congé spécial	janv. 2012
Agent handicapé recruté au titre du recrutement direct : conditions du refus de titularisation ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juil./août 2010
La loi du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la FP	juil./août 2010
L'entrée en vigueur de la convention du 19 février 2009 relative à l'indemnisation du chômage	avril 2009
Assistante maternelle - Retrait d'agrément ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mars 2008
Les conséquences de l'annulation contentieuse de l'éviction d'un agent public	nov. 2007
Le capital décès ( <i>SOURCES JURIDIQUES</i> )	oct. 2007
La cessation progressive d'activité	sept. 2007
Les nouvelles dispositions réglementaires relatives à l'exercice d'activités privées par les agents publics ayant cessé leurs fonctions	mai 2007

La décharge de fonctions des titulaires d'emplois fonctionnels	<b>oct. 2006</b>
Fin de stage et aptitude professionnelle	<b>avril 2006</b>
Les conséquences statutaires du décès d'un agent territorial	<b>juil. 2004</b>
La carrière et la cessation de fonctions des fonctionnaires territoriaux à temps non complet	<b>juin 2004</b>
La mutation externe des fonctionnaires territoriaux	<b>oct. 2003</b>
L'extinction du CFA	<b>janv. 2003</b>
Le décret du 26 octobre 1999 portant modification de certaines dispositions relatives à la FPT	<b>oct. 1999</b>
Le congé spécial	<b>juil. 1996</b>
La loi du 27 décembre 1994 modifiant certaines dispositions relatives à la FPT	<b>janv. 1995</b>

La saisie des rémunérations des agents publics	oct. 2018
Associations transparentes et gestion du personnel : les risques juridiques	oct. 2012
Les nouvelles conditions de reversement des sommes indûment perçues	févr. 2012
La prescription extinctive en matière de rémunération des agents publics ( <i>POINT BREF</i> )	nov. 2011
Le contrôle du juge des comptes sur la gestion des personnels	sept. 2010
Les conditions de retrait d'un avantage financier illégal ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	févr. 2010
La saisie des rémunérations des agents territoriaux	sept. 2009
Retenue sur traitement pour faits de grève et périodes de garde des sapeurs-pompiers ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	août 2009
Les régies comptables des collectivités territoriales	juil. 2009
L'absence de service fait dans la FPT	mai 2009
Retenue sur rémunération pour fait de grève et congés annuels ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	sept. 2008
Les conséquences statutaires du décès d'un agent territorial	juil. 2004
Les nouvelles conditions de retrait des décisions créatrices de droit	juil. 2003
Le décret du 2 avril 2003 modifiant la nomenclature des pièces justificatives de paiement	mai 2003
Les conditions de reversement des sommes indûment perçues par les agents publics	janv. 2000
Gestion du personnel et prescription quadriennale	mars 1999
Le nouveau cadre juridique applicable aux régies comptables des collectivités locales	sept. 1998
La saisie des rémunérations	nov. 1995
Jurisprudence financière : prime de responsabilité	mars 1995
Les régisseurs d'avances et de recettes	juil. 1994



# Conditions et durée du travail

7

Télétravail : le droit aux titres-restaurant et le choix du lieu de télétravail ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	oct. 2022
Réforme du temps de travail des agents territoriaux : pas d'atteinte au principe de libre administration des collectivités ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	sept. 2022
Le plan « santé au travail dans la fonction publique -2022-2025 »	juin 2022
La réforme de la médecine préventive	juin 2022
Temps partiel thérapeutique : le décret du 8 novembre 2021	déc. 2021
Le renforcement du Document unique d'évaluation des risques (DUERP)	oct. 2021
Loi du 5 août 2021 : passe sanitaire et vaccination obligatoire dans la FPT	sept. 2021
Le Document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP)	juin 2021
Les mesures liées à l'évolution de l'épidémie de COVID-19 à compter du 1 <sup>er</sup> septembre 2020	sept. 2020
Mesures relatives aux personnes en situation de handicap	sept. 2020
Temps partiel annualisé à l'occasion de la naissance ou de l'adoption d'un enfant : le dispositif expérimental du décret du 22 avril 2020	sept. 2020
Agents à temps non complet : rémunération des heures complémentaires	mai 2020
Fonctionnaires territoriaux à temps non complet : le décret du 17 février 2020	mai 2020
Télétravail dans la fonction publique : le décret du 5 mai 2020	mai 2020
Loi relative à l'engagement dans la vie locale : dispositions intéressant la FPT	janv. 2020
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
L'accès au télétravail des agents en état de grossesse ou en situation de handicap	juil./août 2019
Le projet de loi de transformation de la fonction publique	mai 2019
Congés annuels non pris : les modalités de report et d'indemnisation	févr. 2019
Portabilité et monétisation du compte épargne-temps : le décret du 27 décembre 2018	janv. 2019
Utilisation d'un véhicule à l'occasion du service : imputabilité au service et responsabilités ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juil. 2018
Aménagement et réduction du temps de travail : les jours « ARTT »	juin 2018
Temps partiel thérapeutique : la circulaire du 15 mai 2018	juin 2018
Les conditions d'utilisation d'un véhicule à l'occasion du service	mai 2018
Mutation d'office : modalités de communication du dossier ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	févr. 2018
La mise à disposition dans la FPT	déc. 2017
La mise en œuvre de la cessation anticipée d'activité « amiante »	juin 2017
Usage de produits stupéfiants : conditions et limites du contrôle de l'employeur ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	avril. 2017
Mise en œuvre de la loi « déontologie » : les droits des représentants du personnel au CHSCT	janv. 2017
Jeunes en formation professionnelle dans la FPT : les dérogations aux travaux interdits	oct. 2016
La mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique	mars 2016
Logement de fonction : détermination du montant de la redevance ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	nov. 2015
Les heures supplémentaires des personnels d'enseignement artistique	sept. 2015
La gestion des pratiques addictives	juil. 2015
Astreintes et permanences des agents de la filière technique	juin 2015
La suppression d'emploi dans la FPT	avril 2015
Durée du travail effectif : le temps d'habillage et de déshabillage ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mars 2015
Le détachement des fonctionnaires territoriaux (2 <sup>e</sup> partie) : la situation du fonctionnaire	nov. 2014
La journée de solidarité : rappel des conditions de mise en œuvre	mai 2014
Logements de fonction : l'application de la réforme de 2012 ( <i>RÉPONSE MINISTÉRIELLE</i> )	avril 2014

Accident de trajet et horaires de travail ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	<b>mars 2014</b>
Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (inclus : tableau des montants)	<b>déc. 2013</b>
Le droit au suivi médical post-professionnel des agents territoriaux exposés à l'amiante	<b>juin 2013</b>
Le droit de retrait dans la FPT	<b>avril 2013</b>
L'articulation entre le temps partiel et le temps partiel thérapeutique ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	<b>juil. 2012</b>
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	<b>avril 2012</b>
Tabagisme passif : responsabilité de l'employeur ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	<b>mars 2012</b>
Congés maladie et RTT : la circulaire du 18 janvier 2012	<b>mars 2012</b>
Le décret du 3 février 2012 modifiant le décret du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène, à la sécurité et la médecine du travail	<b>mars 2012</b>
La durée du travail des agents territoriaux ( <i>POINT BREF</i> )	<b>oct. 2011</b>
Le travail à temps partiel	<b>mai 2011</b>
Précisions sur la notion de temps de travail effectif ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	<b>avril 2011</b>
Congés maladie et RTT : les précisions de la loi de finances pour 2011	<b>févr. 2011</b>
Compensation financière des jours inscrits sur les comptes épargne-temps : la position du Conseil d'État ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	<b>nov. 2010</b>
La loi du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique	<b>juil./août 2010</b>
Droit de retrait d'une situation dangereuse : conditions d'application ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	<b>juin 2010</b>
Professeurs d'enseignement artistique : précisions concernant le régime des obligations de service	<b>juin 2010</b>
Compte épargne-temps : le décret du 20 mai 2010	<b>mai 2010</b>
La circulaire du 19 novembre 2009 relative aux modalités d'application de la loi du 3 août 2009	<b>déc. 2009</b>
Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique : analyse de la loi du 3 août 2009	<b>août 2009</b>
Compte épargne-temps : des précisions ministérielles	<b>févr. 2009</b>
FPE : la modification du régime du compte épargne-temps et la création de la prime de fonctions et de résultats	<b>janv. 2009</b>
Le temps partiel thérapeutique ( <i>POINT BREF</i> )	<b>juil. 2008</b>
L'obligation de vaccination dans les services des collectivités territoriales ( <i>SOURCES JURIDIQUES</i> )	<b>avril 2008</b>
La modification du décret du 29 juillet 2004 relatif au temps partiel	<b>févr. 2008</b>
Transferts de personnels de l'État : les précisions relatives aux cadres d'emplois d'accueil et à la durée du travail	<b>juin 2007</b>
La rémunération et la compensation des astreintes et des permanences dans la FPT	<b>juin 2005</b>
Le décret du 26 novembre 2004 modifiant la durée annuelle du temps de travail dans la fonction publique	<b>déc. 2004</b>
Le compte épargne-temps dans la FPT	<b>oct. 2004</b>
La loi du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées	<b>juil. 2004</b>
Les services de médecine professionnelle et préventive dans la FPT	<b>févr. 2004</b>
Le temps de travail des sapeurs-pompiers professionnels	<b>janv. 2002</b>
L'aménagement et la réduction du temps de travail dans la FPT : le décret du 12 juillet 2001	<b>juil. 2001</b>
Le droit de retrait : un arrêté du 15 mars 2001	<b>mars 2001</b>
Résorption de l'emploi précaire, modernisation du recrutement et temps de travail dans la FPT : la loi du 3 janvier 2001	<b>janv. 2001</b>
Le décret du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la FPE	<b>déc. 2000</b>
Hygiène et sécurité : le décret du 16 juin 2000	<b>juil. 2000</b>
La durée du travail dans la FPT	<b>avril 1999</b>
L'obligation de vaccination dans les services des collectivités locales	<b>déc. 1998</b>
Le service à temps partiel	<b>mai 1997</b>
Hygiène et sécurité : transpositions des directives communautaires	<b>janv. 1994</b>

L'impossibilité de fonder la révocation d'un agent sur la seule existence de condamnations pénales antérieures à son recrutement ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	sept. 2023
La communication du dossier comportant des témoignages ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juil./août 2023
La possibilité de révocation d'un agent public atteint de troubles mentaux ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juin 2023
Le contrôle des antécédents judiciaires des agents publics	févr. 2023
Les sanctions disciplinaires ( <i>MÉMO STATUT</i> )	nov./déc. 2022
L'actualisation des dispositions relatives aux agents contractuels territoriaux	oct. 2022
Procédure disciplinaire : modalités d'accès aux procès-verbaux recueillis au cours de l'enquête administrative	juin 2021
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Le projet de loi de transformation de la fonction publique	mai 2019
Procédure disciplinaire (2 <sup>e</sup> partie) : le déroulement de la procédure	nov. 2018
Procédure disciplinaire (1 <sup>re</sup> partie) : le déclenchement des poursuites	sept. 2018
Le droit d'accès de l'employeur aux fichiers stockés sur un ordinateur professionnel ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juin 2018
L'entrée en vigueur de la prescription de l'action disciplinaire ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mars 2018
Mutation d'office : modalités de communication du dossier ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	févr. 2018
Discipline : enquête administrative et droits de la défense ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	oct. 2017
Usage de produits stupéfiants : conditions et limites du contrôle de l'employeur ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	avril. 2017
Loi « déontologie » et protocole PPCR : les nouveaux décrets d'application	sept. 2016
Information de l'administration sur les poursuites pénales : les nouvelles obligations du ministère public	juil. 2016
La loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (1 <sup>re</sup> partie)	juin 2016
Loi « déontologie, droits et obligations » : l'essentiel des dispositions	mai 2016
La gestion des pratiques addictives	juil. 2015
Le contrôle du juge de cassation sur la sanction disciplinaire ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	avril 2015
Le détachement des fonctionnaires territoriaux (2 <sup>e</sup> partie) : la situation du fonctionnaire	nov. 2014
Discipline : preuve par tout moyen et obligation de loyauté ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	août 2014
Les recours en matière disciplinaire	août 2014
Imprescriptibilité de l'action disciplinaire ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mai 2014
Précisions sur la notion de harcèlement sexuel ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	févr. 2014
Renforcement du contrôle du juge sur les sanctions disciplinaires ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	déc. 2013
Procédure disciplinaire et exercice du droit à communication du dossier ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	août 2013
Exclusion temporaire de fonctions et mutation ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	avril 2013
Secrétariat du conseil de discipline et responsabilité des centres de gestion ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	janv. 2013
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
Effets des congés de maladie sur le régime de la suspension ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	oct. 2011
La notion de sanction déguisée	sept. 2011
La suspension des agents territoriaux	nov. 2010
Responsabilité de l'administration - Action récursoire contre un agent fautif ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mai 2009
Le régime disciplinaire applicable aux agents non titulaires	mars 2009
Le bulletin n°2 du casier judiciaire ( <i>POINT BREF</i> )	sept. 2008
La procédure disciplinaire applicable aux fonctionnaires territoriaux	août 2002

Les incidences statutaires des poursuites pénales	janv. 1998
Le fonctionnement du conseil de discipline	nov. 1996
La suspension	oct. 1996



**BIP** : la Banque d'informations statutaires  
pour la gestion du personnel territorial

**cig**  
Petite  
Couronne

## 9.1 DROITS ET GARANTIES

La communication aux agents publics des informations et règles essentielles relatives à l'exercice de leurs fonctions	oct. 2023
Les nouvelles dispositions en faveur des agents confrontés à des événements familiaux	oct. 2023
De nouvelles précisions sur la formation et l'accompagnement personnalisé des agents publics	sept. 2023
Les nouvelles obligations en faveur de la parité dans la fonction publique	sept. 2023
La communication du dossier comportant des témoignages (JURISPRUDENCE)	juil./août 2023
Le principe de non-discrimination dans le cadre du recrutement	juil./août 2023
Les congés liés à l'arrivée et à l'éducation d'un enfant (MÉMO STATUT)	avril 2023
La prise en compte de l'activité syndicale pour l'avancement dans un grade à accès fonctionnel (JURISPRUDENCE)	févr. 2023
Les nouvelles procédures d'alerte éthique	nov./déc. 2022
La formation et l'accompagnement personnalisé des agents en vue de favoriser leur évolution professionnelle	oct. 2022
Accords collectifs : les conditions de modification et de dénonciation (JURISPRUDENCE)	juil.-août 2022
Le renforcement de la protection du lanceur d'alerte par Claude Beaufils	juil.-août 2022
Réseaux sociaux et obligations déontologiques	sept. 2022
Le référent laïcité dans la fonction publique territoriale	mars 2022
Élections professionnelles : l'appréciation des effectifs au 1 <sup>er</sup> janvier 2022	déc. 2021
Les comités sociaux territoriaux : composition	déc. 2021
Droit au respect de la vie privée lors de l'instruction des demandes de congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS) (JURISPRUDENCE)	nov. 2021
La loi confortant le respect des principes de la République : dispositions applicables à la fonction publique	nov. 2021
Les comités sociaux territoriaux : création et compétences	oct. 2021
Négociation collective : le décret du 7 juillet 2021	sept. 2021
Le renforcement de la formation de certains agents publics en vue de favoriser leur évolution professionnelle : l'ordonnance du 26 mai 2021	juil./août 2021
Candidature des agents occupant un emploi fonctionnel aux élections des représentants du personnel (JURISPRUDENCE)	mai 2021
Refonte du régime applicable aux négociations et aux accords collectifs : l'ordonnance du 17 février 2021	mai 2021
Conditions d'octroi de la protection fonctionnelle dans le cadre d'un différend entre un agent public et son supérieur hiérarchique (JURISPRUDENCE)	mars 2021
Mesures relatives aux personnes en situation de handicap	sept. 2020
Le dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique : le décret du 13 mars 2020	juil./août 2020
Plans d'action « égalité professionnelle » : le décret du 4 mai 2020	juil./août 2020
Rapport sur le renforcement de la négociation collective dans la fonction publique : les principales propositions	juil./août 2020
Les accords collectifs dans la fonction publique par Carole Moniolle	juin 2020
Compte personnel de formation	févr. 2020
Nominations équilibrées dans les emplois supérieurs de direction	févr. 2020
Obligation de transmettre une déclaration d'intérêts	févr. 2020
Loi relative à l'engagement dans la vie locale : dispositions intéressant la FPT	janv. 2020
Principe de non-discrimination des agents en CDD : précisions de la CJUE concernant leurs conditions de rémunération	nov. 2019
Agents publics : les garanties liées à l'exercice d'un mandat électif (POINT BREF)	oct. 2019
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Les missions du référent déontologue	juil./août 2019
Le projet de loi de transformation de la fonction publique	mai 2019

Conditions d'abrogation de la protection fonctionnelle ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	déc. 2018
L'intérêt à agir des organisations syndicales en contentieux de la fonction publique	déc. 2018
Procédure disciplinaire (2 <sup>e</sup> partie) : le déroulement de la procédure	nov. 2018
Procédure disciplinaire (1 <sup>re</sup> partie) : le déclenchement des poursuites	sept. 2018
Le RGPD et la protection des données personnelles des agents	juil. 2018
Utilisation d'un véhicule à l'occasion du service : imputabilité au service et responsabilités ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juil. 2018
Le droit d'accès de l'employeur aux fichiers stockés sur un ordinateur professionnel ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juin 2018
La communication des documents administratifs relatifs aux personnels	avril 2018
Alerte éthique : les modalités de signalement et de recueil	févr. 2018
Les garanties accordées aux agents publics exerçant une activité syndicale	févr. 2018
Mutation d'office : modalités de communication du dossier ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	févr. 2018
Élections professionnelles : l'appréciation des effectifs au 1 <sup>er</sup> janvier 2018	nov. 2017
Discipline : enquête administrative et droits de la défense ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	oct. 2017
Le congé de paternité et d'accueil de l'enfant	août 2017
La mise en œuvre de la cessation anticipée d'activité « amiante »	juin 2017
Le référent déontologue dans la fonction publique territoriale : conseiller sans contrôler <i>par Didier Jean-Pierre</i>	juin 2017
Compte personnel d'activité, formation, santé et sécurité au travail : ordonnance du 19 janvier 2017 et décret du 6 mai 2017	mai 2017
Usage de produits stupéfiants : conditions et limites du contrôle de l'employeur ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	avril 2017
Mise en œuvre de la loi « déontologie » : la prise en charge des frais au titre de la protection fonctionnelle	avril 2017
Mise en œuvre de la loi « déontologie » : les droits des représentants du personnel au CHSCT	janv. 2017
Loi « déontologie » et protocole PPCR : les nouveaux décrets d'application	sept. 2016
Information de l'administration sur les poursuites pénales : les nouvelles obligations du ministère public	juil. 2016
La loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 <sup>e</sup> partie)	juil. 2016
La loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (1 <sup>re</sup> partie)	juin 2016
Loi « déontologie, droits et obligations » : l'essentiel des dispositions	mai 2016
Mesures d'ordre intérieur et discrimination ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juin 2015
Protection fonctionnelle et faute personnelle ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mai 2015
« Le silence vaut acceptation » : un principe inapplicable aux relations entre l'administration et ses agents	avril 2015
L'exercice du droit syndical dans la FPT	mars 2015
Le détachement des fonctionnaires territoriaux (2 <sup>e</sup> partie) : la situation du fonctionnaire	nov. 2014
Les incidences de la loi pour l'égalité réelle entre les sexes	sept. 2014
Élections professionnelles et vote électronique	août 2014
Les recours en matière disciplinaire	août 2014
Contrat de travail et bulletins de salaire : conditions de communication ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juil. 2014
Les élections professionnelles du 4 décembre 2014 (2 <sup>e</sup> partie) : Commissions administratives paritaires	juil. 2014
Les élections professionnelles du 4 décembre 2014 (1 <sup>re</sup> partie) : Comités techniques et CHSCT	juin 2014
Précisions sur la notion de harcèlement sexuel ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	févr. 2014
Réunions syndicales et organisation du service ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	janv. 2014
Procédure disciplinaire et exercice du droit à communication du dossier ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	août 2013
Le droit au suivi médical post-professionnel des agents territoriaux exposés à l'amiante	juin 2013
Le droit individuel à la formation (DIF)	avril 2013
Le droit de retrait dans la FPT	avril 2013
Gestion du dossier individuel sur support électronique : parution de la nomenclature cadre	févr. 2013
Décharge de service pour mandat syndical et avancement de grade ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	déc. 2012

La loi du 6 août 2012 relative au harcèlement sexuel	sept. 2012
Régime des primes en cas de décharge de service pour mandat syndical	sept. 2012
L'application du principe d'égalité à l'octroi d'une mesure de faveur ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mai 2012
Égalité entre hommes et femmes dans l'accès aux emplois supérieurs : le décret d'application	mai 2012
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
Harcèlement moral : charge de la preuve, comportement de l'agent et responsabilité de l'administration ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	oct. 2011
Refus de communication du dossier individuel et actions devant le juge administratif (précisions)	oct. 2011
Refus de protection fonctionnelle pour un motif d'intérêt général ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	sept. 2011
La négociation collective dans la fonction publique : les précisions de la circulaire du 22 juin 2011	sept. 2011
Les incidences de la loi de simplification et d'amélioration du droit	août 2011
Le décret du 8 juin 2011 relatif aux personnels des offices publics de l'habitat	août 2011
Le dossier individuel des agents publics et sa gestion sur support électronique	août 2011
Le fonctionnaire titulaire d'un mandat électif local ( <i>POINT BREF</i> )	avril 2011
La protection des agents non titulaires en état de grossesse	déc. 2010
La loi du 5 juil. 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la FP	juil./août 2010
Droit de retrait d'une situation dangereuse : conditions d'application ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juin 2010
La protection juridique des agents publics : un principe général du droit de la fonction publique	juin 2010
Régime indemnitaire : conditions de communication des arrêtés individuels ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	avril 2010
Effet direct des directives communautaires et régime de la preuve en matière de décision discriminatoire	déc. 2009
De l'arrêt Cadot au principe de parité <i>par Didier Jean-Pierre</i>	oct. 2009
Retenue sur traitement pour faits de grève et périodes de garde des sapeurs-pompiers ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	août 2009
Retenue sur rémunération pour fait de grève et congé annuel ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	sept. 2008
Le pouvoir hiérarchique en matière de congés annuels	avril 2008
HALDE et fonction publique	août 2007
Le harcèlement moral	juil. 2007
Les nouvelles règles relatives à la communication des documents	juil. 2005
La communication des documents administratifs relatifs au personnel	avril 2005
Les nouvelles dispositions relatives aux instances paritaires de la FPT	déc. 2003
Le droit de grève dans la FPT	juil. 2003
Le PACS et les droits et avantages reconnus aux conjoints : une décision du Conseil d'État du 28 juin 2002	oct. 2002
Les dispositions statutaires de la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité	mars 2002
Les absences pour raisons syndicales dans la FPT	janv. 2002
Les dispositions statutaires de la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002	janv. 2002
Les incidences statutaires de la loi du 16 novembre 2001 relative à la lutte contre les discriminations	nov. 2001
Les élections aux instances paritaires locales de la FPT	août 2001
Les conditions d'exercice des mandats locaux par les agents publics	mai 2001
Les incidences statutaires de la loi du 9 mai 2001 relative à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes	mai 2001
Le dossier individuel des agents publics	mars 2001
Le droit de retrait : un arrêté du 15 mars 2001	mars 2001
La loi du 15 novembre 1999 relative au pacte civil de solidarité	nov. 1999
Les dispositions statutaires de la loi du 12 juillet 1999 relative à la coopération intercommunale	juil. 1999
Le respect de la vie privée des agents publics	mai 1999
La protection juridique des agents par l'administration	oct. 1998

<b>9.2 OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉ</b>	
L'obligation de neutralité religieuse en droit de la fonction publique <i>par Samuel DYENS</i>	nov. 2023
La prévention des conflits d'intérêts des agents publics : une obligation déontologique encore méconnue <i>par Samuel DYENS</i>	juil./août 2023
Le contrôle des antécédents judiciaires des agents publics	févr. 2023
Une dérogation expérimentale à l'interdiction du cumul d'activités : la conduite de transports scolaires	févr. 2023
Le cumul d'activités des agents publics	juil.-août 2022
Réseaux sociaux et obligations déontologiques	sept. 2022
Le référent laïcité dans la fonction publique territoriale	mars 2022
La loi confortant le respect des principes de la République : dispositions applicables à la fonction publique	nov. 2021
Loi du 5 août 2021 : passe sanitaire et vaccination obligatoire dans la FPT	sept. 2021
Le décret relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique	mars 2020
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Les missions du référent déontologue	juil./août 2019
Le projet de loi de transformation de la fonction publique	mai 2019
Procédure disciplinaire (1 <sup>re</sup> partie) : Le déclenchement des poursuites	sept. 2018
Utilisation d'un véhicule à l'occasion du service : imputabilité au service et responsabilités ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juil. 2018
Le droit d'accès de l'employeur aux fichiers stockés sur un ordinateur professionnel ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juin 2018
Les conditions d'utilisation d'un véhicule à l'occasion du service	mai 2018
Alerte éthique : les modalités de signalement et de recueil	févr. 2018
Cabinet de l'autorité territoriale : l'emploi des membres de la famille	déc. 2017
Déclarations d'intérêts et de situation patrimoniale dans la FPT : les précisions du ministère de l'intérieur	sept. 2017
Le référent déontologue dans la fonction publique territoriale : conseiller sans contrôler <i>par Didier Jean-Pierre</i>	juin 2017
Usage de produits stupéfiants : conditions et limites du contrôle de l'employeur ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	avril 2017
Mise en œuvre de la loi « déontologie » : les nouvelles obligations déclaratives, le départ vers le secteur privé et le cumul d'activités	mars 2017
L'obligation de réserve dans la fonction publique	sept. 2016
Information de l'administration sur les poursuites pénales : les nouvelles obligations du ministère public	juil. 2016
La loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (1 <sup>re</sup> partie)	juin 2016
Loi « déontologie, droits et obligations » : l'essentiel des dispositions	mai 2016
Inéligibilité des gardes champêtres communs à plusieurs communes ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	févr. 2015
Le détachement des fonctionnaires territoriaux (2 <sup>e</sup> partie) : la situation du fonctionnaire	nov. 2014
Contrat de travail et bulletins de salaire : conditions de communication ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juil. 2014
Déontologie et prévention des conflits d'intérêts : le projet de loi	nov. 2011
Les aménagements relatifs au cumul d'activités des agents publics	févr. 2011
Exercice d'une activité privée et commission de déontologie : le décret d'application de la loi du 3 août 2009	oct. 2010
Les délits non intentionnels et la responsabilité pénale du fonctionnaire territorial	mars 2010
Exercice d'un mandat électif : inéligibilités et incompatibilités applicables aux agents territoriaux ( <i>POINT BREF</i> )	mars 2010
La circulaire du 19 novembre 2009 relative aux modalités d'application de la loi du 3 août 2009	déc. 2009
Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique : analyse de la loi du 3 août 2009	août 2009
Responsabilité de l'administration - Action récursoire contre un agent fautif ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mai 2009
Cumul d'activités : la circulaire du 11 mars 2008	juin 2008
Le nouveau régime de cumul d'activités des agents publics	juin 2007
Les nouvelles dispositions réglementaires relatives à l'exercice d'activités privées par les agents publics ayant cessé leurs fonctions	mai 2007
La loi du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique	mars 2007



La position régulière au regard du code du service national	<b>déc. 2005</b>
Les nouvelles règles relatives à la communication des documents	<b>juil. 2005</b>
Le principe de laïcité dans la fonction publique	<b>juin 2005</b>
La communication des documents administratifs relatifs au personnel	<b>avril 2005</b>
Le code de déontologie de la police municipale	<b>sept. 2003</b>
Le contrôle par l'administration de l'usage d'Internet et des messageries électroniques	<b>avril 2003</b>
L'assouplissement des règles de cumul applicables à certains agents à temps non complet	<b>janv. 2003</b>
Le cumul d'activités et de rémunérations dans la FPT	<b>oct. 2002</b>
Les dispositions statutaires de la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002	<b>janv. 2002</b>
Déontologie et cessation de fonctions : le rapport de la commission pour l'année 2000	<b>nov. 2001</b>
La loi du 10 juillet 2000 relative aux délits non intentionnels	<b>août 2000</b>
L'obligation de réserve dans la fonction publique	<b>avril 2000</b>
Cessation de fonctions et déontologie	<b>oct. 1999</b>
Le rapport du Conseil d'État relatif au cumul d'activités et de rémunérations des agents publics	<b>août 1999</b>
L'utilisation d'un véhicule à l'occasion du service	<b>févr. 1999</b>
L'obligation d'obéissance hiérarchique	<b>mars 1998</b>
Les incidences statutaires des poursuites pénales	<b>janv. 1998</b>
Le secret professionnel dans la fonction publique	<b>nov. 1997</b>
La responsabilité pénale du fonctionnaire territorial	<b>févr. 1995</b>

10.1 RECRUTEMENT ET CARRIÈRE	
Les nouvelles obligations en faveur de la parité dans la fonction publique	sept. 2023
Mesures récentes relatives à la rémunération des agents territoriaux	janv. 2023
Création des emplois d'expert de haut niveau et de directeur de projet	mars 2022
Candidature des agents occupant un emploi fonctionnel aux élections des représentants du personnel ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mai 2021
Recrutement direct dans les emplois fonctionnels de direction : le décret du 13 mars 2020	mai 2020
Le décret relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique	mars 2020
Compte personnel de formation	févr. 2020
Nominations équilibrées dans les emplois supérieurs de direction	févr. 2020
Obligation de transmettre une déclaration d'intérêts	févr. 2020
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Le projet de loi de transformation de la fonction publique	mai 2019
Déclarations d'intérêts et de situation patrimoniale dans la FPT : les précisions du ministère de l'intérieur	sept. 2017
Point d'étape sur le PPCR	août 2017
Emplois fonctionnels de direction : l'application du PPCR	mai 2017
Recrutement direct dans l'emploi fonctionnel : procédure et durée de l'engagement préjudice ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	oct. 2015
Emplois fonctionnels de direction : les décrets du 13 juillet 2015	août 2015
Les incidences de la loi pour l'égalité réelle entre les sexes	sept. 2014
Logements de fonction : l'application de la réforme de 2012 ( <i>RÉPONSE MINISTÉRIELLE</i> )	avril 2014
Égalité entre hommes et femmes dans l'accès aux emplois supérieurs : le décret d'application	mai 2012
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
Déclaration des vacances d'emplois et recrutement direct dans un emploi fonctionnel ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	janv. 2012
Déontologie et prévention des conflits d'intérêts : le projet de loi	nov. 2011
Les nouvelles mesures applicables aux emplois fonctionnels de direction	janv. 2008
Les précisions relatives au personnel des offices publics de l'habitat apportées par le décret du 24 décembre 2007	janv. 2008
Emplois fonctionnels et frais de représentation ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	sept. 2007
La loi du 19 février 2007 relative à la FPT et sa circulaire d'application du 16 avril 2007	avril 2007
Les nouvelles dispositions relatives au cadre d'emplois des ingénieurs et aux emplois fonctionnels de directeur général et directeur des services techniques	nov. 2003
La nouvelle bonification indiciaire des emplois fonctionnels de direction	janv. 2002
Emplois fonctionnels de direction technique et statuts particuliers : le décret du 18 juillet 2001	juil. 2001
Le décret du 20 juin 2001 modifiant certaines dispositions relatives à la FPT	juin 2001
Avancement de grade et détachement sur un emploi fonctionnel : une décision du Conseil d'État du 17 janvier 2001	févr. 2001
Emplois fonctionnels de direction : les nouvelles dispositions prévues par le décret du 2 juin 2000	juin 2000
Le décret du 26 octobre 1999 portant modifications de certaines dispositions relatives à la FPT	oct. 1999
L'élargissement des possibilités d'accès à certains emplois administratifs de direction	mars 1999
La décision Cottrel : les conséquences sur les nominations antérieures (CE, 3 avril 1998)	sept. 1998
Emplois fonctionnels et avancement de grade : l'annulation des possibilités de promotion sur place par le Conseil d'État	mai 1998
Les emplois administratifs de direction des départements et des régions	avril 1998
L'emploi de secrétaire général : une décision du Conseil d'État du 20 mars 1996	avril 1996

Emplois de direction des établissements publics et seuils démographiques : une décision du Conseil d'État du 28 juillet 1995 (conclusions de M. Laurent Touvet)	nov. 1995
Les emplois fonctionnels	juin 1995
<b>10.2 FIN DE FONCTIONS</b>	
Fin de détachement dans l'emploi fonctionnel : précisions sur les modalités de réintégration dans un emploi du grade <i>(JURISPRUDENCE)</i>	oct. 2020
Recrutement direct dans les emplois fonctionnels de direction : le décret du 13 mars 2020	mai 2020
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Déclarations d'intérêts et de situation patrimoniale dans la FPT : les précisions du ministère de l'intérieur	sept. 2017
La loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 <sup>e</sup> partie)	juil. 2016
La loi « NOTRe » du 7 août 2015 et ses incidences sur les personnels	oct. 2015
La prise en charge du fonctionnaire territorial	juin 2015
Fin de détachement dans l'emploi fonctionnel : la question de la compétence de la CAP <i>(JURISPRUDENCE)</i>	déc. 2014
Fin de fonctions dans l'emploi fonctionnel et allocations d'assurance chômage <i>(JURISPRUDENCE)</i>	déc. 2013
Les modifications relatives au congé spécial	janv. 2012
La loi du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique	juil./août 2010
La décharge de fonctions des titulaires d'emplois fonctionnels	oct. 2006
La motivation de la fin de fonctions sur l'emploi fonctionnel : les précisions du juge administratif (CAA de Paris, 18 juin 2002)	déc. 2002
Emplois fonctionnels de direction technique et statuts particuliers : le décret du 18 juillet 2001	juil. 2001
Le décret du 26 octobre 1999 portant modifications de certaines dispositions relatives à la FPT	oct. 1999
Retraite et emplois fonctionnels	avril 1998
Le congé spécial	juil. 1996
Les emplois fonctionnels	juin 1995

De nouvelles précisions sur la formation et l'accompagnement personnalisé des agents publics	sept. 2023
La formation et l'accompagnement personnalisé des agents en vue de favoriser leur évolution professionnelle	oct. 2022
La loi confortant le respect des principes de la République : dispositions applicables à la fonction publique	nov. 2021
Le renforcement de la formation de certains agents publics en vue de favoriser leur évolution professionnelle : l'ordonnance du 26 mai 2021	juil./août 2021
Compte personnel de formation	févr. 2020
Nominations équilibrées dans les emplois supérieurs de direction	févr. 2020
Obligation de transmettre une déclaration d'intérêts	févr. 2020
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Le projet de loi de transformation de la fonction publique	mai 2019
Les garanties accordées aux agents publics exerçant une activité syndicale	févr. 2018
Compte personnel d'activité, formation, santé et sécurité au travail : ordonnance du 19 janvier 2017 et décret du 6 mai 2017	mai 2017
Jeunes en formation professionnelle dans la FPT : les dérogations aux travaux interdits	oct. 2016
Accueil des enfants : dispositions applicables en matière de personnel	sept. 2016
Formation des agents territoriaux : le rapport de l'inspection générale de l'administration	févr. 2015
Les incidences de la loi pour l'égalité réelle entre les sexes	sept. 2014
Le nouveau dispositif de formation des sapeurs-pompiers professionnels	nov. 2013
Le droit individuel à la formation (DIF)	avril 2013
Les actions de formation des agents publics territoriaux ( <i>MÉMO STATUT</i> )	avril 2010
Le livret individuel de formation : sa concrétisation par le décret du 22 août 2008	août 2008
Formation professionnelle tout au long de la vie : le dispositif réglementaire de mise en œuvre de la formation statutaire obligatoire	juin 2008
Formation professionnelle tout au long de la vie : le dispositif réglementaire d'application des formations facultatives	janv. 2008
La loi du 19 février 2007 relative à la FPT et sa circulaire d'application du 16 avril 2007	avril 2007
La loi du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique	mars 2007
La gestion individualisée du personnel dans la FPT	juil. 2000
Le droit à la formation des agents territoriaux	sept. 1997
La formation d'adaptation à l'emploi	mai 1997
La formation post-recrutement (décrets du 22 avril 1997)	mai 1997
La formation des cadres supérieurs territoriaux	avril 1997
La réforme de la formation initiale : les décrets du 29 mars 1996	avril 1996
La loi du 27 décembre 1994 modifiant certaines dispositions relatives à la FPT	janv. 1995

Procédure de recrutement des agents contractuels sur emploi permanent	févr. 2020
La mise en œuvre de l'obligation de publicité des emplois vacants sur l'espace numérique commun	janv. 2019
Publicité de la vacance de poste ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juin 2019
Police municipale : les conditions de recrutement	août 2018
La vacance d'emploi, déclaration et publicité	mai 2018
Les cas de recrutement des agents contractuels de droit public ( <i>MÉMO STATUT</i> )	févr. 2018
La mutation interne	sept. 2017
Amélioration de la mobilité dans la fonction publique : l'ordonnance du 13 avril 2017	juin 2017
Accueil des enfants : dispositions applicables en matière de personnel	sept. 2016
Recrutement direct dans l'emploi fonctionnel : procédure et durée de l'engagement préjudice ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	oct. 2015
La prise en charge du fonctionnaire territorial	juin 2015
La suppression d'emploi dans la FPT	avril 2015
Retrait d'une commune d'un EPCI : la situation des fonctionnaires ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	sept. 2013
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
Déclaration des vacances d'emplois et recrutement direct dans un emploi fonctionnel ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	janv. 2012
Emplois de cabinet des autorités locales - Nature des fonctions ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mars 2011
La circulaire du 19 novembre 2009 relative aux modalités d'application de la loi du 3 août 2009	déc. 2009
La FPT entre deux logiques : carrière et emploi <i>par K. Douedar et A. Lebh</i>	oct. 2009
De l'arrêt Cadot au principe de parité <i>par Didier Jean-Pierre</i>	oct. 2009
Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique : analyse de la loi du 3 août 2009	août 2009
L'encadrement de la liberté de création des emplois	sept. 2005
La vacance d'emploi et sa déclaration dans la FPT	févr. 2005
Le surclassement démographique des communes et des EPCI comportant des zones urbaines sensibles	juil. 2004
Un nouveau cas de surclassement démographique	sept. 2003
Les conditions de la suppression d'emploi	févr. 2003
Établissements publics locaux et création de certains grades : le décret du 22 septembre 2000	oct. 2000
Le recrutement des agents non titulaires et la déclaration de la vacance d'emploi	nov. 1997
La gestion des emplois territoriaux	avril 1997
La loi du 27 décembre 1996 : les principales modifications	janv. 1997
Les nouvelles modalités de fonctionnement de la bourse de l'emploi	juil. 1995

Le retrait d'un arrêté de placement en congé pour invalidité temporaire imputable au service ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	déc. 2023
Les nouvelles dispositions en faveur des agents confrontés à des événements familiaux	oct. 2023
Imputabilité de la maladie au service : un lien direct entre la maladie et l'exercice des fonctions est suffisant ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	avril 2023
Loi de finances et loi de financement de la sécurité sociale pour 2023 : les principales dispositions applicables aux agents territoriaux	janv. 2023
Comité social territorial : inéligibilité des agents en congé de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	nov./déc. 2022
L'avis du médecin du travail doit être pris en compte ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juin 2022
Le plan « santé au travail dans la fonction publique -2022-2025»	juin 2022
La réforme de la médecine préventive	juin 2022
Reclassement pour inaptitude : les évolutions réglementaires dans la FPT	juin 2022
Les conseils médicaux dans la fonction publique territoriale	mai 2022
Maintien du régime indemnitaire pendant le congé de longue maladie ou de longue durée et principe de parité ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mars 2022
Temps partiel thérapeutique : le décret du 8 novembre 2021	déc. 2021
Droit au respect de la vie privée lors de l'instruction des demandes de congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS) ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	nov. 2021
L'ordonnance « santé et famille » du 25 novembre 2020	févr. 2021
Loi de financement de la sécurité sociale et loi de finances pour 2021 : les dispositions applicables à la fonction publique	janv. 2021
Les mesures liées à l'évolution de l'épidémie de COVID-19 à compter du 1 <sup>er</sup> septembre 2020	sept. 2020
Mesures relatives aux personnes en situation de handicap	sept. 2020
Refus de titularisation à l'issue du stage d'un agent en congé de maladie ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mars 2020
Commission de réforme : présence d'un médecin spécialiste ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	déc. 2019
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
L'accès au télétravail des agents en état de grossesse ou en situation de handicap	juil./août 2019
Mise en œuvre du congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS)	mai 2019
La période de préparation au reclassement : le décret du 5 mars 2019	mars 2019
Caractère définitif du demi-traitement maintenu dans l'attente de l'avis du comité médical ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	févr. 2019
Radiation des cadres pour abandon de poste d'un fonctionnaire en congé de maladie ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	janv. 2019
Temps partiel thérapeutique : la circulaire du 15 mai 2018	juin 2018
Maladie imputable au service : le droit au plein traitement dans l'attente de l'avis de la commission de réforme ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	avril 2018
Rechute d'un accident de service : étendue de l'action récursoire ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	févr. 2018
Report des congés annuels non pris en raison de la maladie : les nouvelles précisions du Conseil d'État	juil. 2017
La mise en œuvre de la cessation anticipée d'activité « amiante »	juin 2017
Compte personnel d'activité, formation, santé et sécurité au travail : ordonnance du 19 janvier 2017 et décret du 6 mai 2017	mai 2017
Loi « déontologie » et protocole PPCR : les nouveaux décrets d'application	sept. 2016
Les congés de longue maladie ou de longue durée	août 2016
Loi de finances pour 2016 : les dispositions applicables à la fonction publique	janv. 2016
Les conditions générales de recrutement	sept. 2015
La gestion des pratiques addictives	juil. 2015
Le secrétariat des instances médicales depuis la loi du 12 mars 2012 ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	déc. 2014
Envoi tardif des arrêts de maladie : le dispositif applicable	nov. 2014
Transfert de personnel à un EPCI : fonctionnaire en congé de maladie ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	nov. 2014
Le détachement des fonctionnaires territoriaux (2 <sup>e</sup> partie) : la situation du fonctionnaire	nov. 2014

Geste suicidaire et imputabilité au service ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	août 2014
Le congé de maternité	mai 2014
Accident de trajet et horaires de travail ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mars 2014
Le contrôle médical pendant un congé de maladie ordinaire	janv. 2014
Le congé de maladie ordinaire des fonctionnaires territoriaux	nov. 2013
Le reclassement pour inaptitude physique	oct. 2013
Congé de maladie d'office à titre conservatoire ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juin 2013
Le droit au suivi médical post-professionnel des agents territoriaux exposés à l'amiante	juin 2013
Les comités médicaux départementaux	mai 2013
Comportement délibéré du fonctionnaire et imputabilité au service de l'accident ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mars 2013
Congé de maladie pendant une interdiction professionnelle ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	nov. 2012
Maladie pendant un congé annuel : les droits de l'agent ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	nov. 2012
L'allocation d'invalidité temporaire (AIT) ( <i>POINT BREF</i> )	nov. 2012
Fin de la relation de travail et droit aux congés annuels non pris en raison de la maladie ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	oct. 2012
L'articulation entre le temps partiel et le temps partiel thérapeutique ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juil. 2012
Mise en disponibilité d'office à l'expiration des congés de maladie : procédure applicable au dernier renouvellement ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juil. 2012
L'allocation temporaire d'invalidité des fonctionnaires territoriaux ( <i>POINT BREF</i> )	juin 2012
L'application du principe d'égalité à l'octroi d'une mesure de faveur ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mai 2012
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
Pension de réversion et pension d'invalidité : les modifications issues de la loi de finances pour 2012	mars 2012
Congés maladie et RTT : la circulaire du 18 janvier 2012	mars 2012
Jour de carence applicable aux congés de maladie : des précisions prévues par circulaire	mars 2012
Changement de collectivité et prise en charge financière de la rechute d'un accident de service ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	févr. 2012
Contrôle expérimental des arrêts maladie par la sécurité sociale : prolongation et précision du dispositif	févr. 2012
L'application d'un délai de carence aux agents publics en congé de maladie	janv. 2012
Protection sociale complémentaire : le décret du 8 novembre 2011	déc. 2011
Report des congés annuels en raison des congés de maladie : un arrêt de la Cour de justice de l'UE ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	déc. 2011
Amélioration des garanties accordées aux fonctionnaires à l'expiration des droits statutaires à congés de maladie : le décret du 5 oct. 2011	nov. 2011
Effets des congés de maladie sur le régime de la suspension ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	oct. 2011
Remboursement des frais imputables à une maladie professionnelle : dépenses de psychothérapie ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	avril 2011
Congés maladie et RTT : les précisions de la loi de finances pour 2011	févr. 2011
La notion de maladie professionnelle	févr. 2011
FPE : harmonisation du maintien des primes pendant certains congés	oct. 2010
Contrôle expérimental des arrêts maladie par la sécurité sociale : publication de la convention-cadre nationale	oct. 2010
La loi du 5 juil. 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique	juil./août 2010
Accidents de service : des apports récents du Conseil d'État ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mai 2010
Contrôle des arrêts maladie des fonctionnaires par la sécurité sociale : l'expérimentation prévue par la loi de financement de la sécurité sociale pour 2010	janv. 2010
L'admission à la retraite pour invalidité ( <i>POINT BREF</i> )	mai 2009
Indisponibilité physique des fonctionnaires territoriaux : les nouvelles dispositions du décret du 17 novembre 2008	nov. 2008
Les accidents de trajet des fonctionnaires territoriaux	août 2008
Le temps partiel pour raison thérapeutique ( <i>POINT BREF</i> )	juil. 2008
L'obligation de vaccination dans les services des collectivités territoriales ( <i>SOURCES JURIDIQUES</i> )	avril 2008
Le congé de longue maladie et le congé de longue durée ( <i>POINT BREF</i> )	févr. 2008
Le congé de maladie ordinaire des fonctionnaires territoriaux ( <i>POINT BREF</i> )	déc. 2007

Licenciement et protection des agents en état de grossesse ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	<b>déc. 2007</b>
Radiation des cadres pour abandon de poste et envoi d'un certificat médical ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	<b>oct. 2007</b>
Congé de maladie et participation à un examen professionnel ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	<b>août 2007</b>
Le caractère suspensif de la saisine du comité médical supérieur : un arrêt du Conseil d'État du 24 février 2006	<b>juin 2006</b>
Le licenciement pour inaptitude physique dans la fonction publique	<b>juil. 2005</b>
La nouvelle base juridique de l'allocation temporaire d'invalidité des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers	<b>mai 2005</b>
Le calcul de l'allocation temporaire d'invalidité après la parution du décret du 15 janvier 2005 portant revalorisation de la rémunération des fonctionnaires	<b>janv. 2005</b>
Les régimes de sécurité sociale des agents territoriaux	<b>mai 2004</b>
Allocation temporaire d'invalidité : l'incidence de la modification de l'article 7 du décret du 24 octobre 1985	<b>avril 2004</b>
Les services de médecine professionnelle et préventive dans la FPT	<b>févr. 2004</b>
Les accidents de service et les maladies professionnelles des fonctionnaires territoriaux	<b>déc. 2002</b>
Les congés de maladie des fonctionnaires territoriaux	<b>mai 2002</b>
Le versement des indemnités journalières de maladie aux fonctionnaires territoriaux	<b>avril 2001</b>
Les moyens juridiques de l'administration à l'égard de l'alcoolisme dans le service	<b>févr. 2001</b>
Le contrôle médical pendant un congé de maladie ordinaire	<b>nov. 2000</b>
L'obligation de vaccination dans les services des collectivités locales	<b>déc. 1998</b>
L'invalidité des fonctionnaires territoriaux et son indemnisation	<b>juin 1998</b>



<b>14.1 LES EMPLOYEURS DE LA FPT</b>	
Loi relative à l'engagement dans la vie locale : dispositions intéressant la FPT	janv. 2020
La loi « NOTRe » du 7 août 2015 et ses incidences sur les personnels	oct. 2015
Inéligibilité des gardes champêtres communs à plusieurs communes (JURISPRUDENCE)	févr. 2015
La FPT : avant-garde ou maillon faible ? par Anicet Le Pors	avril 2014
Affirmation des métropoles : la loi du 27 janvier 2014	mars 2014
Retrait d'une commune d'un EPCI : la situation des fonctionnaires (JURISPRUDENCE)	sept. 2013
Associations transparentes et gestion du personnel : les risques juridiques	oct. 2012
Les collaborateurs occasionnels du service public	oct. 2011
Le décret du 8 juin 2011 relatif aux personnels des offices publics de l'habitat	août 2011
Le statut des directeurs généraux des offices publics de l'habitat	nov. 2009
De l'arrêt Cadot au principe de parité par Didier Jean-Pierre	oct. 2009
Fonctionnaires des offices publics de l'habitat : l'aménagement du dispositif	avril 2009
Les précisions relatives au personnel des OPH apportées par le décret n°2007-1840 du 24 décembre 2007	janv. 2008
La création des offices publics de l'habitat et la situation des personnels	mai 2007
Le nouveau dispositif relatif aux établissements publics de coopération culturelle	juin 2006
Le personnel des administrations parisiennes	mai 2006
Les employeurs de la FPT (2 <sup>e</sup> partie)	févr. 2006
Les employeurs de la FPT (1 <sup>re</sup> partie)	janv. 2006
Personnels sociaux et médico-sociaux et statut de la FPH	mai 2005
Les dispositions statutaires de la loi relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle	janv. 2002
Les dispositions statutaires de la loi du 12 juillet 1999 relative à la coopération intercommunale	juil. 1999
Le personnel des services d'incendie et de secours	févr. 1998
Le statut des personnels des administrations de Paris	juin 1994
<b>14.2 ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT INTERNES DES COLLECTIVITÉS</b>	
Les nouvelles procédures d'alerte éthique	nov./déc. 2022
Le plan « santé au travail dans la fonction publique -2022-2025 »	juin 2022
La réforme de la médecine préventive	juin 2022
Le référent laïcité dans la FPT	mars 2022
Rapport sur le renforcement de la négociation collective dans la fonction publique : les principales propositions	juil./août 2020
Plans d'action « égalité professionnelle » : le décret du 4 mai 2020	juil./août 2020
Les délégations de signature aux agents publics territoriaux	nov. 2019
Le RGPD et la protection des données personnelles des agents	juil. 2018
Alerte éthique : les modalités de signalement et de recueil	févr. 2018
Accueil des enfants : dispositions applicables en matière de personnel	sept. 2016
Associations transparentes et gestion du personnel : les risques juridiques	oct. 2012
Police municipale : les conditions du transfert de charges de l'État aux communes (JURISPRUDENCE)	nov. 2010
Des précisions du Conseil d'État sur le service minimum d'accueil dans les écoles	juil. 2009
La mise en œuvre du service minimum d'accueil dans les écoles	févr. 2009
Les délégations de signature aux agents territoriaux	sept. 2008
Rapport sur l'état de la collectivité : les modifications apportées par le décret du 5 octobre 2005	oct. 2005

Les services de médecine professionnelle et préventive dans la FPT	févr. 2004
Les compétences de l'assemblée délibérante en matière de gestion du personnel	mai 2003
Rapport sur l'état de la collectivité : une modification du décret du 25 avril 1997	févr. 2000
Le rapport sur l'état de la collectivité	mars 1998
<b>14.3 COMMISSIONS ADMINISTRATIVES PARITAIRES • COMMISSIONS CONSULTATIVES PARITAIRES • CONSEILS DE DISCIPLINE</b>	
Élections professionnelles : l'appréciation des effectifs au 1 <sup>er</sup> janvier 2022	déc. 2021
Actualisation des dispositions relatives aux CAP et aux conseils de discipline de la FPT	févr. 2021
Lignes directrices de gestion et évolution des attributions des CAP	janv. 2020
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Le projet de loi de transformation de la fonction publique	mai 2019
Le décret du 4 octobre 2018 portant diverses modifications statutaires	nov. 2018
Procédure disciplinaire (2) : le déroulement de la procédure	nov. 2018
Élections professionnelles : l'appréciation des effectifs au 1 <sup>er</sup> janvier 2018	nov. 2017
Les commissions consultatives paritaires : compétences et fonctionnement	oct. 2017
La loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 <sup>e</sup> partie)	juil. 2016
L'exercice du droit syndical dans la FPT	mars 2015
Le fonctionnement des instances consultatives (2 <sup>e</sup> partie) : Commissions administratives paritaires (CAP)	févr. 2015
Fin de détachement dans l'emploi fonctionnel : la question de la compétence de la CAP ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	déc. 2014
Élections professionnelles et vote électronique	août 2014
Les recours en matière disciplinaire	août 2014
Les élections professionnelles du 4 décembre 2014 (2 <sup>e</sup> partie) : Commissions administratives paritaires (CAP)	juil. 2014
Consultation des CAP sur les projets de listes d'aptitude au titre de la promotion interne ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mars 2014
Commissions administratives paritaires : la règle de la parité ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	avril 2013
Secrétariat du conseil de discipline et responsabilité des centres de gestion ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	janv. 2013
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la FP, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
Le décret du 27 décembre 2011 relatif aux comités techniques et aux commissions administratives paritaires	févr. 2012
La négociation collective dans la fonction publique : les précisions de la circulaire du 22 juin 2011	sept. 2011
La loi du 5 juil. 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique	juil./août 2010
Avancement d'échelon, notation et CAP ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	oct. 2008
La circulaire du 20 juin 2008 relative à l'organisation des élections paritaires	juin 2008
Les élections 2008 aux instances paritaires de la FPT	mai 2008
La loi du 19 février 2007 relative à la FPT et sa circulaire d'application du 16 avril 2007	avril 2007
Les nouvelles dispositions relatives aux instances paritaires de la FPT	déc. 2003
Les élections aux instances paritaires locales de la FPT	août 2001
Le décret du 16 janvier 2001 portant modification de certaines dispositions relatives aux CTP, aux CAP et à la procédure disciplinaire	févr. 2001
Les nouvelles règles de représentativité syndicale dans les CTP et CAP	août 1998
Le fonctionnement du conseil de discipline	nov. 1996
<b>14.4 COMITÉS SOCIAUX TERRITORIAUX</b>	
Les comités sociaux territoriaux : organisation et fonctionnement	janv. 2023
Comité social territorial : inéligibilité des agents en congé de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	nov./déc. 2022
Élections professionnelles : l'appréciation des effectifs au 1 <sup>er</sup> janvier 2022	déc. 2021
Les comités sociaux territoriaux : composition	déc. 2021
Les comités sociaux territoriaux : création et compétences	oct. 2021
Le renforcement du Document unique d'évaluation des risques (DUERP)	oct. 2021

Le document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP)	juin 2021
Candidature des agents occupant un emploi fonctionnel aux élections des représentants du personnel ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mai 2021
Le rapport social unique et la base de données sociales	mars 2021
Lignes directrices de gestion et évolution des attributions des CAP	janv. 2020
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Le projet de loi de transformation de la fonction publique	mai 2019
Élections professionnelles : l'appréciation des effectifs au 1 <sup>er</sup> janvier 2018	nov. 2017
Mise en œuvre de la loi « déontologie » : les droits des représentants du personnel au CHSCT	janv. 2017
La loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 <sup>e</sup> partie)	juil. 2016
La suppression d'emploi dans la FPT	avril 2015
L'exercice du droit syndical dans la FPT	mars 2015
Le fonctionnement des instances consultatives (1 <sup>re</sup> partie) : Comités techniques et CHSCT	janv. 2015
Élections professionnelles et vote électronique	août 2014
Les élections professionnelles du 4 décembre 2014 (1 <sup>re</sup> partie) : Comités techniques et CHSCT	juin 2014
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la FP, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
Le décret du 3 février 2012 modifiant le décret du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène, à la sécurité et la médecine du travail	mars 2012
Le décret du 27 décembre 2011 relatif aux comités techniques et aux commissions administratives paritaires	févr. 2012
La négociation collective dans la fonction publique : les précisions de la circulaire du 22 juin 2011	sept. 2011
La loi du 5 juil. 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique	juil./août 2010
La circulaire du 20 juin 2008 relative à l'organisation des élections paritaires	juin 2008
Les élections 2008 aux instances paritaires de la FPT	mai 2008
La loi du 19 février 2007 relative à la FPT et sa circulaire d'application du 16 avril 2007	avril 2007
Le comité technique paritaire dans la FPT	oct. 2004
Les nouvelles dispositions relatives aux instances paritaires de la FPT	déc. 2003
La représentation des agents de droit privé aux CTP : une décision du Conseil d'État du 10 juillet 2002	août 2002
Les élections aux instances paritaires locales de la FPT	août 2001
Le décret du 16 janvier 2001 portant modification de certaines dispositions relatives aux CTP, aux CAP et à la procédure disciplinaire	févr. 2001
Les nouvelles règles de représentativité syndicale dans les CTP et CAP	août 1998
L'information du comité technique paritaire (décret du 25 avril 1997)	mai 1997
<b>14.5 CONSEILS MÉDICAUX</b>	
Les conseils médicaux dans la FPT	mai 2022
L'ordonnance « santé et famille » du 25 novembre 2020	févr. 2021
Commission de réforme : présence d'un médecin spécialiste ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	déc. 2019
Mise en œuvre du congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS)	mai 2019
La période de préparation au reclassement : le décret du 5 mars 2019	mars 2019
Maladie imputable au service : le droit au plein traitement dans l'attente de l'avis de la commission de réforme ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	avril 2018
Le secrétariat des instances médicales depuis la loi du 12 mars 2012 ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	déc. 2014
Le congé de maladie ordinaire des fonctionnaires territoriaux	nov. 2013
Les comités médicaux départementaux	mai 2013
Mise en disponibilité d'office à l'expiration des congés de maladie : procédure applicable au dernier renouvellement ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juil. 2012
Indisponibilité physique des fonctionnaires territoriaux : les nouvelles dispositions du décret du 17 novembre 2008	nov. 2008
Le caractère suspensif de la saisine du comité médical supérieur : un arrêt du Conseil d'État du 24 février 2006	juin 2006
Les nouvelles règles de fonctionnement des commissions de réforme	déc. 2004

L'arrêté du 5 juin 1998 relatif aux commissions de réforme	août 1998
<b>14.6 CENTRES DE GESTION • CNFPT</b>	
Lignes directrices de gestion et évolution des attributions des CAP	janv. 2020
Loi relative à l'engagement dans la vie locale : dispositions intéressant la FPT	janv. 2020
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Le projet de loi de transformation de la fonction publique	mai 2019
La période de préparation au reclassement : le décret du 5 mars 2019	mars 2019
La vacance d'emploi, déclaration et publicité	mai 2018
Les listes d'aptitude dans la FPT	mars 2018
Lauréats de concours : durée d'inscription sur liste d'aptitude et modalités de suivi	nov./déc. 2016
La loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 <sup>e</sup> partie)	juil. 2016
Loi « déontologie, droits et obligations » : l'essentiel des dispositions	mai 2016
La prise en charge du fonctionnaire territorial	juin 2015
La suppression d'emploi dans la FPT	avril 2015
Formation des agents territoriaux : le rapport de l'inspection générale de l'administration	févr. 2015
Le secrétariat des instances médicales depuis la loi du 12 mars 2012 ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	déc. 2014
Les autorités chargées de l'organisation des examens professionnels ( <i>MÉMO STATUT</i> )	oct. 2013
Les autorités chargées de l'organisation des concours ( <i>MÉMO STATUT</i> )	mars 2013
Les cotisations versées aux centres de gestion et au CNFPT	janv. 2013
Secrétariat du conseil de discipline et responsabilité des centres de gestion ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	janv. 2013
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la FP, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
Rôle et missions des centres de gestion : plusieurs propositions d'évolution déposées au parlement	janv. 2011
De l'arrêt Cadot au principe de parité <i>par Didier Jean-Pierre</i>	oct. 2009
La loi du 19 février 2007 relative à la FPT et sa circulaire d'application du 16 avril 2007	avril 2007
Les nouvelles compétences des centres de gestion en matière de mise à disposition de fonctionnaire : la loi du 9 juillet 2001	juil. 2001
La loi du 27 décembre 1994 modifiant certaines dispositions relatives à la FPT	janv. 1995
<b>14.7 CONSEILS SUPÉRIEURS</b>	
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
Le Conseil commun de la fonction publique	févr. 2012
La négociation collective dans la fonction publique : les précisions de la circulaire du 22 juin 2011	sept. 2011
La loi du 5 juil. 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la FP	juil./août 2010
<b>14.8 TRANSFERT DE PERSONNELS</b>	
Loi relative à l'engagement dans la vie locale : dispositions intéressant la FPT	janv. 2020
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
La loi « NOTRe » du 7 août 2015 et ses incidences sur les personnels	oct. 2015
L'indemnité de mobilité dans la FPT : les décrets du 30 juillet 2015	août 2015
L'intégration des ouvriers des parcs et ateliers dans les cadres d'emplois de la FPT	juin 2014
Affirmation des métropoles : la loi du 27 janvier 2014	mars 2014
Retrait d'une commune d'un EPCI : la situation des fonctionnaires ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	sept. 2013
Le transfert aux départements des personnels des parcs de l'équipement	déc. 2009
Transfert de personnels de l'État dans la FPT : les compléments apportés par le décret du 30 décembre 2008	janv. 2009
Transferts de personnels de l'État : les précisions relatives aux cadres d'emplois d'accueil et à la durée du travail	juin 2007

La loi du 19 février 2007 relative à la FPT et sa circulaire d'application du 16 avril 2007	<b>avril 2007</b>
Transfert des personnels de l'État : les précisions relatives au droit d'option, à l'intégration et au détachement sans limitation de durée	<b>janv. 2006</b>
La création de la commission de suivi des transferts de personnels	<b>déc. 2004</b>
Les incidences statutaires de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales	<b>sept. 2004</b>
Les dispositions statutaires de la loi du 12 juillet 1999 relative à la coopération intercommunale	<b>juil. 1999</b>

15.1 ACTIVITÉ	
Le retrait d'un arrêté de placement en congé pour invalidité temporaire imputable au service ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	déc. 2023
Les nouvelles dispositions en faveur des agents confrontés à des événements familiaux	oct. 2023
La retraite progressive dans la FPT	oct. 2023
Imputabilité de la maladie au service : un lien direct entre la maladie et l'exercice des fonctions est suffisant ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	avril 2023
Les congés liés à l'arrivée et à l'éducation d'un enfant	avril 2023
La fonction publique met à l'épreuve le mécénat de compétences	févr. 2023
Loi de finances et loi de financement de la sécurité sociale pour 2023 : les principales dispositions applicables aux agents territoriaux	janv. 2023
Temps partiel thérapeutique : le décret du 8 novembre 2021	déc. 2021
Congés de maternité et liés aux charges parentales : les précisions du décret du 29 juin 2021	sept. 2021
Don de jours de repos : l'extension du dispositif aux parents ayant perdu un enfant	avril 2021
L'ordonnance « santé et famille » du 25 novembre 2020	févr. 2021
Loi de financement de la sécurité sociale et loi de finances pour 2021 : les dispositions applicables à la fonction publique	janv. 2021
La réforme du dispositif des congés bonifiés	oct. 2020
Temps partiel annualisé à l'occasion de la naissance ou de l'adoption d'un enfant : le dispositif expérimental du décret du 22 avril 2020	sept. 2020
Fonctionnaires territoriaux à temps non complet : le décret du 17 février 2020	mai 2020
Loi de finances et loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 : les dispositions applicables à la fonction publique	janv. 2020
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Mise en œuvre du congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS)	mai 2019
La période de préparation au reclassement : le décret du 5 mars 2019	mars 2019
Caractère définitif du demi-traitement maintenu dans l'attente de l'avis du comité médical ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	févr. 2019
Congés annuels non pris : les modalités de report et d'indemnisation	févr. 2019
Portabilité et monétisation du compte épargne-temps : le décret du 27 décembre 2018	janv. 2019
Don de jours de repos : l'extension aux proches aidants	nov. 2018
Maladie imputable au service : le droit au plein traitement dans l'attente de l'avis de la commission de réforme ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	avril 2018
Rechute d'un accident de service : étendue de l'action récursoire ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	févr. 2018
La mise à disposition dans la FPT	déc. 2017
Le congé de paternité et d'accueil de l'enfant	août 2017
Report des congés annuels non pris en raison de la maladie : les nouvelles précisions du Conseil d'État	juil. 2017
Amélioration de la mobilité dans la fonction publique : l'ordonnance du 13 avril 2017	juin 2017
Loi égalité et citoyenneté : les dispositions relatives à la fonction publique	mars 2017
Le congé bonifié des fonctionnaires territoriaux	janv. 2017
Les congés de longue maladie ou de longue durée	août 2016
La loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 <sup>e</sup> partie)	juil. 2016
Le don de jours de repos pour enfant malade	juin 2015
Transfert de personnel à un EPCI : fonctionnaire en congé de maladie ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	nov. 2014
Geste suicidaire et imputabilité au service ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	août 2014
Le congé de maternité	mai 2014
La journée de solidarité : rappel des conditions de mise en œuvre	mai 2014
Accident de trajet et horaires de travail ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mars 2014

La notion de « charge permanente et effective » d'un enfant ( <i>VEILLE JURISPRUDENCE</i> )	févr. 2014
Le contrôle médical pendant un congé de maladie ordinaire	janv. 2014
Le congé de maladie ordinaire des fonctionnaires territoriaux	nov. 2013
Congé de maladie d'office à titre conservatoire ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juin 2013
Comportement délibéré du fonctionnaire et imputabilité au service de l'accident ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mars 2013
La durée du stage dans la FPT	mars 2013
Congé de solidarité familiale et allocation d'accompagnement d'une personne en fin de vie : le régime applicable aux agents territoriaux	févr. 2013
Le congé de paternité et d'accueil de l'enfant	févr. 2013
Décharge de service pour mandat syndical et avancement de grade ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	déc. 2012
Congé de maladie pendant une interdiction professionnelle ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	nov. 2012
Maladie pendant un congé annuel : les droits de l'agent ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	nov. 2012
Fin de la relation de travail et droit aux congés annuels non pris en raison de la maladie ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	oct. 2012
L'articulation entre le temps partiel et le temps partiel thérapeutique ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juil. 2012
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
Les conséquences de la réforme du statut des infirmiers hospitaliers sur leur mobilité au sein de la FPT	févr. 2012
Report des congés annuels en raison des congés de maladie : un arrêt de la Cour de justice de l'UE ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	déc. 2011
Amélioration des garanties accordées aux fonctionnaires à l'expiration des droits statutaires à congés de maladie : le décret du 5 octobre 2011	nov. 2011
Effets des congés de maladie sur le régime de la suspension ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	oct. 2011
Le décret du 17 mai 2011 modifiant certaines dispositions relatives au recrutement et aux positions des fonctionnaires territoriaux	juin 2011
Le travail à temps partiel	mai 2011
Le fonctionnaire titulaire d'un mandat électif local ( <i>POINT BREF</i> )	avril 2011
Congés maladie et RTT : les précisions de la loi de finances pour 2011	févr. 2011
FPE : harmonisation du maintien des primes pendant certains congés	oct. 2010
Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique : analyse de la loi du 3 août 2009	août 2009
Les congés des fonctionnaires territoriaux ( <i>MÉMO STATUT</i> )	juin 2009
Régime indemnitaire des fonctionnaires mis à disposition ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	févr. 2009
Le nouveau régime de la mise à disposition : le dispositif réglementaire	juil. 2008
Le temps partiel pour raison thérapeutique ( <i>POINT BREF</i> )	juil. 2008
Le pouvoir hiérarchique en matière de congés annuels	avril 2008
Le congé de longue maladie et le congé de longue durée ( <i>POINT BREF</i> )	févr. 2008
La modification du décret du 29 juillet 2004 relatif au temps partiel	févr. 2008
Le congé de maladie ordinaire des fonctionnaires territoriaux ( <i>POINT BREF</i> )	déc. 2007
L'incidence des congés sur le versement de la NBI ( <i>MÉMO STATUT</i> )	oct. 2007
La cessation progressive d'activité	sept. 2007
La loi du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique	mars 2007
La mise en œuvre des nouvelles règles relatives au congé de présence parentale	sept. 2006
La réforme du congé de présence parentale	déc. 2005
Les modalités d'attribution du congé de représentation	oct. 2005
Les nouvelles modalités de mise en œuvre du temps partiel	août 2004
Les précisions réglementaires relatives au congé de paternité	mars 2003
La prise en compte pour la retraite du congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie	janv. 2003
Les absences pour raisons syndicales dans la FPT	janv. 2002

La création du congé de paternité	janv. 2002
Le congé de maternité des fonctionnaires et des agents territoriaux	déc. 2001
Les dispositions statutaires de la loi du 17 juillet 2001 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel	juil. 2001
Les congés annuels des agents publics territoriaux	févr. 2000
Le congé pour accompagnement d'une personne en fin de vie	juin 1999
Le décret du 2 février 1998 portant modifications de certaines dispositions relatives à la FPT	févr. 1998
La mise à disposition dans la FPT des fonctionnaires territoriaux	déc. 1997
Les congés bonifiés	oct. 1997
Le service à temps partiel	mai 1997
Le décret du 6 février 1996 portant modifications de certaines dispositions statutaires relatives à la FPT	févr. 1996
Les autorisations spéciales d'absence des agents territoriaux	oct. 1995
Temps partiel - Cessation progressive d'activité : nouvelles dispositions	juin 1995
<b>15.2 DÉTACHEMENT</b>	
Loi de finances et loi de financement de la sécurité sociale pour 2023 : les principales dispositions applicables aux agents territoriaux	janv. 2023
Création des emplois d'expert de haut niveau et de directeur de projet	mars 2022
Loi de financement de la sécurité sociale et loi de finances pour 2021 : les dispositions applicables à la fonction publique	janv. 2021
Fin de détachement dans l'emploi fonctionnel : précisions sur les modalités de réintégration dans un emploi du grade ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	oct. 2020
Détachement d'office en cas d'externalisation des missions : le dispositif réglementaire	oct. 2020
Lignes directrices de gestion et évolution des attributions des CAP	janv. 2020
Reconversion des militaires dans la FPT : les dernières précisions réglementaires	janv. 2020
Reconversion des militaires : Le dispositif simplifié d'accès à la fonction publique territoriale	déc. 2019
Agents publics : les garanties liées à l'exercice d'un mandat électif ( <i>POINT BREF</i> )	oct. 2019
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Portabilité et monétisation du compte épargne-temps : le décret du 27 décembre 2018	janv. 2019
Le décret du 4 octobre 2018 portant diverses modifications statutaires	nov. 2018
Amélioration de la mobilité dans la fonction publique : l'ordonnance du 13 avril 2017	juin 2017
Fin anticipée de détachement : compétence de l'autorité de nomination ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	janv. 2017
La fin de détachement	mai 2016
Protocole d'accord relatif à la modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations	nov. 2015
Fin de détachement dans l'emploi fonctionnel : la question de la compétence de la CAP ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	déc. 2014
L'accès des militaires à la FPT	déc. 2014
Amélioration de la mobilité dans la fonction publique : l'ordonnance du 13 avril 2017	juin 2017
Fin anticipée de détachement : compétence de l'autorité de nomination ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	janv. 2017
Le détachement des fonctionnaires territoriaux (2 <sup>e</sup> partie) : la situation du fonctionnaire	nov. 2014
Droit à intégration après cinq années de détachement ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	oct. 2014
Le détachement des fonctionnaires territoriaux (1 <sup>re</sup> partie) : Le placement en position de détachement	avril 2014
Le reclassement pour inaptitude physique	oct. 2013
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
Les conséquences de la réforme du statut des infirmiers hospitaliers sur leur mobilité au sein de la FPT	févr. 2012
Le décret du 17 mai 2011 modifiant certaines dispositions relatives au recrutement et aux positions des fonctionnaires territoriaux	juin 2011
Le fonctionnaire titulaire d'un mandat électif local ( <i>POINT BREF</i> )	avril 2011
Recrutement et accueil des ressortissants européens dans les cadres d'emplois territoriaux : les nouvelles dispositions réglementaires	avril 2010
La circulaire du 19 novembre 2009 relative aux modalités d'application de la loi du 3 août 2009	déc. 2009



Fonctionnaires détachés : le recouvrement des cotisations retraite ( <i>MÉMO STATUT</i> )	sept. 2009
Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique : analyse de la loi du 3 août 2009	août 2009
La suppression du plafonnement réglementaire de la rémunération du fonctionnaire détaché	juil. 2008
La réintégration après un détachement ( <i>MÉMO STATUT</i> )	juin 2008
Les conditions d'octroi du détachement ( <i>MÉMO STATUT</i> )	déc. 2007
Transfert des personnels de l'État : les précisions relatives au droit d'option, à l'intégration et au détachement sans limitation de durée	janv. 2006
Les modifications apportées au décret du 13 janvier 1986 relatif aux positions des fonctionnaires territoriaux	août 2003
Les précisions relatives aux conditions d'octroi du congé de présence parentale, du congé parental et de la disponibilité	janv. 2003
Les absences pour raisons syndicales dans la FPT	janv. 2002
La situation du fonctionnaire détaché au sein de la FPT	sept. 2001
La cessation du détachement	mai 2000
Le décret du 2 février 1998 portant modifications de certaines dispositions relatives à la FPT	févr. 1998
Le décret du 6 février 1996 portant modifications de certaines dispositions statutaires relatives à la FPT	févr. 1996
La loi du 27 décembre 1994 modifiant certaines dispositions relatives à la FPT	janv. 1995
<b>15.3 DISPONIBILITÉ</b>	
Réparation intégrale des préjudices en cas de refus illégal de réintégration d'un agent en disponibilité ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	nov. 2023
Les congés liés à l'arrivée et à l'éducation d'un enfant ( <i>MÉMO STATUT</i> )	avril 2023
Réintégration après une disponibilité pour convenances personnelles : les obligations de l'administration ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	janv. 2022
Assurance chômage : le régime spécifique applicable à certains agents publics et salariés du secteur public	nov. 2020
Congé parental et disponibilité pour élever un enfant : maintien des droits à l'avancement et autres évolutions	sept. 2020
Lignes directrices de gestion et évolution des attributions des CAP	janv. 2020
Agents publics : les garanties liées à l'exercice d'un mandat électif ( <i>POINT BREF</i> )	oct. 2019
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Disponibilité et conservation des droits à l'avancement : les pièces justificatives	juil./août 2019
Le projet de loi de transformation de la fonction publique	mai 2019
Le décret du 27 mars 2019 : les évolutions du régime de la disponibilité	avril 2019
La position de disponibilité (2) : la réintégration	avril 2019
Portabilité et monétisation du compte épargne-temps : le décret du 27 décembre 2018	janv. 2019
Portabilité et monétisation du compte épargne-temps : le décret du 27 décembre 2018	déc. 2018
Le décret du 4 octobre 2018 portant diverses modifications statutaires	nov. 2018
Loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel : les dispositions applicables à la fonction publique	oct. 2018
Réintégration après disponibilité : conditions d'ouverture du droit aux allocations d'assurance chômage ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juil. 2018
La position de disponibilité (1) : cas d'octroi et situation du fonctionnaire	juil. 2017
Réintégration après disponibilité et allocations d'assurance chômage ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	avril 2016
Existence d'emplois vacants lors d'une demande de réintégration après disponibilité : la charge de la preuve ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	févr. 2013
Mise en disponibilité d'office à l'expiration des congés de maladie : procédure applicable au dernier renouvellement ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juil. 2012
Le décret du 17 mai 2011 modifiant certaines dispositions relatives au recrutement et aux positions des fonctionnaires territoriaux	juin 2011
Le fonctionnaire titulaire d'un mandat électif local ( <i>POINT BREF</i> )	avril 2011
La circulaire du 19 novembre 2009 relative aux modalités d'application de la loi du 3 août 2009	déc. 2009
Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique : analyse de la loi du 3 août 2009	août 2009
La réintégration après une disponibilité ( <i>MÉMO STATUT</i> )	mars 2008
Les conditions d'octroi de la disponibilité sur demande ( <i>MÉMO STATUT</i> )	nov. 2007
Fin anticipée de disponibilité et allocations-chômage : une décision du Conseil d'État du 14 octobre 2005	mars 2006
Le régime de la disponibilité dans la FPT	nov. 2003

Les modifications apportées au décret du 13 janvier 1986 relatif aux positions des fonctionnaires territoriaux	août 2003
Les précisions relatives aux conditions d'octroi du congé de présence parentale, du congé parental et de la disponibilité	janv. 2003
Le décret du 8 décembre 1998 relatif à la protection sociale	déc. 1998
Le décret du 2 février 1998 portant modifications de certaines dispositions relatives à la FPT	févr. 1998
La réintégration après disponibilité	sept. 1996
La loi du 27 décembre 1994 modifiant certaines dispositions relatives à la FPT	janv. 1995
<b>15.4 AUTRES POSITIONS</b>	
Le congé parental	juil./août 2021
Congé parental et disponibilité pour élever un enfant : maintien des droits à l'avancement et autres évolutions	sept. 2020
Le projet de loi de transformation de la fonction publique	mai 2019
La loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 <sup>e</sup> partie)	juil. 2016
Loi « déontologie, droits et obligations » : l'essentiel des dispositions	mai 2016
Le nouveau régime du congé parental	oct. 2012
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la FP, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
Les incidences de la loi de simplification et d'amélioration du droit	août 2011
Le décret du 17 mai 2011 modifiant certaines dispositions relatives au recrutement et aux positions des fonctionnaires territoriaux	juin 2011
Police municipale : les dispositions issues de la LOPPSI 2	avril 2011
La circulaire du 19 novembre 2009 relative aux modalités d'application de la loi du 3 août 2009	déc. 2009
La situation des agents accomplissant des activités dans la réserve ( <i>POINT BREF</i> )	sept. 2009
Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique : analyse de la loi du 3 août 2009	août 2009
La réforme du congé de présence parentale	déc. 2005
Le congé de présence parentale dans la FPT	janv. 2001
Le décret du 8 décembre 1998 relatif à la protection sociale	déc. 1998
Le congé parental	janv. 1997
La position hors cadres	nov. 1996
Le décret du 6 février 1996 portant modifications de certaines dispositions statutaires relatives à la FPT	févr. 1996

## 16.1 MALADIE • INVALIDITÉ • DÉCÈS • MATERNITÉ

Le retrait d'un arrêté de placement en congé pour invalidité temporaire imputable au service ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	déc. 2023
Les nouvelles dispositions en faveur des agents confrontés à des événements familiaux	oct. 2023
Imputabilité de la maladie au service : un lien direct entre la maladie et l'exercice des fonctions est suffisant ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	avril 2023
Réforme de la protection sociale complémentaire : l'ordonnance du 17 février 2021	avril 2021
Capital décès : les modalités provisoires de calcul	mars 2021
Loi de financement de la sécurité sociale et loi de finances pour 2021 : les dispositions applicables à la fonction publique	janv. 2021
Assurance chômage : le régime spécifique applicable à certains agents publics et salariés du secteur public	nov. 2020
Assurance chômage et crise sanitaire : les mesures d'urgence	juil./août 2020
Refus de transformation d'un CDD en CDI et privation involontaire d'emploi ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	févr. 2020
Commission de réforme : présence d'un médecin spécialiste ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	déc. 2019
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Mise en œuvre du congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS)	mai 2019
La période de préparation au reclassement : le décret du 5 mars 2019	mars 2019
Caractère définitif du demi-traitement maintenu dans l'attente de l'avis du comité médical ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	févr. 2019
Utilisation d'un véhicule à l'occasion du service : imputabilité au service et responsabilités ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juil. 2018
Maladie imputable au service : le droit au plein traitement dans l'attente de l'avis de la commission de réforme ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	avril 2018
La mise en œuvre de la cessation anticipée d'activité « amiante »	juin 2017
Compte personnel d'activité, formation, santé et sécurité au travail : ordonnance du 19 janvier 2017 et décret du 6 mai 2017	mai 2017
Le capital décès	déc. 2015
Le secrétariat des instances médicales depuis la loi du 12 mars 2012 ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	déc. 2014
Le détachement des fonctionnaires territoriaux (2 <sup>e</sup> partie) : la situation du fonctionnaire	nov. 2014
Geste suicidaire et imputabilité au service ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	août 2014
Le congé de maternité	mai 2014
Accident de trajet et horaires de travail ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mars 2014
Le contrôle médical pendant un congé de maladie ordinaire	janv. 2014
Le congé de maladie ordinaire des fonctionnaires territoriaux	nov. 2013
Le droit au suivi médical post-professionnel des agents territoriaux exposés à l'amiante	juin 2013
L'allocation d'invalidité temporaire (AIT) ( <i>POINT BREF</i> )	nov. 2012
L'allocation temporaire d'invalidité des fonctionnaires territoriaux ( <i>POINT BREF</i> )	juin 2012
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
Changement de collectivité et prise en charge financière de la rechute d'un accident de service ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	févr. 2012
Contrôle expérimental des arrêts maladie par la sécurité sociale : prolongation et précision du dispositif	févr. 2012
Protection sociale complémentaire : le décret du 8 novembre 2011	déc. 2011
Amélioration des garanties accordées aux fonctionnaires à l'expiration des droits statutaires à congés de maladie : le décret du 5 octobre 2011	nov. 2011
Remboursement des frais imputables à une maladie professionnelle : dépenses de psychothérapie ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	avril 2011
La notion de maladie professionnelle	févr. 2011
Contrôle expérimental des arrêts maladie par la sécurité sociale : publication de la convention-cadre nationale	oct. 2010
La circulaire du 19 novembre 2009 relative aux modalités d'application de la loi du 3 août 2009	déc. 2009
Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique : analyse de la loi du 3 août 2009	août 2009

L'admission à la retraite pour invalidité <i>(POINT BREF)</i>	mai 2009
Le capital décès <i>(SOURCES JURIDIQUES)</i>	oct. 2007
La nouvelle base juridique de l'allocation temporaire d'invalidité des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers	mai 2005
Le calcul de l'allocation temporaire d'invalidité après la parution du décret du 15 janvier portant revalorisation de la rémunération des fonctionnaires	janv. 2005
L'attribution de la pension de réversion au conjoint survivant de l'agent relevant du régime général	sept. 2004
Les conséquences statutaires du décès d'un agent territorial	juil. 2004
Les régimes de sécurité sociale des agents territoriaux	mai 2004
L'allocation temporaire d'invalidité : l'incidence de la modification de l'article 7 du décret du 24 octobre 1985	avril 2004
Le versement des indemnités journalières de maladie aux fonctionnaires territoriaux	avril 2001
L'invalidité des fonctionnaires territoriaux et son indemnisation	juin 1998
<b>16.2 CHÔMAGE</b>	
Assurance chômage : l'essentiel des évolutions 2023 applicables aux agents territoriaux	avril 2023
La condition d'aptitude à l'emploi pour le versement de l'allocation chômage <i>(JURISPRUDENCE)</i>	juil./août 2021
Assurance chômage : le régime spécifique applicable à certains agents publics et salariés du secteur public	nov. 2020
Assurance chômage et crise sanitaire : les mesures d'urgence	juil./août 2020
Refus de transformation d'un CDD en CDI et privation involontaire d'emploi <i>(JURISPRUDENCE)</i>	févr. 2020
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel : les dispositions applicables à la fonction	oct. 2018
Réintégration après disponibilité : conditions d'ouverture du droit aux allocations d'assurance chômage <i>(JURISPRUDENCE)</i>	juil. 2018
La convention du 14 avril 2017 relative à l'assurance chômage	nov. 2017
Réintégration après disponibilité et allocations d'assurance chômage <i>(JURISPRUDENCE)</i>	avril 2016
Assurance chômage : l'exercice du droit d'option	août 2015
Assurance chômage : la convention du 14 mai 2014	oct. 2014
Fin de fonctions dans l'emploi fonctionnel et allocations d'assurance chômage <i>(JURISPRUDENCE)</i>	déc. 2013
L'indemnisation du chômage des agents publics territoriaux	nov. 2006
L'entrée en vigueur de la convention du 18 janvier 2006 relative à l'aide au retour à l'emploi et à l'indemnisation du chômage	mars 2006
Fin anticipée de disponibilité et allocations-chômage : une décision du Conseil d'État du 14 octobre 2005	mars 2006
Les cotisations sur les allocations-chômage versées par les collectivités territoriales aux anciens agents publics	juil. 2004
Le nouvel agrément de la convention d'assurance chômage du 1 <sup>er</sup> janvier 2004	juin 2004
Allocations-chômage : l'entrée en vigueur de la convention du 1 <sup>er</sup> janvier 2004	févr. 2004
La modification des règles d'indemnisation du chômage	mai 2003
La convention d'assurance chômage du 1 <sup>er</sup> janvier 2001 : les principales dispositions	déc. 2000
Fin de contrat à durée déterminée, refus d'emploi et allocations de chômage	janv. 1999
Le rapport du médiateur de la République pour 1997 (allocations-chômage, retraite)	oct. 1998
Allocations-chômage : le nouveau régime de l'activité réduite	sept. 1998
La revalorisation des allocations-chômage au 1 <sup>er</sup> juillet 1998	sept. 1998
Assurance-chômage : activité réduite	oct. 1994
<b>16.3 RETRAITE</b>	
La retraite progressive dans la FPT	oct. 2023
La réforme des retraites et ses principales mesures applicables aux agents territoriaux	juin 2023
Loi de financement de la sécurité sociale et loi de finances pour 2021 : les dispositions applicables à la fonction publique	janv. 2021
Conformité au droit européen des avantages de pension liés aux enfants <i>(JURISPRUDENCE)</i>	mai 2015
Le détachement des fonctionnaires territoriaux (2 <sup>e</sup> partie) : la situation du fonctionnaire	nov. 2014
La loi du 20 janvier 2014 portant réforme des retraites	févr. 2014

Fonctionnaires ayant la qualité de travailleur handicapé : départ à la retraite anticipée et majoration de pension	oct. 2012
La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la FP, à la lutte contre les discriminations et portant diverses mesures relatives à la fonction publique	avril 2012
Application des nouveaux âges de la retraite : l'accélération du calendrier	janv. 2012
Recul de la limite d'âge pour motif d'ordre familial et prolongation d'activité ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	janv. 2012
Service national effectué par les objecteurs de conscience : une décision du Conseil constitutionnel ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	nov. 2011
Réforme des retraites : les mesures d'application relatives aux conditions d'âge et à certaines durées de services	août 2011
Les incidences de la loi du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites	janv. 2011
Retraite : le traitement servant au calcul des pensions ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	sept. 2010
Retraite des agents territoriaux : les grands principes actuellement applicables	mai 2010
La prolongation d'activité au-delà de la limite d'âge : le décret d'application	janv. 2010
Les droits liés aux enfants en matière de retraite ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	sept. 2009
Service national effectué par les objecteurs de conscience : une décision du Conseil constitutionnel ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	nov. 2011
Réforme des retraites : les mesures d'application relatives aux conditions d'âge et à certaines durées de services	août 2011
Les incidences de la loi du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites	janv. 2011
Frais de transport et retraite : les incidences de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2009	janv. 2009
La limite d'âge applicable à la catégorie active ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	oct. 2008
Le cumul d'une pension et d'une rémunération d'activité	sept. 2006
Le droit à l'information des assurés en matière de retraite	juil. 2006
L'application des nouvelles règles de départ à la retraite sans condition d'âge : l'avis du Conseil d'État du 27 mai 2005	août 2005
Départ à la retraite sans condition d'âge : les précisions relatives à la condition d'interruption d'activité pour enfant	mai 2005
L'abaissement de l'âge de la retraite pour les « carrières longues »	déc. 2004
L'arrêté du 26 novembre 2004 portant application du décret du 18 juin 2004 relatif à la retraite additionnelle de la fonction publique	déc. 2004
L'attribution de la pension de réversion au conjoint survivant de l'agent relevant du régime général	sept. 2004
Les conséquences statutaires du décès d'un agent territorial	juil. 2004
La mise en place du régime de retraite additionnelle de la FP	juin 2004
Les mesures d'application de la réforme des retraites aux fonctionnaires territoriaux	janv. 2004
La jurisprudence relative au classement de certains emplois d'infirmiers territoriaux en catégorie active pour la retraite (Conseil d'État, 21 mai 2003)	oct. 2003
La réforme de la retraite des fonctionnaires	sept. 2003
Les conditions d'admission à la retraite des fonctionnaires territoriaux	oct. 2000
Le rapport du médiateur de la République pour 1997 (allocations-chômage, retraite)	oct. 1998
L'invalidité des fonctionnaires territoriaux et son indemnisation	juin 1998
<b>16.4 ACTION SOCIALE</b>	
Télétravail : le droit aux titres-restaurant et le choix du lieu de télétravail ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	oct. 2022
Les garanties accordées aux agents publics exerçant une activité syndicale	févr. 2018
Les incidences de la loi de simplification et d'amélioration du droit	août 2011
La loi du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique	mars 2007
La loi du 19 février 2007 relative à la FPT et sa circulaire d'application du 16 avril 2007	avril 2007

17.1 RÉGIME DES ACTES	
Le retrait d'un arrêté de placement en congé pour invalidité temporaire imputable au service (JURISPRUDENCE)	déc. 2023
Les recours du préfet contre les actes en matière de personnel	janv. 2022
Négociation collective : le décret du 7 juillet 2021	sept. 2021
Procédure disciplinaire : modalités d'accès aux procès-verbaux recueillis au cours de l'enquête administrative (JURISPRUDENCE)	juin 2021
Refonte du régime applicable aux négociations et aux accords collectifs : l'ordonnance du 17 février 2021	mai 2021
Communication du bulletin de salaire : mentions relatives aux heures supplémentaires (JURISPRUDENCE)	avril 2021
Rapport sur le renforcement de la négociation collective dans la fonction publique : les principales propositions	juil./août 2020
Les accords collectifs dans la fonction publique <i>par Carole Moniolle</i>	juin 2020
Loi relative à l'engagement dans la vie locale : dispositions intéressant la FPT	janv. 2020
La motivation obligatoire des actes individuels relatifs aux agents publics territoriaux	déc. 2019
Les délégations de signature aux agents publics territoriaux	nov. 2019
La notification des décisions individuelles	mars 2019
Conditions d'abrogation de la protection fonctionnelle (JURISPRUDENCE)	déc. 2018
Nomination : la nécessité d'une décision expresse (JURISPRUDENCE)	sept. 2018
La communication des documents administratifs relatifs aux personnels	avril 2018
Refus de notification en mains propres d'une décision : conséquences sur le délai de recours (JURISPRUDENCE)	juin 2017
Notification incomplète d'une décision individuelle : encadrement du délai de recours contentieux (JURISPRUDENCE)	nov./déc. 2016
Le nouveau code des relations entre le public et l'administration	janv. 2016
Retenue pour absence de service fait et motivation (JURISPRUDENCE)	nov. 2015
Emplois fonctionnels de direction : les décrets du 13 juillet 2015	août 2015
« Le silence vaut acceptation » : un principe inapplicable aux relations entre l'administration et ses agents	avril 2015
Répétition de l'indu en matière de rémunération et retrait des actes créateurs de droits (JURISPRUDENCE)	juil. 2014
Imprescriptibilité de l'action disciplinaire (JURISPRUDENCE)	mai 2014
Délais de prescription des rémunérations indûment versées : la circulaire du 11 avril 2013	juil. 2013
Notification d'un acte en mains propres : départ du délai de recours en cas de refus de signature (JURISPRUDENCE)	mai 2013
Retrait d'un avancement d'échelon accordé par erreur (JURISPRUDENCE)	avril 2013
Des nouveautés relatives à la publication des instructions et circulaires	oct. 2012
Les nouvelles conditions de reversement des sommes indûment perçues	févr. 2012
Acte administratif obtenu par fraude - Modalités de retrait (JURISPRUDENCE)	juil. 2011
Démission : effet de l'absence de décision de l'administration dans le délai prescrit (JURISPRUDENCE)	juin 2011
Circulaires ministérielles : conséquences du défaut de publication sur le site <a href="http://www.circulaires.gouv.fr">www.circulaires.gouv.fr</a> (JURISPRUDENCE)	mai 2011
La motivation obligatoire des décisions individuelles (POINT BREF)	mai 2010
Régime indemnitaire : conditions de communication des arrêtés individuels (JURISPRUDENCE)	avril 2010
Les conditions de retrait d'un avantage financier illégal (JURISPRUDENCE)	févr. 2010
Les délégations de signature aux agents territoriaux	sept. 2008
Les nouvelles règles relatives à la communication des documents	juil. 2005
La communication des documents administratifs relatifs au personnel	avril 2005
L'ordonnance du 20 février 2004 relative aux modalités et effets de la publication des lois et de certains actes administratifs	mars 2004
Les nouvelles conditions de retrait des décisions créatrices de droit	juil. 2003
L'élaboration des actes administratifs individuels en matière de personnel	févr. 2002

Les dispositions statutaires de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations	avril 2000
Retrait des actes individuels : une décision de la cour administrative d'appel de Bordeaux du 8 mars 1999	janv. 2000
Le retrait des actes dans la fonction publique	juil. 1998
Élaboration des actes administratifs : la circulaire du 30 janvier 1997	août 1997
Les délégations de signature aux agents territoriaux	déc. 1995
La notification des décisions individuelles	déc. 1994
<b>17.2 CONTRÔLE DE LÉGALITÉ • RÉGIME DES ACTES</b>	
Réparation intégrale des préjudices en cas de refus illégal de réintégration d'un agent en disponibilité ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	nov. 2023
La pérennisation de la médiation préalable obligatoire dans la FPT	juil.-août 2022
Le code général de la fonction publique : présentation et mode d'emploi	avril 2022
Les recours du préfet contre les actes en matière de personnel	janv. 2022
Loi relative à l'engagement dans la vie locale : dispositions intéressant la FPT	janv. 2020
Action en responsabilité : inapplication du principe du recours dans un délai raisonnable ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juil./août 2019
L'intérêt à agir des organisations syndicales en contentieux de la fonction publique	déc. 2018
L'expérimentation de la médiation préalable obligatoire dans la FPT	mars 2018
Refus de notification en mains propres d'une décision : conséquences sur le délai de recours ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juin 2017
Notification incomplète d'une décision individuelle : encadrement du délai de recours contentieux ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	nov./déc. 2016
Agent non titulaire : nouveau contrat substantiellement différent et réparation du préjudice ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	sept. 2015
Mesures d'ordre intérieur et discrimination ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juin 2015
Le contrôle du juge de cassation sur la sanction disciplinaire ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	avril 2015
Discipline : preuve par tout moyen et obligation de loyauté ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	août 2014
Les recours en matière disciplinaire	août 2014
Contrôle du juge sur la rémunération d'un agent non titulaire ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	avril 2014
Précisions sur la notion de harcèlement sexuel ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	févr. 2014
Agents publics illégalement évincés : évaluation de l'indemnité ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	janv. 2014
Renforcement du contrôle du juge sur les sanctions disciplinaires ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	déc. 2013
Contentieux administratif : l'élargissement de la voie de l'appel	déc. 2013
Notification d'un acte en mains propres : départ du délai de recours en cas de refus de signature ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mai 2013
Existence d'emplois vacants lors d'une demande de réintégration après disponibilité : la charge de la preuve ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	févr. 2013
Des nouveautés relatives à la publication des instructions et circulaires	oct. 2012
L'expérimentation du recours administratif préalable obligatoire dans la fonction publique de l'État	juil. 2012
Les priorités du contrôle de légalité définies par circulaire	mai 2012
Annulation d'un licenciement et reconstitution des droits sociaux : le versement des cotisations ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	avril 2012
Harcèlement moral : charge de la preuve, comportement de l'agent et responsabilité de l'administration ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	oct. 2011
Les collaborateurs occasionnels du service public	oct. 2011
Refus de communication du dossier individuel et actions devant le juge administratif ( <i>PRÉCISIONS</i> )	oct. 2011
Les incidences de la loi de simplification et d'amélioration du droit	août 2011
Circulaires ministérielles : conséquences du défaut de publication sur le site <a href="http://www.circulaires.gouv.fr">www.circulaires.gouv.fr</a> ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mai 2011
Rôle et missions des centres de gestion : plusieurs propositions d'évolution déposées au parlement	janv. 2011
Les obligations de l'employeur en cas de suspension du contrat d'un agent non titulaire par le juge des référés ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	janv. 2011
Le contrôle du juge des comptes sur la gestion des personnels	sept. 2010
L'entrée en vigueur de la question prioritaire de constitutionnalité	mai 2010
L'appel des jugements administratifs dans le contentieux relatif à la fonction publique ( <i>POINT BREF</i> )	déc. 2009
Effet direct des directives communautaires et régime de la preuve en matière de décision discriminatoire ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	déc. 2009

L'ordonnance n° 2009-1401 du 17 novembre 2009 et la simplification du contrôle de légalité	<b>nov. 2009</b>
Responsabilité de l'administration - Action récursoire contre un agent fautif ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	<b>mai 2009</b>
Le recours administratif préalable obligatoire dans la fonction publique : les propositions du Conseil d'État	<b>mars 2009</b>
La transaction en cas d'éviction illégale d'un agent public	<b>oct. 2008</b>
Les conséquences de l'annulation contentieuse de l'éviction d'un agent public	<b>nov. 2007</b>
Le régime de recours contentieux contre les circulaires	<b>juin 2006</b>
Les incidences statutaires de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales	<b>sept. 2004</b>
Le recours contentieux du préfet contre les actes des collectivités territoriales	<b>mars 2004</b>
L'aménagement des règles d'appel devant les juridictions administratives	<b>août 2003</b>
L'application des nouvelles procédures d'urgence en matière de fonction publique	<b>janv. 2003</b>
Le référé-injonction en matière de fonction publique : une décision du Conseil d'État du 28 février 2001	<b>mars 2001</b>
La loi relative au référé devant les juridictions administratives	<b>août 2000</b>
Les dispositions statutaires de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations	<b>avril 2000</b>
L'intérêt à agir en contentieux de la FPT	<b>juin 1999</b>
Exécution des décisions de justice : l'annulation d'une nomination	<b>févr. 1997</b>
Exécution des décisions de justice : l'annulation d'un concours	<b>juin 1996</b>
L'exécution des décisions de justice administrative relatives aux agents publics	<b>mars 1996</b>



## 18.1 ÉLÉMENTS OBLIGATOIRES DE RÉMUNÉRATION

Les mesures de soutien du pouvoir d'achat et de revalorisation des rémunérations	juil./août 2023
Mesures récentes relatives à la rémunération des agents territoriaux	janv. 2023
L'extension du complément de traitement indiciaire aux personnels non médicaux des EHPAD de la FPT : le décret n°2021-166 du 16 février 2021	mars 2021
Loi de financement de la sécurité sociale et loi de finances pour 2021 : les dispositions applicables à la fonction publique	janv. 2021
Versement du supplément familial de traitement en cas de garde alternée	janv. 2021
Agents à temps non complet : rémunération des heures complémentaires	mai 2020
Loi relative à l'engagement dans la vie locale : dispositions intéressant la FPT	janv. 2020
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
La rémunération des agents contractuels territoriaux	juin 2019
Caractère définitif du demi-traitement maintenu dans l'attente de l'avis du comité médical ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	févr. 2019
Transfert primes/points : l'assiette de calcul de l'abattement	nov. 2018
Maladie imputable au service : le droit au plein traitement dans l'attente de l'avis de la commission de réforme ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	avril 2018
Lois de finances et de financement de la sécurité sociale pour 2018 : les dispositions applicables à la fonction publique	janv. 2018
Le congé bonifié des fonctionnaires territoriaux	janv. 2017
Loi « déontologie » et protocole PPCR : les nouveaux décrets d'application	sept. 2016
Protocole PPCR : les cadres d'emplois revalorisés au 1 <sup>er</sup> janvier 2016	juin 2016
Calculer les éléments de rémunération et établir un bulletin de paie	avril 2016
Loi de finances pour 2016 : les dispositions applicables à la fonction publique	janv. 2016
Protocole d'accord relatif à la modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations	nov. 2015
L'indemnité de résidence	août 2015
Le versement de la GIPA en 2015 ( <i>POINT BREF</i> )	juil. 2015
Envoi tardif des arrêts de maladie : le dispositif applicable	nov. 2014
Le versement de la GIPA en 2014	sept. 2014
Barème des éléments obligatoires de rémunération (traitement, indemnité de résidence, SFT + tableau des montants)	mars 2014
La notion de « charge permanente et effective » d'un enfant ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	févr. 2014
Le versement de la GIPA en 2013	oct. 2013
Le supplément familial de traitement en cas de séparation des parents	nov. 2012
Jour de carence applicable aux congés de maladie : des précisions prévues par circulaire	mars 2012
L'application d'un délai de carence aux agents publics en congé de maladie	janv. 2012
Les éléments de rémunération des agents territoriaux ( <i>MÉMO STATUT</i> )	juil. 2011
L'indemnité d'accompagnement à la mobilité de certains fonctionnaires de l'État	juin 2011
Prise en charge partielle des titres d'abonnement aux transports publics : le décret du 21 juin 2010	juin 2010
GIPA : conditions de mise en œuvre dans la FPT ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	avril 2010
Les modifications apportées à l'indemnité de garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA)	mai 2009
La revalorisation des échelles de rémunération pour la catégorie C	janv. 2009
Précisions relatives à la GIPA : une circulaire du 30 octobre 2008	nov. 2008
L'indemnité de garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA)	juin 2008
Les conditions d'octroi de la bonification indemnitaire au titre de l'année 2007	déc. 2007
Le supplément familial de traitement ( <i>POINT BREF</i> )	nov. 2007

L'indemnité de résidence ( <i>POINT BREF</i> )	oct. 2007
La revalorisation de la rémunération des cadres d'emplois « B type »	déc. 2006
Les précisions ministérielles relatives à la bonification indemnitaire	oct. 2006
La création d'une bonification indemnitaire	août 2006
La création d'une indemnité exceptionnelle de sommet de grade	avril 2005
L'indemnité de résidence	déc. 2001
Les nouvelles échelles de rémunération applicables à la catégorie C	août 1998
Le supplément familial de traitement	juil. 1997
<b>18.2 NOUVELLE BONIFICATION INDICIAIRE (NBI)</b>	
Les conditions d'attribution de la NBI dans la FPT	mai 2023
Les garanties accordées aux agents publics exerçant une activité syndicale	févr. 2018
Mise en œuvre de la NBI « quartiers prioritaires »	nov. 2015
Les éléments de rémunération des agents territoriaux ( <i>MÉMO STATUT</i> )	juil. 2011
Nature des fonctions exercées et octroi de la NBI ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juil. 2008
Incidence des congés sur le versement de la NBI ( <i>MÉMO STATUT</i> )	oct. 2007
Les conditions d'octroi de la NBI « fonctions d'accueil du public exercées à titre principal » ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juil. 2007
Le nouveau dispositif relatif à la NBI	juil. 2006
Les conditions d'attribution de la NBI : un arrêt de la cour administrative d'appel de Lyon du 25 février 2003	juin 2003
Nouvelle bonification indiciaire : le décret du 22 novembre 2000	déc. 2000
La gestion individualisée du personnel dans la FPT	juil. 2000
La nouvelle bonification indiciaire des fonctionnaires territoriaux	déc. 1999
<b>18.3 PRIMES ET INDEMNITÉS</b>	
La prime de pouvoir d'achat exceptionnelle dans la FPT	nov. 2023
Les mesures de soutien du pouvoir d'achat et de revalorisation des rémunérations	juil./août 2023
Mesures récentes relatives à la rémunération des agents territoriaux	janv. 2023
Maintien du régime indemnitaire pendant le congé de longue maladie ou de longue durée et principe de parité ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mars 2022
Communication du bulletin de salaire : mentions relatives aux heures supplémentaires ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	avril 2021
L'extension du complément de traitement indiciaire aux personnels non médicaux des EHPAD de la FPT : le décret n°2021-166 du 16 février 2021	mars 2021
Loi de financement de la sécurité sociale et loi de finances pour 2021 : les dispositions applicables à la fonction publique	janv. 2021
La prime « Grand âge » dans la FPT : le décret du 29 septembre	déc. 2020
Versement de la prime exceptionnelle covid-19 dans la FPT	juin 2020
Agents à temps non complet : rémunération des heures complémentaires	mai 2020
Régimes indemnitaires de la FPT : les nouvelles équivalences prévues par le décret du 27 février 2020	avril 2020
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Transfert primes/points : l'assiette de calcul de l'abattement	nov. 2018
RIFSEEP : l'obligation d'instaurer le complément indemnitaire annuel est conforme à la Constitution ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	sept. 2018
Les garanties accordées aux agents publics exerçant une activité syndicale	févr. 2018
Actualisation du calendrier d'application du RIFSEEP	mars 2017
Loi « déontologie » et protocole PPCR : les nouveaux décrets d'application	sept. 2016
La loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires (2 <sup>e</sup> partie)	juil. 2016
Protocole PPCR : les cadres d'emplois revalorisés au 1 <sup>er</sup> janvier 2016	juin 2016
Loi « déontologie, droits et obligations » : l'essentiel des dispositions	mai 2016
La mise en œuvre du nouveau régime indemnitaire dans la FPT	fév. 2016
Loi de finances pour 2016 : les dispositions applicables à la fonction publique	janv. 2016

Protocole d'accord relatif à la modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations	nov. 2015
Les heures supplémentaires des personnels d'enseignement artistique	SEPT. 2015
L'indemnité de mobilité dans la FPT : les décrets du 30 juillet 2015	août 2015
Point d'étape sur la mise en œuvre du nouveau régime indemnitaire	juil. 2015
Astreintes et permanences des agents de la filière technique	juin 2015
Nouveau régime indemnitaire : fonctions, sujétions, expertise et engagement professionnel	juin 2014
Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (inclus : tableau des montants)	déc. 2013
Le versement de la GIPA en 2013	oct. 2013
L'indemnité exceptionnelle allouée à certains fonctionnaires	juin 2013
Indemnité d'exercice de missions des préfectures : la nouvelle réglementation	févr. 2013
Prime d'intéressement à la performance collective des services : la circulaire du 22 octobre 2012	déc. 2012
Les cadres d'emplois bénéficiant d'un régime indemnitaire lié aux fonctions et aux résultats individuels	nov. 2012
Fin de la relation de travail et droit aux congés annuels non pris en raison de la maladie ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	oct. 2012
Régime des primes en cas de décharge de service pour mandat syndical	sept. 2012
L'application du principe d'égalité à l'octroi d'une mesure de faveur ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mai 2012
La prime d'intéressement à la performance collective dans la FPT : les décrets du 3 mai 2012	mai 2012
La mise en place de l'intéressement collectif dans la fonction publique de l'État	sept. 2011
La notion de sanction déguisée	sept. 2011
Les éléments de rémunération des agents territoriaux ( <i>MÉMO STATUT</i> )	juil. 2011
La prime spéciale d'installation	juil. 2011
L'indemnité d'accompagnement à la mobilité de certains fonctionnaires de l'État	juin 2011
L'application de la PFR aux cadres d'emplois des attachés et des secrétaires de mairie	mars 2011
L'indemnité de performance et de fonctions des ingénieurs	févr. 2011
Compensation financière des jours inscrits sur les comptes épargne-temps : la position du Conseil d'État ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	nov. 2010
La circulaire du 27 septembre 2010 relative à l'introduction de la prime de fonctions et de résultats dans la FPT	nov. 2010
FPE : harmonisation du maintien des primes pendant certains congés	oct. 2010
La loi du 5 juil. 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique	juil./août 2010
Régime indemnitaire : conditions de communication des arrêtés individuels ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	avril 2010
Le projet d'introduction de l'intéressement collectif dans les trois fonctions publiques	mars 2010
Les conditions de retrait d'un avantage financier illégal ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	févr. 2010
Le décret du 18 décembre 2009 instituant une indemnité de départ volontaire dans la FPT	janv. 2010
Filière technique : la nouvelle base juridique de la prime de service et de rendement	janv. 2010
La circulaire du 19 novembre 2009 relative aux modalités d'application de la loi du 3 août 2009	déc. 2009
La prime de fonctions et de résultats des administrateurs	nov. 2009
De l'arrêt Cadot au principe de parité <i>par Didier Jean-Pierre</i>	oct. 2009
Mobilité et parcours professionnels dans la fonction publique : analyse de la loi du 3 août 2009	août 2009
Compte épargne-temps : des précisions ministérielles	févr. 2009
Régime indemnitaire des fonctionnaires mis à disposition ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	févr. 2009
La modification des conditions d'octroi des IHTS par le décret n°2008-1451 du 22 décembre 2008	janv. 2009
FPE : la modification du régime du compte épargne-temps et la création de la prime de fonctions et de résultats (PFR)	janv. 2009
L'indemnité horaire pour travail normal de nuit ( <i>PRIMES ET INDEMNITÉS</i> )	oct. 2008
La création d'une nouvelle indemnité en faveur des agents sociaux territoriaux	août 2008
L'indemnité spéciale de fonctions des policiers municipaux ( <i>PRIMES ET INDEMNITÉS</i> )	juil. 2008
Régime indemnitaire et statuts particuliers : le décret du 26 février 2008	mars 2008

La circulaire du 20 décembre 2007 relative à la mise en œuvre de l'allègement des cotisations salariales sur la rémunération des heures supplémentaires	déc. 2007
Le maintien des avantages collectivement acquis ayant le caractère de complément de rémunération	déc. 2007
La prime de service et de rendement ( <i>PRIMES ET INDEMNITÉS</i> )	déc. 2007
L'allègement des prélèvements obligatoires sur la rémunération des heures supplémentaires	nov. 2007
La création d'une indemnité compensant les jours de repos travaillés	nov. 2007
La loi du 19 février 2007 relative à la FPT et sa circulaire d'application du 16 avril 2007	avril 2007
La modulation individuelle du régime indemnitaire	août 2006
Le régime indemnitaire des cadres d'emplois techniques des établissements d'enseignement	mai 2006
La rémunération et la compensation des astreintes et des permanences dans la FPT	juin 2005
Le décret du 17 novembre 2004 portant modification de certaines dispositions relatives à la FPT	nov. 2004
Les nouvelles dispositions relatives au régime indemnitaire	nov. 2003
Les nouveaux taux moyens annuels des indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires	juin 2003
La circulaire du 11 octobre 2002 relative au nouveau régime indemnitaire des heures et travaux supplémentaires	nov. 2002
Réforme des indemnités pour travaux supplémentaires et création de l'IAT	mars 2002
L'illégalité d'une prime versée aux agents retraités : une décision du Conseil d'État	déc. 2000
La gestion individualisée du personnel dans la FPT	juil. 2000
Le versement de l'indemnité spécifique de service à certains cadres d'emplois territoriaux techniques	avril 2000
Prise en charge et régime indemnitaire : une décision du Conseil d'État du 8 septembre 1999	sept. 1999
Les dispositions statutaires de la loi du 12 juillet 1999 relative à la coopération intercommunale	juil. 1999
Le régime indemnitaire des sapeurs-pompiers professionnels	août 1998
La loi du 2 juillet 1998 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier	juil. 1998
Régime indemnitaire : l'indemnité d'exercice de missions des préfetures et son application aux agents territoriaux	mai 1998
Le régime indemnitaire des cadres d'emplois de la police municipale	juin 1997
La loi du 16 décembre 1996 : des précisions ministérielles	mars 1997
L'arrêté du 15 mai 1996 : les nouvelles conditions d'attribution de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires	juin 1996
Le complément de rémunération des préfetures : une décision du Conseil d'État du 14 juin 1995	janv. 1996
La mise en œuvre du régime indemnitaire des contrôleurs territoriaux de travaux	déc. 1995
Jurisprudence financière : prime de responsabilité	mars 1995
<b>18.4 AVANTAGES EN NATURE • FRAIS DE DÉPLACEMENT</b>	
Le remboursement des frais de transport entre le domicile et le lieu de travail ( <i>MÉMO STATUT</i> )	mai 2023
Mesures récentes relatives à la rémunération des agents territoriaux	janv. 2023
Mise en place du « forfait mobilités durables » dans la FPT	janv. 2021
Prise en charge des frais de déplacements temporaires des agents territoriaux : les dernières évolutions réglementaires	oct. 2020
Actualisation du dispositif de prise en charge des frais de déplacement temporaire	avril 2019
Concession d'un logement de fonction et gestion de fait ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mars 2019
Utilisation d'un véhicule à l'occasion du service : imputabilité au service et responsabilités ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juil. 2018
Les conditions d'utilisation d'un véhicule à l'occasion du service	mai 2018
Les avantages en nature : régime social et fiscal	mai 2015
Logements de fonction : l'application de la réforme de 2012 ( <i>RÉPONSE MINISTÉRIELLE</i> )	avril 2014
Attribution des logements de fonction : les nouvelles règles	août 2012
Acte administratif obtenu par fraude - Modalités de retrait ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juil. 2011
Le logement de fonction	mars 2011
Prise en charge partielle des titres d'abonnement aux transports publics : le décret du 21 juin 2010	juin 2010
Frais de transport et retraite : les incidences de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2009	janv. 2009

Le contrôle des conditions d'octroi d'un logement de fonction ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	déc. 2008
L'indemnisation des frais de déplacement des agents territoriaux	oct. 2007
Emplois fonctionnels et frais de représentation ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	sept. 2007
Évaluation des avantages en nature : des précisions de la direction de la sécurité sociale	juil. 2003
Cotisations sociales : la réforme de l'évaluation des avantages en nature et des frais professionnels	févr. 2003
Le décret du 19 juillet 2001 relatif aux frais de déplacement des personnels territoriaux	août 2001
La gestion individualisée du personnel dans la FPT	juil. 2000
L'utilisation d'un véhicule à l'occasion du service	févr. 1999
Logement de fonction : décisions du Conseil d'État	déc. 1994
Le logement de fonction	mai 1994
<b>18.5 COTISATIONS</b>	
Loi de finances et loi de financement de la sécurité sociale pour 2023 : les principales dispositions applicables aux agents territoriaux	janv. 2023
Tableaux des cotisations au 1 <sup>er</sup> janvier 2023	janv. 2023
Tableaux des cotisations au 1 <sup>er</sup> janvier 2022	janv. 2022
Tableaux des cotisations au 1 <sup>er</sup> janvier 2021	janv. 2021
Loi de finances et loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 : les dispositions applicables à la fonction publique	janv. 2020
Tableaux des cotisations au 1 <sup>er</sup> janvier 2020	janv. 2020
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	sept. 2019
Heures supplémentaires : la réduction des cotisations salariales d'assurance vieillesse	mars 2019
Tableaux des cotisations au 1 <sup>er</sup> janvier 2019	janv. 2019
Tableaux des cotisations au 1 <sup>er</sup> janvier 2018	janv. 2018
Lois de finances et de financement de la sécurité sociale pour 2018 : les dispositions applicables à la fonction publique	janv. 2018
Tableaux des cotisations au 1 <sup>er</sup> janvier 2017	janv. 2017
Calculer les éléments de rémunération et établir un bulletin de paie	avril 2016
Le régime des cotisations sociales au 1 <sup>er</sup> janvier 2016	janv. 2016
Loi de finances pour 2016 : les dispositions applicables à la fonction publique	janv. 2016
Les avantages en nature : régime social et fiscal	mai 2015
Tableaux des cotisations au 1 <sup>er</sup> janvier 2015	janv. 2015
Assurance chômage : la convention du 14 mai 2014	oct. 2014
La journée de solidarité : rappel des conditions de mise en œuvre	mai 2014
Tableaux des cotisations au 1 <sup>er</sup> janvier 2014	janv. 2014
Les cotisations versées aux centres de gestion et au CNFPT	janv. 2013
Prélèvements obligatoires au 1 <sup>er</sup> janvier 2013	janv. 2013
Les prélèvements obligatoires au 1 <sup>er</sup> janvier 2012	déc. 2011
Les prélèvements obligatoires au 1 <sup>er</sup> janvier 2011	janv. 2011
Annulation d'un licenciement et reconstitution des droits sociaux : le versement des cotisations ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	avril 2012
Les prélèvements obligatoires au 1 <sup>er</sup> janvier 2010	déc. 2009
Fonctionnaires détachés : le recouvrement des cotisations retraite ( <i>MÉMO STATUT</i> )	sept. 2009
Prélèvements obligatoires au 1 <sup>er</sup> janvier 2009	déc. 2008
Prélèvements obligatoires au 1 <sup>er</sup> janvier 2008	janv. 2008
La circulaire du 20 décembre 2007 relative à la mise en œuvre de l'allègement des cotisations salariales sur la rémunération des heures supplémentaires	déc. 2007
L'allègement des prélèvements obligatoires sur la rémunération des heures supplémentaires	nov. 2007
Les prélèvements obligatoires sur la rémunération des agents publics territoriaux	juin 2006

La loi du 13 août 2004 relative à l'assurance-maladie	sept. 2004
Évaluation des avantages en nature : des précisions de la direction de la sécurité sociale	juil. 2003
Cotisations sociales : la réforme de l'évaluation des avantages en nature et des frais professionnels	févr. 2003
Les cotisations et leur assiette	avril 1998
La réforme des cotisations sociales et autres mesures	janv. 1998
La contribution pour le remboursement de la dette sociale	févr. 1996
<b>18.6 RÈGLES COMPTABLES</b>	
Loi relative à l'engagement dans la vie locale : dispositions intéressant la FPT	janv. 2020
Concession d'un logement de fonction et gestion de fait ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	mars 2019
La saisie des rémunérations des agents publics	oct. 2018
Retenue pour absence de service fait et motivation ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	nov. 2015
Envoi tardif des arrêts de maladie : le dispositif applicable	nov. 2014
Répétition de l'indu en matière de rémunération et retrait des actes créateurs de droits ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	juil. 2014
Délais de prescription des rémunérations indûment versées : la circulaire du 11 avril 2013	juil. 2013
Absence de service fait imputable à l'administration et rémunération du fonctionnaire ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	févr. 2013
Service mal fait et retenue sur traitement ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	déc. 2012
Les nouvelles conditions de reversement des sommes indûment perçues	févr. 2012
Saisie des rémunérations : quelques aménagements législatifs	janv. 2012
La prescription extinctive en matière de rémunération des agents publics ( <i>POINT BREF</i> )	nov. 2011
Le contrôle du juge des comptes sur la gestion des personnels	sept. 2010
Les conditions de retrait d'un avantage financier illégal ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	févr. 2010
La saisie des rémunérations des agents territoriaux	sept. 2009
Retenue sur traitement pour faits de grève et périodes de garde des sapeurs-pompiers ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	août 2009
L'absence de service fait dans la FPT	mai 2009
Retenue sur rémunération pour fait de grève et congé annuel ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	sept. 2008
Les conséquences statutaires du décès d'un agent territorial	juil. 2004
Les nouvelles conditions de retrait des décisions créatrices de droit	juil. 2003
Les conditions de reversement des sommes indûment perçues par les agents publics	janv. 2000
Gestion du personnel et prescription quadriennale	mars 1999
La saisie des rémunérations	nov. 1995

Le dispositif expérimental de titularisation des apprentis en situation de handicap : le décret du 5 mai 2020	juin 2020
Le régime de l'apprentissage : les décrets du 30 mars et du 24 avril 2020	juin 2020
Apprentissage : les décrets d'application de la loi pour choisir son avenir professionnel	févr. 2019
Loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel : les dispositions applicables à la fonction publique	oct. 2018
Transfert d'un salarié protégé à un employeur public et compétence de l'inspecteur du travail ( <i>JURISPRUDENCE</i> )	août 2018
La mise à disposition dans la FPT	déc. 2017
L'apprentissage dans FPT	nov. 2015
Le dispositif des emplois d'avenir	déc. 2012
Associations transparentes et gestion du personnel : les risques juridiques	oct. 2012
L'intérim dans la FPT : la circulaire du 3 août 2010	oct. 2010
La création des offices publics de l'habitat et la situation des personnels	mai 2007
La loi du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique	août 2005
L'entrée en vigueur des contrats aidés	mars 2005
La reprise d'une activité privée par une collectivité territoriale et le maintien des contrats de travail	mars 2005
Le nouveau cadre juridique pour les contrats aidés	févr. 2005
Les dispositions réglementaires relatives au contrat insertion - revenu minimum d'activité (CI-RMA)	mai 2004
La création du contrat insertion - revenu minimum d'activité (CI-RMA)	janv. 2004
Les nouvelles dispositions relatives aux instances paritaires de la FPT	déc. 2003
La représentation des agents de droit privé aux CTP : une décision du Conseil d'État du 10 juillet 2002	août 2002
Le recrutement des adultes relais	janv. 2002
La loi « emplois-jeunes »	oct. 1997

